

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ESCLAVAGE

ET

TRAVAIL OBLIGATOIRE

LA MAIN-D'ŒUVRE NON VOLONTAIRE EN AFRIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 29 Mai 1931, à 14 heures

PAR

CHARLES-J. FAYET

Président : M. MAUNIER, professeur.
Suffragants { MM. LESCURE, professeur.
 { ROUAST, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR.)

1931

ESCLAVAGE
ET TRAVAIL OBLIGATOIRE

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

ESCLAVAGE

ET

TRAVAIL OBLIGATOIRE

LA MAIN-D'ŒUVRE NON VOLONTAIRE EN AFRIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 29 Mai 1931, à 14 heures

PAR

CHARLES-J. FAYET

Président : M. MAUNIER, professeur.
Suffragants { MM. LESCURE, professeur.
 ROUAST, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevallier-Maresq et C^{ie} et F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR.)

—
1931



INTRODUCTION

L'utilisation de la main-d'œuvre non volontaire comporte surtout l'étude du « travail forcé » ; mais cette dernière appellation sonne mal ; sans doute elle est entrée dans la terminologie internationale, aucune expression plus adéquate n'ayant pu être adoptée. Cependant, tout au long de cette étude, cette forme de travail sera désignée par les termes « travail obligatoire », adoptés par le Gouvernement français.

Dans nos colonies, on entend en effet par là *l'obligation au travail pour les indigènes, cette obligation, par voie de prestation ou de réquisition, étant limitée aux travaux d'intérêt public ou d'intérêt purement indigène et moyennant le même salaire que celui des ouvriers bénévoles*. Il s'agit là, en somme, d'une conséquence de la loi du travail, loi naturelle qui est à la base même de notre organisation économique et sociale.

Les expressions « travail public obligatoire »,

« travail réglementé », « travail obligatoire », ou « travail par contrainte » sont toutes, pour désigner cette sorte de travail, préférables au terme couramment employé. « Travail forcé » crée une équivoque : ces mots laissent entendre, en effet, lorsqu'ils s'appliquent au travail indigène, que les puissances coloniales ont tendance à faire reposer leurs œuvres de colonisation et de civilisation sur l'emploi du travail forcé proprement dit, dont le nom seul rappelle le temps, aboli dans nos colonies, de l'esclavage, ou évoque le bagne, c'est-à-dire la plus forte pénalité avant la mort qui soit infligée aux criminels.

*
* *

APERÇU HISTORIQUE.

Comment a-t-on pu être amené à chercher dans le travail obligatoire une solution au problème de la main-d'œuvre aux colonies ?

La mise en valeur des pays neufs a toujours soulevé des questions nombreuses et complexes : l'histoire coloniale nous montre que le problème de la main-d'œuvre a toujours constitué la principale difficulté et occupé le premier rang des préoccupations trop souvent égoïstes des peuples colonisateurs.

Sans doute un examen superficiel de la question semble démontrer qu'une population faible est favorable à la colonisation, ne nécessitant l'envoi, pour

occuper le pays, que de forces militaires réduites. En outre, la colonisation, se bornant le plus souvent à l'exploitation de quelques comptoirs commerciaux, à la cueillette des produits naturels du sol et à l'existence d'un commerce rudimentaire s'opérant par la voie du troc, pouvait se contenter à l'origine d'une main-d'œuvre réduite et d'une population peu importante. L'histoire des premiers établissements de l'A. O. F. et de Madagascar en fournit des exemples bien connus.

Mais l'intérêt capital que présente pour le peuple colonisateur l'existence d'une population indigène nombreuse et apte au travail, apparaît d'abord quand le commerce veut se développer, son activité étant fatalement liée à l'importance de la population locale et aux capacités d'absorption du marché ; ensuite, quand des établissements agricoles importants veulent se fonder ; enfin, lorsqu'on veut exploiter rationnellement le sous-sol, dans les colonies accédant au stade industriel.

Pour celles mêmes qui n'en sont pas à ce degré de développement, il est absolument nécessaire de créer de toute urgence un outillage économique qui permettra de faciliter leur mise en valeur.

Pour mener à bien l'exécution des travaux publics d'intérêt général, il est indispensable de disposer d'une main-d'œuvre abondante et intensive, dont l'insuffisance suscite les plus grandes difficultés pour l'établissement de ces ouvrages.

Des difficultés supplémentaires sont encore créées

par la « richesse latente » dans les terres tropicales et équatoriales que les conditions géologiques ou climatériques ont recouvertes d'une végétation extrêmement puissante contre laquelle il faut mener un combat de tous les instants.

Il est toujours possible de trouver en abondance les capitaux qu'exige la mise en valeur des territoires coloniaux et le perfectionnement continu des méthodes d'exploitation. Mais ce qu'il *faut* trouver sur place, ou se procurer par un moyen quelconque, c'est la main-d'œuvre qui, toute l'histoire coloniale le prouve, est l'élément indispensable du succès de toutes les entreprises coloniales.

L'on a dit que, si toutes les puissances coloniales s'étaient heurtées à des difficultés résultant de la pénurie de main-d'œuvre aux colonies, cela était dû au peu d'importance numérique de la population du monde, par ailleurs très inégalement répartie, et l'on cite des chiffres à l'appui : la densité par kilomètre carré est de 20 habitants pour l'Asie, de 7 pour l'Amérique du Nord, de 3 pour l'Amérique du Sud et de 4 pour l'Afrique. Cela est exact. De plus, les difficultés considérables que crée aux colonies la faiblesse numérique des populations indigènes, sont encore aggravées par le très médiocre rendement de la main-d'œuvre : la production locale par rapport à la population est extrêmement faible, comparée aux nations européennes, même compte étant tenu du perfectionnement industriel et de l'organisation économique avancée des Européens, et de l'état

rudimentaire de l'outillage, de l'organisation et des méthodes indigènes.

Cette infériorité est due très souvent à la mauvaise condition physique de l'indigène. On peut citer à cet égard de multiples exemples de populations réduites à un état de vie précaire : Moïs du Laos, Tanala de Madagascar, les Pygmées de la sylvie équatoriale, etc. Ce sont des peuples qui, en général, habitent dans des forêts à peu près inaccessibles jusqu'à nos jours, dans des conditions d'hygiène lamentables et qui souffrent d'hypoalimentation, ce qui les met en état d'infériorité manifeste (1).

Certaines contrées souffrent en outre de maladies qui ont « anémié la race ou provoqué une dégénérescence plus ou moins accentuée ». Les maladies pulmonaires qui déciment les hauts plateaux malgaches et la terrible maladie du sommeil qui dépeuple le bassin du Congo en sont deux exemples caractéristiques.

Ce sont là, dira-t-on, des cas exceptionnels. Il existe aussi des populations saines d'une grande vigueur physique qui sont peu aptes au travail exigé d'elles. Oui, sans doute, mais alors de multiples ouvrages bien connus nous enseignent que le noir est « instinctivement paresseux », par hérédité et du fait de conditions climatériques spéciales aux pays équatoriaux et tropicaux.

(1) D'une façon générale, de nombreuses populations africaines sont habituellement sous-alimentées.

Sans discuter cette opinion, il est certain que, d'une façon générale, les populations indigènes n'ont que des besoins extrêmement réduits. Tel est, en particulier, le cas de nombreux indigènes d'Afrique qui se contentent le plus souvent d'une case rudimentaire pour se loger, des produits spontanés du sol pour se nourrir, et d'une parcelle d'écorce ou de cotonnade pour se vêtir.

Il faut ajouter à cela certains facteurs psychologiques : les Noirs, sans parler des mobiles religieux qui leur font interdiction de travailler dans certaines circonstances, ont en général une certaine fantaisie qui est à l'origine de leur répugnance marquée pour le travail *régulier*.

*
* *

Les Européens ont naturellement tenté d'apporter à ces difficultés divers remèdes. Ils ont essayé d'abord d'*améliorer* l'utilisation des ressources locales dont dispose la colonie en créant des Inspecteurs du Travail, en introduisant une législation sociale avancée, en réglementant le contrat, en imposant l'arbitrage, etc... Puis ils ont voulu *accroître* ces ressources, par la mise en application de la fameuse formule « faire du Noir » et par une politique sanitaire appropriée sur laquelle nous reviendrons.

Mais ce sont là des remèdes lointains et à longue échéance, dont les effets bienfaisants ne pourront apparaître avant longtemps.

D'ici là, on a essayé de rechercher des remèdes immédiats et il a été nécessaire d'en trouver. L'on a tenté l'importation de main-d'œuvre, soit de peuples, soit de colonies étrangères. Mais celles-ci s'opposent en général, soit par intérêt, soit par jalousie, au recrutement de travailleurs sur leur propre territoire. Si bien que l'on n'a jamais pu trouver, dans cette voie, de solution satisfaisante.

Il fallait donc trouver sur place cette main-d'œuvre sans laquelle les colonies ne peuvent ni vivre ni se développer. Or, nous avons indiqué que certaines populations indigènes dans leur état actuel d'évolution sociale « préfèrent la misère ou la faim au moindre effort susceptible d'améliorer leur bien-être ». (1).

Il fallait donc, de toute nécessité, que la puissance colonisatrice use de son autorité afin de faire exécuter certains travaux publics indispensables. Discuter ce droit, le nier, en empêcher l'usage équivaut au désir de laisser le pays colonisé dans la pire des détresses physique et morale, d'assister à la « banqueroute de la colonisation ».

Pour le développement des cultures vivrières, l'entretien des villages et, en général pour l'exécution des travaux ordonnés dans l'intérêt des indigènes, le droit de recourir, au début, au travail non volontaire ne saurait être discuté. En ces hypothèses

(1) M. le Sénateur BÉRENGER, Rapport au Sénat fait au nom de la Commission des Affaires Étrangères.

d'ailleurs, la Commission Temporaire de l'Esclavage instituée par la S. D. N. admit la légitimité de l'obligation au travail.

Il en est de même quand il s'agit de travaux de caractère fiscal, comme les prestations qui pèsent par exemple sur les indigènes du Cameroun ou du Togo, comme sur nos paysans de France. Et on ne saurait davantage discuter l'emploi de la seconde moitié du contingent indigène, recruté en application des lois sur le service militaire obligatoire, en vue de l'exécution des grands travaux publics. Ici, il suffit de rappeler que la plupart des admirables travaux exécutés au début de notre occupation, tels que : ponts, routes, ports, etc., sont l'œuvre de la main-d'œuvre militaire. Dans ces conditions, se demande M. le Sénateur Bérenger dans son Rapport au Sénat, « pourquoi, dans cette œuvre civilisatrice, les indigènes ne continueraient-ils pas la tâche devant laquelle n'ont pas reculé nos soldats? »

*
* *

Mais cette utilisation d'une main-d'œuvre non volontaire n'a pas manqué de soulever de violentes critiques. L'on a ému fortement l'opinion publique des puissances, coloniales ou non, en attirant leur attention sur le déclin numérique d'un grand nombre de races indigènes : ce déclin, affirmait-on, est dû au contact de civilisations étrangères qui apportent aux indigènes des maladies contre lesquelles ils ne sont

pas immunisés, les obligent à des travaux auxquels ils ne sont pas accoutumés et détruisent ses principes moraux et religieux sans les remplacer par d'autres d'une efficacité équivalente. L'on mettait en cause les Gouvernements européens qui, non contents de se procurer la main-d'œuvre nécessaire à la construction de chemins de fer et à l'exploitation de plantations ou de mines, en profitent pour travailler à ce qu'il leur plaît d'appeler l'intérêt des indigènes, et usent de leur influence sur ceux qu'il a fait entrer dans son système économique, pour révolutionner l'ensemble des peuples indigènes et bouleverser leurs systèmes sociaux.

L'on terminait, en préconisant sinon l'évacuation pure et simple des colonies, ce qui serait un remède autrement pire que le mal, tout au moins l'application intégrale dans les territoires coloniaux de la législation métropolitaine protectrice du travail.

Mais critiquer ainsi est faire œuvre négative. Le problème de la main-d'œuvre aux colonies est d'une complexité prodigieuse qui rend sa solution extrêmement difficile à trouver : « questions de couleurs, questions de races, questions de climat, questions de salaires, questions d'hygiène, questions de mœurs et d'usages, questions aussi de liberté humaine et de développement social, questions enfin des grands travaux publics indispensables (1) », tout cela est inclus dans le problème du travail indigène.

(1) M. le Sénateur BÉRENGER, Rapport au Sénat fait au nom de la Commission des Affaires Étrangères

C'est, en somme, une *opposition* entre les travaux à accomplir et le travail à obtenir qu'il s'agit de résoudre. Le problème du travail obligatoire n'est pas autre chose que la détermination de la mesure et des limites dans lesquelles la contrainte est admissible.

Nous montrerons dans une première partie, en considérant seulement quelques territoires africains, que le problème se trouve aujourd'hui circonscrit à l'accomplissement obligatoire de certains grands travaux d'outillage économique indispensables au bien-être général de la population, sauf peut-être dans un État « indépendant » : la République de Libéria. Nous étudierons également la politique indigène, dont le but immédiat doit être actuellement de trouver une solution au problème de la main-d'œuvre.

Puis, dans la seconde partie, nous examinerons comment le problème, passant sur le plan international, a été étudié et résolu par les Organismes Internationaux institués à Genève en application du Traité de Versailles.

PREMIÈRE PARTIE

LE TRAVAIL OBLIGATOIRE ET LA MISE EN VALEUR DES TERRITOIRES AFRICAINS DONNÉES ACTUELLES - SOLUTIONS FUTURES

A moins d'arrêter tout progrès dans les colonies, des grands travaux doivent être exécutés et la main-d'œuvre locale doit y contribuer, sous réserve que cette contribution soit strictement réglementée, conformément, quand la chose est possible, aux principes de la législation métropolitaine et à ceux admis à Genève.

Mais la création d'une main-d'œuvre est chose complexe qui ne peut être menée à bien par une réglementation quelconque élaborée dans le cabinet d'un ministre.

Jusqu'au début de XX^e siècle, l'on a cru que l'on créerait magiquement la main-d'œuvre en « promettant aux Noirs le bien-être matériel, la sécurité contre le pillage et le meurtre, la mise à l'abri de la famine, l'initiation aux découvertes de la science, etc... » (1).

Or, à ce moment, le Noir, non éduqué, se souciait peu de tout cela. En certaines parties de l'Afrique, il ne connaissait guère de la civilisation que la douane et les coups de fusil : on ne pouvait lui reprocher de ne pas courir après de pareils bienfaits...

(1) Étienne RICHET, *Notre œuvre au Congo*, écrit en 1890.

Quant à travailler, il n'y songeait pas. Il n'en avait jamais senti la nécessité : une case de paille construite en deux jours, un léger pagne de feuilles et une trentaine de jours consacrés annuellement à la culture pour avoir un peu de manioc ou de maïs quand il ne pouvait pêcher, ni chasser, voilà toute sa sphère d'activité. Il pouvait vivre sans fatigue ; pourquoi travailler ? Des puissances européennes s'installaient qui, ayant besoin de main-d'œuvre pour les exploitations agricoles ou industrielles dont elles rêvaient, allaient exiger que le Noir travaillât ; dans ce pays où il semblait que ni la nature ni les mœurs ne rendissent le travail obligatoire, les nouveaux maîtres allaient l'imposer. N'ayant pas de besoins, il se rendait compte à l'origine, dans sa simplicité primitive, que, si le Blanc lui demandait du travail, c'était pour l'exploiter : il sait d'ailleurs — la voix de la renommée le lui a appris — que certains Blancs paient davantage avec des coups qu'en argent.

Là se pose évidemment le problème philosophique de la question de l'éducation des populations attardées, aux dures lois économiques. C'est par la contrainte que seront faits la route et le rail ou le port. Ainsi sera apporté à la génération suivante un accroissement de bien-être matériel qui, seul, fera comprendre à l'indigène pourquoi il avait fallu que l'homme blanc aille secouer sa paresse naturelle. Il est aisé — autant qu'erroné — de soutenir la thèse du « Bon Sauvage » et de la « Méchante Civilisation », mais l'on peut opposer à ceux qui en sont

partisans le tableau véritable de l'Afrique avant notre arrivée : « la chasse à l'esclave, les sacrifices humains, l'effroyable tyrannie des grands chefs, les sombres ombres du fétichisme et les guerres intestines (1). »

D'ailleurs, qu'on le veuille ou non, la contrainte était le seul moyen pratique, pour la réalisation des programmes d'outillage économique, et « si la route, grâce à l'utilisation de l'automobile, fait peu à peu régresser le portage humain, il a fallu pourtant commencer à percer cette route » (2).

Notre souveraineté, en effet, est reconnue en A. E. F., nous ne pouvons donc pas songer à nous désintéresser de cette grande question, il faut, au contraire, aborder résolument le problème de la main-d'œuvre, pour pousser le pays dans la voie du progrès et de la civilisation. Il ne faut se faire aucune illusion : abandonné à lui-même, il est à craindre que le Noir ne croupisse dans la paresse et l'ignorance où il a vécu pendant tant de siècles. Il s'agit de changer tout un état social, et cela ne peut s'accomplir en un jour et sans efforts.

Pour cela, deux moyens : l'un, rapide et effectif, mais qui doit être employé avec une grande fermeté unie à une excessive prudence, est le travail obligatoire. Immédiatement ont surgi les protestations de « négrophiles en chambre », qui ont prétendu qu'il s'agissait tout simplement d'un retour à l'esclavage.

(1) *L'Europe Nouvelle*, 14 juin 1930, page 898.

(2) *Ibid.*

Mais, en ne demandant aux Noirs que le dixième de ce que l'on exige des Français en France en impôts, prestations et service militaire, l'on obtiendrait en Afrique des résultats merveilleux. Du reste, puisque la France a étendu son protectorat sur ces contrées, elle a assumé l'obligation d'y introduire le progrès et la civilisation. C'est ce premier moyen que nous étudierons dans le titre premier de cette première partie. Dans un second titre, nous étudierons le second moyen : comment, en les faisant évoluer dans leur propre milieu, sauver les Noirs, les développer et en faire nos associés. Il faut leur faire comprendre que le travail n'est pas un déshonneur, et les instruire ; mais là, il faut se garder de les élever en un coup au niveau européen, ce qui, en les faisant rompre brutalement avec leur passé, causerait leur propre ruine. Plutôt que de faire étalage devant les Noirs à peine civilisés des grands principes d'autonomie et de souveraineté, et de les bercer du fallacieux espoir d'une vie politique qui ne pourrait être qu'une puérile caricature de nos vieilles sociétés, ne vaut-il pas mieux les élever d'abord jusqu'à la notion des droits primordiaux de leur dignité d'hommes et des devoirs qu'entraîne cette dignité ?

La civilisation comporte un apprentissage ; elle exige le franchissement d'un certain nombre d'étapes, et elle n'est qu'une trompe-l'œil, une duperie si elle n'est pas accompagnée, et même précédée, par une éducation d'individus que l'on aura auparavant régénérés physiquement.

TITRE PREMIER

LE TRAVAIL OBLIGATOIRE DANS QUELQUES TERRITOIRES AFRICAINS

En général, il n'y a pas lieu de faire des reproches à la *législation*, mais il faut faire trop souvent des réserves à l'égard de son *observation*.

Or, une observation — disons trop souple — des lois ouvrières, est la meilleure façon de favoriser les efforts de ceux qui réclament à haute voix un contrôle international embrassant toute la colonisation.

Pour l'étude du travail obligatoire dans quelques territoires africains (Afrique Équatoriale Française, Afrique Orientale Britannique et Libéria), nous suivrons le plan même du « Rapport et projet de questionnaire » établi et publié en 1929 à Genève par le Bureau International du Travail.

Ce rapport, plus connu sous le nom de *Livre Gris*, et établi par une Commission de spécialistes en matière de travail indigène, est en effet l'ouvrage où

se trouve réunie la documentation la plus complète et la plus sincère concernant la question.

La distinction, déjà faite dans le texte des Mandats et par la Convention sur l'esclavage, entre le travail « forcé » pour fins publiques et le travail « forcé » au service d'employeurs privés, a été adoptée dans le Rapport gris. Cependant, afin de tenir compte des différences existant dans la pratique, le Rapport fit une étude séparée du travail obligatoire pour fins publiques, selon que ces fins ont un caractère *général* et répondent à l'intérêt du pays considéré comme un tout, ou qu'elles ont seulement un caractère *local*, le travail n'étant imposé que dans l'intérêt de la communauté locale : village, groupe de villages, tribu, etc. Cependant, nous n'étudierons la question du travail obligatoire pour chacun des trois territoires africains mentionnés que sous deux rubriques :

I. Travail obligatoire pour fins publiques d'intérêt général et local ;

II. Travail obligatoire au service d'employeurs privés.

CHAPITRE PREMIER

LE TRAVAIL OBLIGATOIRE EN AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

I. — *Travail obligatoire pour fins publiques d'intérêt général : chemin de fer « Congo-Océan », portage, prestations.*

L'Afrique Équatoriale Française est à coup sûr celle de nos colonies qui offre le plus de difficultés à notre pénétration. Cette immense contrée, vaste quatre fois comme la France, est, par sa superficie, la deuxième de nos possessions. S'étalant sur 20 degrés de latitude, elle a quatre climats, comprend des régions sahariennes, soudanaises et équatoriales, et possède des forêts larges de 3.000 kilomètres. Mais elle n'a que 1.000 kilomètres de côtes, praticables en deux ou trois points seulement.

Ce qui était de toute nécessité, dans cette A. E. F. qui n'a contre elle que son immensité, c'était la *suppression totale du portage* par la création de voies

d'accès audacieuses et des moyens de communications modernes. « L'horreur du portage, » selon l'expression de M. le Gouverneur général Antonetti, est un procédé primitif et déprimant qui a épuisé la race noire et auquel il fallait mettre fin rapidement.

C'est dans cet ordre d'idées que fut décidée et entreprise la construction du « Congo-Océan », chemin de fer reliant le port de Pointe-Noire à la capitale de l'A. E. F, Brazzaville, séparées l'une de l'autre par 500 kilomètres, par le massif terrible du Mayumbe, par des rapides et des chutes.

Nous n'avons pas à rappeler ici tous les avantages qui en résulteront pour les indigènes, pour le développement économique de la colonie et pour la métropole (1).

Déjà 310 kilomètres sont construits et équipés en voies lourdes, et le Gouverneur général prévoit pour 1934 l'inauguration du « Congo-Océan » dont Brazza et Stanley avaient, au premier examen, déterminé la nécessité impérieuse.

*
* *

Le problème de la main-d'œuvre.

Dès le début de la colonisation en A. E. F, la pénurie de main-d'œuvre s'était lourdement fait

(1) « Nous achetons à l'étranger, chaque année, pour près d'un milliard de francs de cuivre, que nous pourrions trouver dans le bassin du Niari, quand le chemin de fer sera achevé ». M. ANTONETTI (Discours au Conseil de Gouvernement, le 12 novembre 1930).

sentir. En 1895 déjà, l'on avait, pour y remédier, tenté, sans succès d'ailleurs, d'importer des travailleurs annamites.

Une clause de la Convention passée le 18 juillet 1910 avec la « Compagnie Forestière » autorisait l'importation de travailleurs chinois.

Mais on se rendit rapidement compte que la seule solution, réellement applicable en pratique, était le recrutement sur place.

Dès 1904, un arrêté fixait à 20 % la portion de la population mâle et adulte pouvant être recrutée au Gabon et au Moyen-Congo pour le portage ou pour les chantiers.

Cette réglementation fut remplacée en 1921 par un nouvel arrêté, applicable sur tout le territoire de l'A. E. F., et selon lequel le nombre des indigènes pouvant être recrutés ne saurait en aucun cas excéder le tiers de la population mâle, adulte et valide.

En vertu d'un autre arrêté du 11 février 1923, le Lieutenant-Gouverneur de chaque colonie du groupe fut autorisé à fixer le nombre d'hommes susceptibles d'être recrutés dans chaque subdivision administrative. L'on calcula ainsi que les chiffres pouvaient être de 33.000 pour le Moyen-Congo et 9.500 pour la colonie du Tchad.

En 1924, le nombre d'indigènes pouvant être recrutés en Oubangui-Chari, pour travailler en dehors de cette colonie, fut fixé à un maximum de un vingtième de toute la population mâle et adulte, soit :

8.500. Deux ans plus tard, le nombre d'hommes à fournir éventuellement par la colonie du Tchad fut fixé à 5.000.

Parallèlement, des mesures avaient été prises pour la protection des indigènes. L'on peut citer ici les décrets de 1907, 1911 et 1912, qui furent remplacés par le décret du 4 mai 1922 et par un arrêté du 11 février 1923.

L'article premier du Décret, stipule *le principe de la liberté du travail* sur tout le territoire de l'A. E. F. Si un travailleur doit travailler pour une durée supérieure à trois mois, son engagement doit être stipulé dans une convention écrite, soumise à la sanction administrative.

Dans la pratique, cette règle de la liberté du travail est appliquée strictement aux entreprises privées. Toutefois, l'on a dû y apporter quelques dérogations pour le recrutement des travailleurs du chemin de fer.

La nécessité et la réalité même de la contrainte a été reconnue par le Gouverneur Général lui-même, au cours d'un exposé de la situation qu'il fit devant l'Union Coloniale française, le 28 avril 1927, et que cite le Rapport du Bureau International du Travail sur le « travail forcé » (p. 102). « Il était impossible, déclara M. Antonetti, de ne pas prélever sur l'ensemble de la colonie les 10.000 à 15.000 hommes indispensables, et il était juste de répartir l'effort demandé sur le pays tout entier. D'où, nécessité de faire venir de loin des indigènes qui, par surcroît,

refusaient d'obéir aux ordres, et de suivre les sages conseils des Européens qui les encadraient. »

« Un document officiel lu à la tribune de la Chambre des députés au cours de la séance du 23 novembre 1927, ajoute le Rapport, n'établit pas moins formellement le principe de la contrainte pour cette catégorie de travailleurs (1). »

Un arrêté de 1925, en raison de cette nécessité d'avoir sur les chantiers 10.000 indigènes pour plusieurs années, édictait que le chiffre des travailleurs devant être recrutés serait fixé chaque année sur tout le territoire de l'A. E. F., avec le contingent assigné à chaque colonie, que le Lieutenant-Gouverneur devait répartir entre chaque district.

Il s'agissait là, évidemment, de travail contraint, absolument analogue, sans plus, aux modes de recrutement d'usage courant au Congo belge, ou dans la Nigéria anglaise.

Les travailleurs du « Congo-Océan » furent recrutés uniquement dans le Moyen-Congo jusqu'en 1925, date à partir de laquelle un contingent annuel fut levé dans l'Oubanghi-Chari et dans le Tchad. Les indigènes étaient nourris, logés, et recevaient un salaire dont le minimum était fixé par arrêté du Gouverneur Général, et qui était sensiblement le même que celui payé aux travailleurs volontaires.

En dépit des efforts considérables de l'Administration locale pour la protection des travailleurs, la

(1) *Journal Officiel de la République Française*, 24 novembre 1927, p. 3.177.

mortalité fut assez élevée, et les conditions sanitaires défectueuses, en 1924, où une épidémie de dysenterie causa de grands ravages dans les chantiers.

De nouvelles règles furent alors fixées, et un service de la main-d'œuvre du chemin de fer Congo-Océan fut créé dans le but de protéger plus efficacement les travailleurs indigènes. Le Directeur de la main-d'œuvre fut un Administrateur en chef, qui eut dans ses attributions tout ce qui concerne le recrutement, la discipline, l'administration, le logement, le couchage, l'hygiène et le retour dans leurs foyers des travailleurs. En même temps, les rations alimentaires étaient augmentées et fixées journellement à 1 kilog. de manioc ou 800 gr. de riz, 100 gr. de poisson fumé ou de viande, 20 gr. de sel, 30 gr. d'huile de palme. La nourriture devait être préparée par les femmes accompagnant les hommes.

Le travailleur devait subir deux examens médicaux : dans son pays d'origine, avant son départ, et dès son arrivée sur les chantiers, au moment où il recevait une couverture et divers ustensiles. De plus, dans le camp de travailleurs, les hommes étaient groupés par tribus.

Malgré ces précautions, les indigènes recrutés dans les régions semi-désertiques du Tchad ne s'accoutumèrent que très difficilement au climat humide du Bas-Congo et le taux de la mortalité devint si élevé qu'une mission d'enquête fut envoyée en A. E. F. pour examiner les conditions sanitaires des travailleurs indigènes.

En même temps, le Gouverneur Général, lors d'un retour en France, rendit compte au ministre des Colonies (Chambre des députés, p. 3962) « des erreurs commises et qui ont pu laisser croire que toutes les conditions favorables concernant le recrutement, l'hygiène et la nourriture n'avaient pas été prises pour la protection de la santé et de la vie des travailleurs ».

D'ailleurs, il est à remarquer que M. Buell, qui jugea si sévèrement parfois les méthodes et la politique des Européens vis-à-vis des indigènes et, spécialement, des travailleurs, a reconnu que les efforts du Gouvernement et de l'Administration française en A. E. F., en faveur des indigènes étaient *SPLENDID, but still insufficient*, « splendides, quoique encore insuffisants ». Mais cette phrase était le jugement de la situation en 1927 et M. Buell se permettait alors de donner cet avertissement : « Privé de la possibilité d'importer de la main-d'œuvre, le Gouvernement, obligé de recourir à la contrainte, devait néanmoins le faire avec plus de modération s'il voulait sauver la population de l'extinction totale. » A son avis, on ne devait pas recruter par la contrainte plus de 5.000 travailleurs.

L'on pensait alors à Brazzaville que la nécessité de pousser les travaux allait exiger pendant plusieurs années la présence sur les chantiers de plusieurs milliers de travailleurs indigènes.

Mais, des études plus approfondies et des calculs plus serrés ne tardèrent pas à démontrer que les

chiffres de 15.000 ou même de 10.000 travailleurs, primitivement reconnus « indispensables » par l'Administration locale étaient très exagérés.

Dès le 30 août 1927, une convention signée par le Gouverneur Général, avec la Société construisant le chemin de fer, et ratifiée par le ministre des Colonies, permit de *réduire de 8.000 à 4.000 indigènes* le personnel mis à la disposition de la Société, grâce au perfectionnement de l'outillage.

A la date du 23 décembre 1927, l'infrastructure était terminée jusqu'au kilomètre 80, et la voie posée jusqu'au kilomètre 73. On estimait alors qu'une durée de cinq ans au minimum était nécessaire pour terminer les travaux.

Dès cette date, et jusqu'à maintenant, les conditions hygiéniques des travailleurs furent améliorées d'une façon considérable et sont aujourd'hui à peu près parfaites.

D'ailleurs, l'outillage mécanique a été encore accru : pelles à vapeur, bétonnières, concasseurs, appareils à air comprimé. Aussi a-t-il été possible de réduire encore de moitié le nombre d'hommes que l'Administration s'était engagée à fournir à la Société ; *par un avenant signé le 11 avril 1930, il a été ramené de 4.000 à 2.000 seulement.*

D'autre part, explique M. le Gouverneur Général dans son discours d'ouverture du Conseil de Gouvernement, « le prix de remboursement de la journée de travail, par la Compagnie, de la main-d'œuvre mise par la colonie à sa disposition, a été porté de

2 fr. 80 à 12 fr. 50 pour la mettre dans l'obligation de poursuivre, en augmentant son outillage, toutes les économies de main-d'œuvre réalisables ».

Les effets de ces heureuses mesures n'ont pas tardé à se faire sentir : le rythme des travaux s'est accentué. Au 1^{er} novembre 1930, du côté est, la plate-forme était terminée jusqu'au kilomètre 170 et attaquée jusqu'au kilomètre 205 ; en 1931, le rail sera achevé jusqu'au kilomètre 235, et attaqué jusqu'au kilomètre 285. Du côté ouest, la voie était définitivement posée jusqu'au kilomètre 100, et l'infrastructure terminée jusqu'au kilomètre 115. Pourtant, les difficultés à surmonter dépassent de loin toutes celles qu'ont eu à vaincre les constructeurs de rail en n'importe quelle partie du monde. Pour en donner une idée, un exemple cité par M. Antonetti, dans son discours, suffira : « Au souterrain de faite du Bamba (km. 140, longueur 1.640 mètres), les travaux ont été considérablement gênés par une veine d'argile et de schistes en décomposition, avec écoulement d'eau très abondant, qui nous a obligé à faire venir de France des spécialistes pour le boissage. Les travaux ont subi de ce fait un certain retard. *Ils se poursuivent sans arrêt de jour et de nuit, à trois postes par journée, à la cadence de 1 mètre à 1 m. 50 par jour.* »

La traversée du massif du Mayumbe a été et est encore hérissée à *chaque pas* de difficultés du même ordre ; aussi n'est-il pas étonnant que M. Buell ait pu écrire, en 1928 : « Le problème du chemin de fer

est presque insoluble. L'Administration doit donner une solution aux plus difficiles et aux plus angoissants problèmes de l'Afrique, qui se trouvent tous réunis au Congo français. »

« Si la France y réussit, » ajoutait le professeur américain, elle « aura bien mérité les sympathies et les encouragements que le monde entier ne ménage pas au peuple français pour mener à bien son œuvre en A. E. F. »

Or, nous sommes bien près d'avoir résolu l'insoluble problème, et ce, avec la seule main-d'œuvre locale. Sans doute quelques travailleurs chinois ont été importés, et cet apport a été jugé « non négligeable », bien qu'il ait suscité quelques difficultés au Gouvernement de Brazzaville ; quelques indésirables durent même, pour l'exemple, être rapatriés, et, depuis lors, affirme M. Antonetti, « il a été plus aisé d'obtenir des autres un rendement appréciable qui serait même plus recherché s'il était moins coûteux (1). »

En effet, l'expérience de la main-d'œuvre chinoise avait réussi, « du moins sanitairesment parlant » (2). En effet, deux lots de travailleurs ayant été formés, la mortalité annuelle du premier a été de 1,07 % seulement ; celle du second, « malgré l'insalubrité du Mayumbe et une épidémie de bérubéri, a été

(1) Discours d'ouverture du Conseil de Gouvernement (12 novembre 1930), p. 30.

(2) *Idem*, p. 38.

inférieure de moitié à celle des travailleurs autochtones des mêmes chantiers. Encore a-t-elle diminué de moitié du 2^e semestre 1929 au 1^{er} semestre 1930.

» La mortalité globale de l'ensemble n'est que 4,14 ‰ pour une année entière (13 juillet 1929-13 juillet 1930). » (1)

La mortalité des travailleurs noirs dans le Mayumbe en 1929 n'a pas été publiée. Mais ces déclarations du Gouverneur Général suscitées, il semble résulter qu'elle n'a pas été inférieure à 96 p. 1.000, soit 9,6 ‰.

Il faut noter cependant que la situation s'est considérablement améliorée depuis, puisque « l'Office International d'Hygiène Publique » a adressé à l'Administration et aux Services sanitaires de l'A. E. F., toutes ses félicitations pour l'œuvre hygiénique accomplie dans ce territoire.

*
* *

A propos de travail forcé pour fins publiques d'intérêt général, il faut encore mentionner le *portage*.

Le Gouverneur général de l'A. E. F., dans son exposé du 28 avril 1927, devant l'« Union Coloniale », a reconnu que les travaux du « Congo-Océan » nécessitaient de lourds travaux de portage. « Il a d'abord fallu, » déclara M. Antonetti, « minutieu-

(1) *Idem*, page 38.

sement explorer ce terrain difficile, sillonné de pistes étroites, et où il a fallu employer le portage pour toutes les marchandises, pour tous les matériaux (1) amenés à pied d'œuvre ; porteurs pour le ravitaillement, porteurs pour les rails et les travaux nécessités par l'installation du Decauville, au fur et à mesure que quelques mètres de terrain étaient gagnés sur la nature hostile ; porteurs encore pour tous les objets indispensables à la vie d'une véritable armée de travailleurs. »

Le Rapport du Bureau International du Travail, qui cite ces paroles, se hâte d'ailleurs d'ajouter que la construction du chemin de fer aura en définitive pour résultat de supprimer en grande partie, en A. E. F., ce que M. Antonetti n'hésite pas à qualifier « l'horreur du portage ». (2)

Aujourd'hui, d'ailleurs, *ce portage n'existe plus*. En effet, le Gouverneur Général pouvait déclarer, le 12 novembre 1930 : « Le sentier ferré desservant les chantiers est terminé, voie posée jusqu'au kilomètre 128 où il rejoint la route en automobile ; *son achèvement marque la fin du portage sur les chantiers* (3). »

En outre, pour le reste du groupe de colonies, la politique de construction de routes et de pistes por-

(1) La *Dépêche Coloniale* du 24 mai 1928 imprimait, sous la signature de H.-P. EYDOUX : « Tout le ciment nécessaire aux maçonneries d'un tunnel situé au kilomètre 89, a dû être porté à tête d'homme sur une distance de près de 30 kilomètres. »

(2) Discours cité, page 43.

(3) Discours cité, page 32

tait déjà ses fruits voici deux ans : pour la seule agglomération de Brazzaville, en 1929, on a estimé qu'une soixantaine de camions avaient économisé 200.000 à 300.000 journées de portage.

Et si M. Buell visitait maintenant l'A. E. F., il serait obligé de modifier son jugement sur les efforts de notre Administration, en en supprimant les trois derniers mots. *Splendid, but still insufficient*, était peut-être vrai pour qualifier la situation en 1927-1928 : en 1931, *splendid* suffit.

*
* *

Le Rapport du B. I. T. cite encore quelques « cas exceptionnels » de travail obligatoire en A. E. F... Mais il s'agit ici uniquement du régime des *prestations*, réorganisé par un arrêté du 7 janvier 1925. Ce texte précise que les prestations, véritable impôt direct, payable en nature, peuvent être exigées seulement pendant 10 ou 15 jours par an, et *pour des travaux d'hygiène* intéressant particulièrement l'état sanitaire des agglomérations indigènes et notamment ceux concernant la lutte contre la maladie du sommeil, ou toute autre maladie endémique ou épidémique (art. 1 et 4). Le même arrêté édicte encore, à son article 9, que « dans le cas de sinistre ou de calamité publique ou de circonstances exceptionnellement urgentes, les commandants de cercles ou chefs de subdivisions intéressées peuvent recourir à la main-d'œuvre prestatrice ».

C'est là le cas de « force majeure » dont la justification va de soi.

Quant aux prestations elles-mêmes, elles doivent être considérées comme l'expression de préoccupations d'ordre moral : il est en effet bien préférable, au lieu d'exiger des indigènes une contribution en argent, qui peut-être très onéreuse, de leur demander de fournir quelques journées de travail en vue de l'accomplissement de travaux dont ils seront les premiers à bénéficier.

En outre, toutes les précautions désirables ont été prises, et la réglementation étroite qui résulte des textes s'appliquant aux prestations est à l'abri de toute critique.

*
* *

L'on retrouve encore le régime des prestations, en ce qui concerne le travail obligatoire pour des fins publiques d'intérêt local. C'est le même arrêté qui les a réorganisées, en 1925, et a fixé en détail la procédure à suivre. Les chefs de circonscription doivent, chaque année, en juillet, établir le programme des travaux à effectuer l'année suivante. La répartition de ceux-ci entre les villages, et la période d'exécution doivent être fixées d'accord avec les chefs et notables des régions intéressées. Ce programme est soumis à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur de la colonie, qui l'arrête définitivement après l'avoir retouché, s'il y a lieu.

L'on procède ensuite, sur les bases approuvées par le chef de la colonie, à l'établissement des rôles numériques, par village ou par groupement. Les prestations, qui deviennent exécutoires après approbation des rôles par le Lieutenant-Gouverneur, sont accomplies sous l'autorité et la surveillance des commandants de cercles et des chefs de subdivisions. Elles sont limitées à l'exécution de travaux se rattachant à l'hygiène locale, à l'établissement et à l'entretien des routes, pistes et sentiers de village à village et de marché à marché et divers travaux se rattachant à cette circulation ; à l'entretien des pistes télégraphiques, et à la construction et l'entretien des bâtiments administratifs, des camps d'aviation, terrains d'atterrissage et gîtes d'étapes.

Les prestations, d'ailleurs, ne peuvent être demandées qu'en dehors des périodes de culture et de cueillette et de façon à ne pas nuire aux travaux agricoles. Les prestataires ne sont jamais employés à une trop grande distance de leur résidence habituelle, et, le cas échéant, ils ont droit à une ration journalière de vivres, ou une indemnité représentative.

Des dispositions spéciales exemptent des prestations certaines catégories de personnes, compte tenu de leur âge, de leur sexe, de leur situation de militaires ou de fonctionnaires et permettent à d'autres de racheter les prestations par le versement à la colonie d'une certaine somme d'argent fixée par arrêté, et variable selon les subdivisions.

Cette faculté de rachat caractérise nettement le

système des prestations et prouve qu'il s'agit bien là d'un impôt direct inspiré de la législation métropolitaine moderne.

*
* *

II. — *Travail obligatoire dans l'intérêt des particuliers.*

Quant au travail obligatoire dans l'intérêt des particuliers, il est formellement interdit en A. E. F., par le décret du 4 mai 1922, qui, nous l'avons vu, proclame le principe de la liberté du travail, et édicte que tout engagement de travail supérieur à trois mois doit être constaté par une convention écrite, soumise à la sanction de l'autorité administrative.

Jusqu'à une date assez récente, sans doute, il était indéniable que certaines sociétés, ayant obtenu des concessions trentenaires par le décret organique du 28 mars 1899, abusaient de leurs droits « et allaient dans la pratique, assure le Rapport du B. I. T., jusqu'à l'imposition aux indigènes d'un régime très voisin du travail obligatoire ». Les Noirs devaient en effet récolter une certaine quantité de caoutchouc dont le prix était fixé par la Compagnie elle-même. Mais rien de tout cela n'existe plus, les grandes concessions n'ayant pas été renouvelées en 1929, lors de l'expiration de leurs privilèges.

Il a encore été parlé, au sujet du travail obligatoire au profit des particuliers, des règlements rela-

tifs à la récupération de la main-d'œuvre vagabonde au Gabon.

Selon les suggestions de l'Union Coloniale française, le Gouvernement général de l'A. E. F. avait soumis au ministre des Colonies un projet de décret sur le vagabondage. Le Gouvernement ne donna aucune suite à ce projet de réglementation. Le ministre estimait, en effet, que le régime ainsi institué « revêtait les apparences du travail obligatoire » et, d'autre part, il faisait observer l'extrême difficulté qu'il y avait « à définir le délit de vagabondage, pour une population clairsemée dont l'habitat est souvent variable et chez qui la notion de domicile est rudimentaire ».

L'Union Coloniale insista, et réussit à faire émettre un avis favorable à l'adoption du projet de décret sur la répression du vagabondage, par la Commission spéciale de la main-d'œuvre du Conseil supérieur des Colonies, en février 1928. Le Conseil économique, au cours des séances plénières consacrées à l'étude de la question, n'avait pas retenu l'indication relative à ce projet de réglementation.

Le projet fut néanmoins adopté et devint le décret du 11 avril 1930, que promulgua en A. E. F. un arrêté du 18 mai 1930. Ce texte permet à l'Administration de contrôler les indigènes ayant terminé leur contrat et de les rapatrier dans leur village d'origine s'ils ne travaillent pas sur un chantier ou sur une plantation.

*
* *

III. CONCLUSION.

Le travail obligatoire en A. E. F., on le voit, subsiste seulement, à l'heure actuelle, pour l'exécution de travaux publics d'intérêt général, c'est-à-dire pour la construction du chemin de fer « Congo-Océan ». C'est encore trop, dira-t-on, et l'on devrait pouvoir poser ce rail, seulement à l'aide de main-d'œuvre libre. Il est inutile de rappeler ici toutes les objections, toutes les raisons, qui ont surgi de part et d'autre, pour ou contre ce travail obligatoire utilisé comme moyen de recrutement de la main-d'œuvre pour le « Congo-Océan ».

L'on a critiqué également les méthodes de construction : le chemin de fer n'aurait pas dû être attaqué en trois points à la fois, a-t-on dit, « parce que le pays n'était pas doté d'un système routier permettant le ravitaillement en main-d'œuvre, vivres et matériel de tous les chantiers à la fois » (1) ; « l'outillage moderne n'était utilisé que de façon très insuffisante » ; « les travailleurs de Mayumbe étaient souvent mal ou pas du tout acclimatés » ; et, résumant en une phrase brutale toutes les objections, l'on concluait : « On a voulu terminer en cinq ans

(1) Robert POULAIN, *Etapas Africaines*, page 30.

une entreprise qui ne pouvait, avec toutes les chances, aboutir en moins de dix années. (1) »

Notre manque d'expérience en la matière nous interdit de porter la moindre appréciation sur ce témoignage. Il est certain, en tout cas, que les « 10.000 ou 15.000 hommes » que le Gouverneur Général estimait « indispensables » en 1927, n'ont pas eu à être recrutés, et que, en 1930, l'on a estimé, après perfectionnement considérable de l'outillage, que l'Administration pouvait se contenter de fournir 2.000 hommes seulement.

Il est bien évident que, dans l'avenir, il n'y aura plus à recourir à la contrainte, dont le principe a été très justement condamné par toutes les Puissances unanimes. Elle a été indispensable, l'on y a eu recours, aujourd'hui encore il en subsiste quelques traces : mais les dernières mesures prises en A. E. F. en faveur de la main-d'œuvre du « Congo-Océan » prouvent assez que l'on ne veut plus du travail obligatoire dont il ne restera bientôt que le souvenir.

(1) IDEM.

CHAPITRE II

LE TRAVAIL OBLIGATOIRE AU KENYA ET AU TANGANYIKA BRITANNIQUES.

I. — *Travail obligatoire pour fins publiques d'intérêt général et local.*

Le travail obligatoire dans des buts d'utilité publique a été reconnu nécessaire par les Anglais, au Kenya comme dans leurs autres territoires africains. Pendant longtemps, les fonctionnaires britanniques de cette colonie ne cherchèrent pas très sérieusement à obtenir des travailleurs volontaires, puisqu'il leur était possible de recourir à la contrainte selon leur bon plaisir.

L'Administration kényienne a même recruté des travailleurs non volontaires en dehors de la colonie ; c'est ainsi que pour la construction de l'*Uasin Gishu Railway*, branche de la voie ferrée de l'Uganda, de la main-d'œuvre contrainte fut importée du Tanganyika et de l'Afrique du Sud. La mortalité fut

d'ailleurs très élevée, en raison sans doute d'une insuffisante adaptation au climat, et surtout, parce que ces travailleurs furent parqués tous dans un même camp, elle atteignit 83 p. 1.000 en 1922. Par la suite, diverses mesures prises par l'autorité britannique (inspection du travail, examens médicaux) ramenèrent ce taux à 51,32 p. 1.000 en 1923 et à 14 p. 1.000 en 1924.

L'Uasin Gishu Railway achevé en 1924, le Gouvernement du Kenya entreprit aussitôt la construction de la « Fort Hall-Nyeri Line », et recruta à cet effet 4.200 travailleurs. La mortalité moyenne, ici, fut de 16,48 p. 1.000.

Sans doute, le travail obligatoire était et est, au Kenya, formellement interdit, officiellement. Mais les fonctionnaires kényiens disposaient d'une arme redoutable, en l'espèce : l'ordonnance de 1910 sur les rapports entre maîtres et serviteurs. Ce texte punissait « les déserteurs » d'une amende « n'excédant pas deux mois de salaire ou un emprisonnement d'une durée maximum de deux mois ».

En 1916, le Conseil Législatif de la colonie avait aggravé ces sanctions, en faisant de la désertion un délit justifiant l'incarcération immédiate et sans garanties, de son auteur. En outre, l'amende était portée à 150 shillings et l'emprisonnement à six mois.

En même temps, on mit en vigueur une ordonnance de 1915 dont l'application avait été suspendue par la guerre, et qui instituait le *Registration system*, ou système de l'immatriculation individuelle, basé

sur la dactyloscopie et dont le but était de « maintenir un contrôle plus effectif sur le travail indigène dans le Kenya ».

D'après cette ordonnance, chaque indigène mâle était tenu de se présenter devant un fonctionnaire de district, qui prenait les empreintes de ses dix doigts, et délivrait trois certificats ou *kipandis* ; l'un d'eux était remis au travailleur dans un étui métallique, un second allait aux archives anthropométriques de Nairobi, la capitale, et le fonctionnaire du district conservait l'autre. Parallèlement, l'employeur devait tenir à jour des « livres de travail » et en envoyer copie chaque mois à Nairobi. Ce système fut organisé avec beaucoup de soin, et, en 1928, plus de 506.000 indigènes, soit, en fait, la *totalité* des indigènes mâles de plus de 15 ans du Kenya furent immatriculés. Cette réforme coûta cher au Gouvernement : plus de 12.500.000 fr. (1). Mais, en revanche, elle permet l'identification et l'arrestation immédiate des « déserteurs ».

Ce *Registration system* offrait sans doute l'avantage pour les indigènes, qu'en cas de mort, le Gouvernement pouvait retrouver la famille. Mais il n'était pas extrêmement populaire, si l'on en juge par les troubles qu'il provoqua dans le Kenya entier et qui furent longs à se calmer. Les indigènes commettaient un délit, par le seul fait de ne pas porter leur *Kipandi*, ou de ne pas payer leurs taxes, ou bien

(1) *Bulletin des Missions*, tome IX, n° 10, p. 447.

encore de ne pas se conformer aux règles sanitaires en vigueur. Et ces délits étaient sévèrement réprimés. En 1922 seulement, 2.187 indigènes furent punis pour violation de l'ordonnance de 1910, et 6.088 pour autres délits de ce genre. Et les indigènes emprisonnés pour ces motifs étaient enfermés indistinctement avec les criminels et les voleurs.

S'étant engagée dans cette voie, l'Administration britannique alla jusqu'à créer des *Camps de détention* par une ordonnance de 1925, « afin que les indigènes ne soient pas contaminés par le contact des malfaiteurs emprisonnés ».

En réalité, c'était là un moyen admirablement pratique pour le Gouvernement de se procurer de la main-d'œuvre obligatoire. Les indigènes violant les ordonnances policières, fiscales ou sanitaires, étaient placés dans ces « camps de détention » qui étaient en réalité des chantiers de travaux publics d'intérêt général. Et M. Buell écrit à ce sujet : « De graves abus, sous un semblable système, ont été relevés dans les États du Sud de l'Amérique, » ce qui suffit à juger les « camps de détention ».

*
* *

La travail non rémunéré est une obligation imposée par l'Administration depuis une ordonnance de 1910, appelée « Native Réserves Ordonnance », à tous les indigènes mâles du Kenya pour la construction et l'entretien des phares, digues, routes et ponts.

De leur côté, les chefs indigènes peuvent réquisitionner des travailleurs pour établir et entretenir des ouvrages d'irrigation, ou « pour tous autres travaux dans l'intérêt de la communauté ». Le maximum *légal* de ces sortes de prestations est de vingt-quatre jours par an. C'est par cette sorte de *travail forcé non payé* que furent construites et que sont entretenues toutes les routes du Kenya.

Ce système, de l'avis de M. Buell, est théoriquement justifié, puisque les indigènes, dans ce cas, travaillent pour leur propre compte. Mais l'observateur américain s'empresse d'ajouter que des abus sont possibles. En effet, des documents officiels nous apprennent que, parfois, l'on a vu des femmes et des enfants réquisitionnés par des chefs indigènes et même par des Administrateurs britanniques (circulaire 89 du 24 décembre 1922) « pour charrier de lourds fardeaux à une distance considérable, travaux pour lesquels il n'a été alloué qu'un salaire très insuffisant et aucune nourriture ».

A la suite de ces faits, d'ailleurs, des « mesures disciplinaires très sévères » furent édictées par le Secrétaire d'État, pour « éviter à l'avenir de semblables abus ».

Néanmoins, M. Buell est amené à constater que « *la durée du travail exigée avec ce système est environ double de celle due par les indigènes des colonies françaises, en vertu du système des prestations, et le travail n'est pas limité, comme dans le système français* ».

Ce n'est pas tout : l'indigène est encore *obligé* de fournir 60 *jours* de travail rémunéré (1) pour le *portage* au profit du Gouvernement, et pour le transport des approvisionnements administratifs, et aussi pour construire et entretenir les routes, ponts, canaux d'irrigation, chemins de fer, bâtiments officiels, jetées, digues, quais, lignes télégraphiques et téléphoniques, ainsi que « pour tous travaux que le Gouvernement peut déclarer d'intérêt public ».

Le Gouvernement a excepté de cette obligation au travail obligatoire différentes classes d'indigènes (tels que : chefs, instituteurs, membres du clergé indigène, travailleurs sous contrat, etc.) et les personnes « qui sont occupées entièrement à un autre travail » ou qui pratiquent régulièrement certaines professions (commerçants, etc.). La loi interdit également le travail obligatoire des femmes et des enfants.

Une ordonnance de 1922 stipule à l'article 7, § 10, que l'Administration locale, avant d'avoir recours au travail obligatoire pour des fins publiques, doit y avoir été autorisée par le Secrétaire d'État, sauf pour le portage qui est dispensé d'autorisation. Celle-ci est spéciale et limitée, théoriquement. C'est ainsi que le Secrétaire d'État, dans le cas du chemin de fer de l'Uasin Gishu Railway, n'autorisa le recours au travail obligatoire que pour 4.000 travailleurs, et en insistant « pour qu'ils soient rémunérés immé-

(1) Mais aucun texte n'indique le mode ni le montant de cette rémunération.

diatement au taux prévu pour les travailleurs volontaires réguliers ».

Le ministre demandait également au Gouverneur de lui faire tenir chaque mois des rapports très complets sur tout ce qui concernait les conditions d'emploi de cette main-d'œuvre.

En 1924, le Gouverneur du Kenya réquisitionna 25.500 hommes pour un total de 241.195 journées de travail dans des buts d'intérêt public. Environ 15.000 de ces hommes furent employés par l'Administration pour le portage.

En 1926, non compris ceux ayant servi comme porteurs, 13.228 indigènes furent recrutés, et produisirent 56.781 journées de travail.

*
* *

II. — *Travail obligatoire dans l'intérêt des particuliers.*

Le volumineux Rapport du B. I. T. est muet, ou peu s'en faut, sur le travail obligatoire dans l'intérêt des particuliers pratiqué pourtant au Kenya avec une certaine ampleur. Les entreprises européennes, en effet, éprouvèrent dès le début les plus grandes difficultés à trouver des travailleurs indigènes.

Un rapport officiel de 1899 (*Report of the Uganda Railway*) affirme que « l'idée de travail régulier est entièrement étrangère à la plupart des hommes de ces tribus... les indigènes éprouvent la plus grande

répugnance à s'éloigner et à aller travailler, même à faible distance de leur village natal ».

A partir de 1903, les colons européens arrivèrent en grand nombre ; aussi, en peu d'années, particulièrement en 1907 et 1908, les difficultés provoquées par le problème de la main-d'œuvre devinrent insurmontables.

Aussi, en 1907, les colons demandèrent-ils que le travail obligatoire soit institué : « Nous désirons, déclara leur porte-parole, que des mesures légales obligent les indigènes à travailler » (*force the native to work*).

Et, malgré les instructions contraires du Secrétaire d'Etat des colonies, les fonctionnaires britanniques, par le moyen de la contrainte soit directe, soit indirecte, procurèrent régulièrement des travailleurs aux colons. C'est ce qu'une enquête effectuée en 1912 permit d'établir avec certitude.

A la suite du Rapport qui fut publié alors, l'Administration et les colons kényiens crurent qu'il serait possible d'amener les indigènes à chercher du travail dans les entreprises européennes, en les obligeant à payer de lourdes taxes. Ce système fut donc appliqué.

En 1922, une association de planteurs suggéra à l'Administration locale l'idée de percevoir l'impôt indigène au moment de la récolte du café, et d'augmenter cet impôt dans de fortes proportions, en déclarant que remise en serait faite à l'indigène qui travaillerait pendant un certain temps au ser-

vice d'un Européen. En outre, les indigènes devaient se procurer des vêtements et des objets de première nécessité avec l'argent qu'ils devaient gagner en travaillant un peu.

Puis, de 1922 à 1925, l'Administration du Kenya pratiqua une politique dite de « neutralité ». Aucune contrainte n'était plus exercée sur les indigènes pour les amener à travailler. Mais les colons multiplièrent alors les attaques contre les fonctionnaires kényens, qu'ils accusèrent devant l'opinion anglaise de dissuader les indigènes de travailler.

Le Gouvernement essaya de remédier à la situation en important de la main-d'œuvre recrutée dans le Tanganyika, dans l'Uganda, ou dans l'Afrique portugaise. L'on songea également aux travailleurs hindous, mais, après de longues délibérations, l'on jugea que leur importation était indésirable car l'arrivée de *coolies* était inévitablement suivie à bref délai d'*Indian political agitators*.

Mais ces remèdes avaient été seulement des palliatifs et n'avaient pas résolu la question de la main-d'œuvre. Aussi, à partir de 1925, et après quatre ans de « neutralité », l'Administration kényenne revint graduellement au régime de la contrainte. En mars 1925, le Gouverneur en exercice déclara dans un discours : « Nous espérons que tous nos fonctionnaires donnent aux indigènes *tous les encouragements possibles* afin de les amener à travailler *pour le compte des planteurs* récemment établis. »

En février 1926, le Gouverneur du Kenya affirma

encore que les fonctionnaires de la colonie avaient le devoir de « faire comprendre » aux indigènes qu'ils devaient travailler, soit pour eux-mêmes, soit pour les Européens. Le Gouverneur se défendait de faire pratiquer le travail obligatoire ; il s'agissait seulement, affirmait-il, « d'un conseil donné aux indigènes par le Gouvernement qui agit *in loco parentis*, dans leur propre intérêt ». Grâce à cette politique d'*encouragements* et de *conseils*, les colons eurent autant de travailleurs qu'ils en voulurent.

Mais les missionnaires protestèrent. « Les indigènes, affirma un évêque, sont incapables de distinguer, quand cela émane du Gouvernement, une insinuation, un conseil ou un ordre. » En outre, les chefs indigènes, dans leur désir bien compréhensible de plaire à leur « District officer » s'empressaient de recruter des travailleurs par des méthodes que le rapporteur britannique de la *Native Labour Commission* déclare ne pas pouvoir appeler *other wise than forcible*, car, dit-il, les moyens employés étaient soit la force physique brutale, soit la saisie de ses biens, soit les menaces ». Officiellement, cependant, le Gouvernement prétendait qu'il s'agissait là, non de contrainte (« compulsion »), mais seulement d'une « voluntary pressure », d'un système de « persuasion ».

D'après les chiffres que cite M. Buell, le nombre des indigènes que les « conseils » de l'Administration britannique amenèrent à travailler pour le compte des entreprises privées dans le Kenya, est passé

de 12.000 en 1912, à 90.000 en 1920, à 185.409 en 1927 et à 220.000 en 1929, soit, pour ce dernier chiffre, une proportion de 11,4 % par rapport à la population totale et 44 % de la population mâle de la colonie.

Et M. Buell, de l'examen de ces chiffres officiels donnés par l'Administration britannique (1), conclut : « *Le Kenya a beaucoup plus d'indigènes travaillant pour les Européens que n'importe quelle autre colonie en Afrique.* »



Au Tanganyika, qui est pourtant un territoire placé sous le haut contrôle de la Société des Nations, l'on n'exige aucun consentement préalable du Secrétaire d'État pour aucune des formes de travail obligatoire qui peuvent être imposées.

Évidemment le Gouverneur a déclaré qu'« avant de faire usage de main-d'œuvre contrainte pour les travaux publics, il demanderait cette approbation ». Mais il semble étrange que cette condition ne soit pas imposée par un texte formel.

Quoi qu'il en soit, dans des instructions envoyées à ses fonctionnaires en mars 1927, le Gouverneur du Tanganyika a déclaré « qu'à l'avenir, aucune réqui-

(1) *Report of the Labour Bureau Commission*, 1921, p. 8, et divers Rapports officiels des années 1927, 1928 et 1929.

sition de main-d'œuvre ne pourrait être faite, sans son consentement exprès dans chaque cas » (ce qui évidemment donne beaucoup à réfléchir). Trois exceptions étaient autorisées à cette règle ; elles concernent le portage et certains cas dits « exceptionnels ».

Pour le *portage*, le travail obligatoire est autorisé par des dispositions réglementaires qui permettent aux autorités indigènes, sans autorisation du Gouverneur, de « donner des instructions en vue de l'engagement des travailleurs rémunérés pour les services publics essentiels, ainsi que pour tout autre travail autorisé par le Gouverneur ». Ce dernier a permis l'emploi, sans autorisation spéciale, de porteurs réquisitionnés pour le transport des stocks administratifs ou des bagages d'employés de l'Administration en déplacement de service : 78.000 porteurs furent ainsi employés en 1927.

En ce qui concerne les cas « exceptionnels », le recours au travail obligatoire *non rémunéré* est autorisé pour l'exécution de travaux d'hygiène et de travaux publics destinés à parer une famine ; pour le chargement et le déchargement des navires dans les cas d'urgence et pour des travaux exigés « pour éviter la destruction d'un pont ou d'un quai de chemin de fer ». Les autorités peuvent encore contraindre tout indigène à faire des *cultures obligatoires*.... et à cultiver « telle étendue de terre qu'elles auront décidé ». Et « l'imposition de travaux dans le cas de *non-paiement de l'impôt de case* est autorisée sur le territoire ». En outre, il faut noter que, pour

le travail obligatoire pour des fins publiques d'intérêt local, il n'est pas prescrit de rémunération.

*
* *

III. — CONCLUSION.

Certaines critiques ont été adressées aux autorités britanniques, relativement à l'emploi qu'elles ont fait de la main-d'œuvre non volontaire. L'on a fait observer par exemple que les indigènes du Kenya ou des autres colonies du groupe de l'Afrique Orientale anglaise sont plus efficacement protégés, si étrange que cela puisse paraître, que les indigènes d'un pays sous mandat comme le Tanganyika.

Dans ce territoire, en ce qui concerne les travaux d'utilité publique, le Rapport du *Tanganyika Labour Commissionner* mentionne que « les méthodes de recrutement de l'Administration sont jusqu'à, présent, très peu satisfaisantes, et que l'Administration est responsable de la quantité toujours plus grande de travail obligatoire exigé pour des travaux d'utilité publique ». Ce travail obligatoire est de plus en plus fréquemment demandé pendant la saison agricole, « ce qui rend le Gouvernement et ce travail très impopulaires ».

Outre ce travail obligatoire rémunéré pour travaux publics, « les administrations de pratiquement, toutes les colonies britanniques en Afrique obligent les indigènes à fournir 24 à 32 jours par an de tra-

vail non rémunéré, pour l'entretien des routes locales par exemple ». Or, *le mandat du Tanganyika interdit formellement le recours au travail obligatoire*, sauf pour travaux publics essentiels, et, dans ce cas, « contre adéquate rémunération ».

Il semble donc que la pratique du travail obligatoire pour fins publiques d'intérêt local ne soit pas en harmonie avec les obligations du mandat. Il faut remarquer toutefois que ce n'est pas l'Administration qui impose le travail obligatoire, mais les chefs indigènes, et, « il faut considérer que le développement progressif des pouvoirs et de la compétence des autorités indigènes rend difficile l'établissement de directives sur la pratique à suivre pour l'emploi du travail obligatoire ». (Réponse officielle britannique à l'enquête du Bureau International du Travail.)

La position adoptée par les autorités administratives britanniques est donc simple. Un Gouverneur l'a définie dans une dépêche qu'il envoyait en 1928 au Secrétaire d'État : « l'attitude du Gouvernement a toujours été et sera toujours, en ce qui concerne la question du travail, celle de la *neutralité*. » Et M. Buell, qui cite cette phrase, d'observer que, même en Europe, l'idée d'égalité absolue entre l'employeur et le travailleur a été rejetée. Toujours l'État est venu au secours de l'ouvrier. Cela est encore plus vrai en Afrique, où « l'indigène a la faiblesse d'un enfant et se laisse aisément tromper par les promesses séduisantes des Européens qui désirent obtenir son travail et sa terre ».

En effet, il est hors de doute qu'il ne se rend pas compte des conséquences d'un engagement à 700 kilomètres de chez lui. Et l'on ajoute : il est difficile de comprendre « comment un Gouvernement, affirmant s'inspirer du principe de la curatelle, peut adopter une attitude *de neutralité* en cette matière ». Son devoir est au contraire de venir en aide à l'indigène dans ses relations avec les employeurs européens, et d'obliger ceux-ci à se conformer à certaines « règles standard » minima en faveur de leurs travailleurs indigènes.

Quoi qu'il en soit, il est de fait qu'à la Conférence des Gouverneurs de l'Est-Africain anglais, tenue à Nairobi, en 1925-1926, le Gouverneur du Tanganyika a signé la Déclaration aux termes de laquelle son gouvernement devait *obliger* les indigènes à travailler, soit pour eux-mêmes, soit pour les Européens. Il se proposait dans ce but de leur « donner à comprendre » qu'ils devaient de préférence chercher du travail auprès des Européens, à quelque distance que ce soit de chez eux.

Certains ont vu là une sorte de travail obligatoire. Or, le *texte des mandats n'indique pas que le travail obligatoire cesse d'être obligatoire parce qu'il est indirect*. Les formes de « pression » d'usage courant au Tanganyika pour obliger les indigènes à travailler semblent bien n'être pas en parfait accord avec la clause fondamentale du mandat qui interdit le recours au travail obligatoire.

CHAPITRE III

LE TRAVAIL OBLIGATOIRE DANS UNE « RÉPUBLIQUE INDÉPENDANTE » : LE LIBÉRIA

« The Love of Liberty brought us here. »

Dans son entrée en matière du « Rapport sur le travail forcé », le Bureau International du Travail fait observer que l'étude du travail obligatoire découle des textes relatifs à l'administration des Mandats. Il note cependant *quelques cas* de travail obligatoire dans certains États indépendants « ou se gouvernant pleinement par eux-mêmes ». Cinq petites pages seulement sont d'ailleurs consacrées à l'étude de ces cas. Pourtant, l'on reconnaîtra qu'il est difficile d'admettre qu'une forme de travail, répréhensible dans une colonie, devienne acceptable dans une République indépendante. C'est cependant ce qui a été admis, puisque — nous le verrons plus loin — la Convention « sur le travail forcé » votée à Genève en 1930 ne s'applique pas aux États indé-

pendants. Et un exemple, celui de Libéria, va montrer l'extrême gravité des faits, non seulement de travail obligatoire, mais encore d'esclavage pur et simple, que l'on peut y relever.

*
* *

Dans toutes les occasions où l'on use en France de la formule : « Liberté, Égalité, Fraternité », l'on emploie dans la République de Libéria la devise de ses fondateurs : *The Love of Liberty Brought Us Here*. Il est bien évident que les Américano-Libériens auteurs de cette belle formule songeaient à « l'amour de leur propre liberté ». Ce n'est certes pas en effet le souci de la liberté des indigènes qui semble avoir préoccupé jusqu'ici l'Administration libérienne moderne.

Pour en faire la démonstration décisive, il suffit d'analyser très brièvement un document officiel volumineux publié en décembre 1930. Il s'agit du Rapport qu'a établi la Commission Internationale d'Enquête envoyée au Liberia par la Société des Nations.

Cette Commission comprenait trois enquêteurs : un membre américain, le Dr Charles S. Johnson, un membre de la S. D. N., le Dr Cuthbert Christy, et un représentant de Libéria, l'ex-président Arthur Barclay. Ses investigations se prolongèrent pendant quatre mois, et portèrent sur les sept points suivants :

1^o Si l'esclavage existe en fait au Libéria.

2° Si le Gouvernement pratique ou encourage ce régime.

3° Si de notables citoyens le pratiquent.

4° Dans quelle mesure le travail obligatoire existe.

5° Si le transport d'ouvriers à Fernando Po ou au Congo a quelque chose de commun avec l'esclavage.

6° Si la main-d'œuvre employée sur des plantations est recrutée par contrainte.

7° Si le Gouvernement a approuvé le recrutement de la main-d'œuvre opéré par les garde-frontières du Libéria.

Le Rapport se divise donc en deux parties principales :

a) L'esclavage et les conditions analogues ;

b) Le travail obligatoire pour fins publiques et privées.

Il est suivi de recommandations et suggestions à la suite desquelles le Gouvernement du Libéria effectua en 1931 les indispensables réformes qui s'imposaient.

I. — *Esclavage et conditions analogues.*

La première partie du Rapport concernait les points 1, 2, 3 et 5 du programme d'investigations. La Commission rappelle d'abord que la Constitution de la République de Libéria interdit l'esclavage et la reconnaissance de l'état d'esclave (art. 1 et 4). Elle constate que les éléments « civilisés » de la côte,

comptant environ 10.000 personnes, recrutent les *esclaves domestiques* principalement parmi les individus faits prisonniers à l'intérieur du pays. Il n'est pas possible d'en évaluer le nombre, l'état civil et le recensement étant choses inconnues au Libéria. Le Gouvernement interdisait l'esclavage, mais autorisait la « mise en gage » (Pawn system), qui donna lieu à des abus extrêmement graves.

Cette mise en gage était une institution consistant en « un accord en vertu duquel un être humain, généralement un enfant, était placé en servitude, contre une somme d'argent, pour une période de temps indéterminée, sans qu'il soit accordé de compensation à la personne détenue ». Dans la pratique, on pouvait vendre ces individus, sous le couvert d'une mise en gage, en convenant secrètement que le gage ne serait jamais racheté.

Ce « Pawn system » était extrêmement fréquent, et le Parlement libérien avait refusé de l'abolir en 1928. C'était là l'esclavage « courant et classique ». Mais la Commission a relevé encore de nombreuses *pratiques oppressives restrictives de la liberté d'autrui, constituant des conditions analogues à l'esclavage, et tendant à revêtir le caractère de l'esclavage classique.*

C'est sous cette rubrique que sont classés les cas d'esclavage les plus caractérisés et les plus odieux. Il s'agit tout d'abord du « recrutement forcé et de l'expédition de main-d'œuvre indigène à destination de Fernando Po avec l'aide de soldats des troupes de frontières, de messagers armés et de certains

fonctionnaires du Gouvernement libérien ». L'organisateur des opérations de *capture (sic)* et des embarquements effectués sous une forte escorte armée était un certain Samuel Ross. Un Commissaire de District ayant émis des protestations, il fut relevé de ses fonctions et Ross fut nommé Directeur général des Postes du Libéria.

Des hommes étaient donc, en plein vingtième siècle, dans un État indépendant, *capturés* dans leurs villages, flagellés, ligotés, emprisonnés et expédiés contre leur volonté dans une colonie européenne, *par ordre du Président de la République* (1) et pour y être maltraités.

Ces opérations lucratives de Samuel Ross n'étaient pas un fait isolé. M. le Directeur général des Postes se bornait à écumer le Comté de Sinoe.

M. Allen N. Yancy, Inspecteur du Comité de Maryland de 1920 à 1929, se chargeait de « recruter » des indigènes Wedabos, soit en les faisant *capturer* par des messagers armés qui, au besoin, brûlaient des villages ou brutalisaient *odieusement* les chefs, soit « par des mesures de contrainte indirecte : amendes excessives imposées aux chefs, intimidation, corruption, extorsion, etc., etc... »

De tels faits méritaient une sanction. *Mr. Allen N. Yancy fut donc, en 1928, nommé Vice-Président de Libéria*. Il pratiqua alors la *traite des boys* sur une large échelle. Il convoqua tous les chefs, et leur

(1) Rapport de la Commission, page 18.

donna l'ordre de lui livrer chacun 60 hommes. Des détachements de soldats furent envoyés pour « capturer » les indigènes qui, « hommes et femmes, furent fouettés », ligotés et entravés à l'aide de bâtons, tandis que les chefs qui protestaient étaient emprisonnés. Mr. Yancy, à l'aide de travailleurs ainsi « recrutés », mettait en valeur ses immenses fermes personnelles, et envoyait le surplus à Fernando Po.

Mais cela n'était pas tout. M. le Vice-Président de la République extorquait aux chefs qui avaient résisté aux tentatives faites pour obtenir des hommes des amendes formidables. Il organisait de plus des *raids* dans les villages pour « capturer » les hommes. Le Rapport, pendant de longues pages, décrit en détail de multiples scènes de razzias, à titre d'exemples, et reproduit de très nombreux documents et témoignages de chefs et de travailleurs. Le tout constitue un faisceau de preuves irréfutables contre M. le Vice-Président Yancy, et contre *un syndicat d'agents recruteurs où figurent le frère du Président de la République et de hauts fonctionnaires libériens.*

Cette exportation intensive de main-d'œuvre à l'île espagnole de Fernando Po et dans diverses îles portugaises a une origine ancienne. Les propriétaires terriens du Libéria voyaient cependant d'un mauvais œil se raréfier la main-d'œuvre dont eux aussi avaient besoin pour leurs plantations. Mais les exportations continuèrent, et, en 1913, le Consul général britannique à Monrovia informa le Gouvernement du Libéria « qu'il avait appris que la traite des esclaves

se pratiquait entre la côte libérienne et divers ports d'Afrique, spécialement au profit des planteurs de Fernando Po, et qu'il importait que le Gouvernement libérien prenne des mesures à ce sujet ».

A la suite de ces plaintes et de ces remontrances, le Libéria examina à nouveau la question, et un accord formel en quatorze points fut conclu, en 1914, avec le roi d'Espagne. Les planteurs de Fernando Po pouvaient recruter des travailleurs libériens, mais de nombreuses garanties protégeaient ces derniers contre les abus les plus criards. Jusqu'en 1927, date d'expiration de la Convention, un minimum de 7.268 indigènes fut ainsi envoyé à l'île espagnole. Pour chaque homme exporté, un droit élevé était perçu, et c'était en somme de l'esclavage que le Gouvernement libérien tirait le plus clair de ses recettes budgétaires.

A partir de 1927, ce fut le syndicat d'agents recruteurs qui s'engagea à fournir des travailleurs aux planteurs de Fernando Po. Ce syndicat vendait chaque esclave 1.000 francs et recevait en outre une prime de 125.000 francs par convoi de 1.500 hommes.

Cette traite d'esclaves se pratiquait encore en avril 1930, et rien ne prouve qu'elle ait effectivement cessé à l'heure actuelle.

Pourtant, des plaintes affluèrent en grande quantité contre ce système ; elles concernaient surtout le traitement à Fernando Po des « travailleurs » ainsi achetés. Et le Parlement libérien, dans le préambule

d'une loi votée en 1921, avait déclaré que « l'embarquement de citoyens et de travailleurs libériens à destination de colonies étrangères est préjudiciable à l'agriculture de la République (*sic*) et à la santé et la vie même des travailleurs qui... meurent souvent après leur rapatriement. »

Enfin et surtout, l'entrée en lice d'une grande Compagnie américaine qui, en 1926, a obtenu une vaste concession, a suscité les plus vives appréhensions chez les planteurs de Fernando Po. Ceux-ci redoutent en effet l'inévitable, à savoir que leur source de main-d'œuvre ne soit tarie à Libéria, où tous les travailleurs vont être absorbés par le développement des plantations américaines. Mais il importe, avant d'étudier ce point essentiel, de s'arrêter brièvement sur le travail obligatoire pour des fins d'intérêt public.

*
* *

II. — *Travail obligatoire.*

La seconde partie du Rapport expose les travaux de la Commission concernant les points 4, 6 et 7 de son programme d'investigations, c'est-à-dire le travail obligatoire.

Les récentes discussions internationales de 1929 et de 1930 qui se trouvent exposées par ailleurs, et les polémiques engagées sur la question du développement économique des territoires tropicaux, ont permis de dégager certains principes. Ils s'inspirent

de l'idée qu'en dernière analyse, le travail obligatoire a pour effet important de décourager l'effort spontané, de détruire le désir d'acquérir des biens, et va ainsi à l'encontre de l'objet qu'il se propose. Et les Administrations coloniales se préoccupent surtout actuellement, « abstraction faite du droit des indigènes de ne pas être astreints à subir des exigences extérieures et arbitraires dans lesquelles leur bien-être joue un rôle très secondaire » (1), de déterminer deux points : la nature du travail pour lequel il semble être nécessaire de recourir à la contrainte, et la définition des cas et de la mesure où ce recours peut se justifier.

L'expérience a montré que dans les territoires où se trouvent en contact des civilisations avancées et primitives, le travail obligatoire ne présente des avantages au point de vue éducatif que si l'on ne s'éloigne pas des règles de conduite rigoureuses qui imposent strictement de traiter avec justice et avec égards les indigènes astreints à ce genre de travail. Si l'on s'en écarte, le travail obligatoire dégénère évidemment en des « conditions analogues à l'esclavage ». C'est, en toute certitude, ce qui se passe dans la République du Libéria.

(1) Rapport cité, page 47

A.) Travail obligatoire sur les chantiers du Gouvernement.

En ce qui concerne le travail obligatoire pour des travaux d'intérêt public, il importe de rappeler qu'avant la guerre mondiale, le Gouvernement libérien n'avait fait aucun effort pour établir des communications avec l'intérieur. L'on trouvait des pistes (*footpath*), mais il n'y avait pas une seule route au Libéria, ni, bien entendu, de chemin de fer.

Mais, après la guerre, le Gouvernement élaborait un programme routier extrêmement ambitieux dont la réalisation fut entreprise avec une grande activité. Chaque chef a l'obligation d'en construire une à travers son district, sous la direction d'un « Commissaire de district ». Ces travaux sont effectués grâce à des levées massives de travailleurs non volontaires qui ne sont pas rémunérés. Ce sont les chefs indigènes qui *doivent* non seulement trouver les ouvriers, mais encore « payer pour leur nourriture, acquitter de nombreuses amendes, et être en butte à de mauvais traitements, tout en ne recevant aucune rémunération ».

Ces hommes, comme le témoigne M. Buell, ont dû niveller des collines de 20 à 30 mètres de hauteur, sans autre instrument que des pics en bois taillé, et des houes. A la suite de ce fait, un trust britannique intéressé au commerce libérien, *The African International Corporation*, fit don au Gouvernement de

Libéria de 2.000 pioches et pelles, dans le but de favoriser la construction de routes.

Sans doute, la construction des routes à travers le pays devait être un jour ou l'autre indispensable. « Sous la direction d'experts, elles pouvaient être projetées et construites de manière à coïncider avec les voies de chemin de fer..., ce qui aurait évité ultérieurement d'énormes dépenses pour les travaux de tranchées et de remblais nécessaires pour le rail. » Or, les travaux furent entrepris *sans le concours* d'aucun ingénieur, d'aucun arpenteur, ni même d'aucun surveillant technique (1). Cela a provoqué, de l'avis de la Commission d'enquête, un « grand gaspillage d'argent et de main-d'œuvre ».

Qu'il y eut « gaspillage de main-d'œuvre », d'ailleurs, cela importait peu ; à l'origine, en effet, aucun maximum n'était fixé quant à la durée de la « réquisition ». En règle générale, les Libériens devaient travailler sur les routes pendant quatre ou six mois chaque année, selon le roulement *ininterrompu* suivant : deux semaines sur les chantiers, et deux semaines de repos chez soi. Ce système souleva un mécontentement extrêmement vif parmi les indigènes qui n'avaient même plus le temps d'entretenir leurs jardins. Les exactions furent telles et les obligations devinrent si lourdes, dans certaines parties

(1) « Nous procédons au piquetage en nous servant d'une trompe. L'endroit est choisi, l'un de nous y reste, tandis que l'autre, qui a la trompe, parcourt une certaine distance à travers la brousse, et sonne de la trompe ; je suis alors ma ligne jusqu'à ce que je parvienne à lui, et ainsi de suite. » (Rapport cité, page 52.)

du Libéria, que de nombreux citoyens, en 1924 et 1925, prévoyaient une révolte inévitable si les exigences de travail forcé ne s'allégeaient pas.

Néanmoins, le Président de la République, à la Conférence des chefs tenue à Vonjama, en août 1925, décréta qu'un congé de trois mois par an devait être accordé aux travailleurs contraints, pour la culture de leurs terres. Cette réglementation autorisait le Gouvernement à réquisitionner des indigènes *neuf mois chaque année*, ce qui est un peu exagéré comme durée de réquisition pour travail obligatoire *non rémunéré*.

L'absence de rémunération et l'obligation où étaient les ouvriers d'acheter des outils obligeaient les indigènes à mettre leurs enfants en gage, c'est-à-dire à les vendre comme esclaves, afin de pouvoir se procurer une pioche ou un coutelas.

Bien entendu, comme l'ont prouvé des centaines de témoignages sous la foi du serment recueillis par la Commission, des amendes élevées et de mauvais traitements étaient fréquemment infligés aux travailleurs, sous le moindre prétexte. Pendant plus de vingt-six pages (p. 48 à 74), l'on peut lire dans le Rapport de la Commission des témoignages comme ceux-ci : « Le fouet est notre salaire » (1), « cet homme est mort par suite de coups » ou « par suite de la punition de la corbeille » (2), et de nombreuses dépo-

(1) Rapport cité, page 63.

(2) *Id.*, pages 65 et 67.

sitions relatives à d'odieuses manœuvres d'intimidation et extorsions.

*
* *

En dehors des travaux ainsi effectués sur les routes, le Gouvernement de Libéria a recours au travail obligatoire pour la construction et l'entretien des maisons et des bureaux affectés aux fonctionnaires et aux soldats. En ce qui concerne l'édification des casernes, la Commission a relevé des abus multiples et des faits dans ce genre-ci : « A Barrobo, ce sont des femmes (plusieurs centaines) qui ont construit les casernes... les soldats les traitaient comme si elles avaient été leurs femmes, et, en raison de la coutume relative à l'adultère, ces femmes devaient, faute de pouvoir prouver que leur mari en était réellement le père, *tuer leurs enfants*. »

En outre, les indigènes doivent fournir au Gouvernement des porteurs qui ne reçoivent aucune rémunération, et dont le nombre est extrêmement élevé. Les particuliers effectuant des voyages à l'intérieur du pays ont droit à des porteurs, mais doivent, *en principe*, les payer un shilling par jour. Inutile de dire que le salaire n'est versé que très rarement.

*
* *

III. — *Le travail obligatoire pour le compte des particuliers.*

Il faut noter, tout d'abord, que cette forme de travail obligatoire est *interdite universellement*, sauf au Libéria. Cette condamnation unanime est la conséquence d'une constatation de fait : il est impossible de mettre en valeur un territoire tropical sans le concours bénévole de la population indigène. Du jour où cette vérité apparut clairement à tous, la question de l'instruction et de la civilisation des indigènes passa au premier plan, et la politique d'assistance officielle aux employeurs privés fut abandonnée définitivement et sans retour.

*
* *

Il faut distinguer, pour l'étude du travail obligatoire pour le compte des particuliers, le travail dans les fermes des particuliers, et le travail pour le compte des Sociétés ou Compagnies.

a) Fermes appartenant à des particuliers.

« La plupart des hauts fonctionnaires du Gouvernement dirigent des entreprises ou des plantations pour la culture du riz. » Le Rapport en voit la raison dans le fait qu'il n'existe au Libéria aucune situation avouable en dehors des carrières officielles. Les

fonctionnaires prennent donc la sage précaution de profiter de leur passage au pouvoir pour acquérir une « ferme ». Pour les premiers et improductifs travaux, ils trouvaient moins onéreux de recourir à la *main-d'œuvre contrainte non rémunérée*, en assurant que le travail était effectué pour le compte de l'État.

Le président King, des ministres et de très hauts fonctionnaires possédaient ainsi de vastes plantations de café, de cacao, de caoutchouc, ou des fermes consacrées à la culture du riz et des légumes. Le vice-président Yancy, dont il a déjà été question, avait d'immenses et très nombreuses propriétés qu'il mettait en valeur à l'aide des hommes réquisitionnés pour les routes publiques. Ce qui fait dire au rapporteur : « La Commission s'est souvent demandé comment, malgré une aussi sérieuse réduction de la main-d'œuvre disponible provoquée par des demandes incessantes de travailleurs pour les routes et d'hommes pour Fernando Po, les plantations peuvent être cependant alimentées en travailleurs. »

En tout cas, il a été établi que rien ne pouvait empêcher des personnes influentes auprès de fonctionnaires de l'État de se livrer au trafic de la main-d'œuvre mise à la disposition de l'État.

b) « *La Compagnie des plantations Firestone* » et *l'ingérence américaine*.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, à la suite des demandes « réitérées » d'assistance diplomatique, était intervenu auprès du Gouvernement

français en faveur du Libéria dont une dizaine de villages avaient été occupés par nos troupes en avril 1925. Pour obtenir cette aide, le Libéria avait dû accepter de souscrire des emprunts auprès de grandes banques américaines. C'était évidemment un moyen particulièrement sûr de pouvoir compter sur l'appui constant des États-Unis. En outre — seconde condition — satisfaction avait dû être donnée à M. Firestone.

En effet, les États-Unis étaient (et sont encore) les plus grands consommateurs du caoutchouc, monopolisé en fait par les Anglais et les Hollandais. Pour s'affranchir de cette tutelle, l'Amérique songea au Libéria, où le caoutchouc abonde naturellement partout, et où une première expérience, tentée en 1907 par la *Liberian Rubber Corporation*, avait laissé la petite plantation du Mt. Barclay, qui constituait un noyau utile d'études.

En 1923, M. Harvey S. Firestone envoya un représentant de sa puissante Compagnie de caoutchouc négocier avec le Gouvernement du Libéria une convention dont il serait très intéressant, si cela pouvait entrer dans le cadre de cette étude, d'exposer en détail l'historique et les clauses principales.

La convention entra en vigueur le 1^{er} juillet 1927 seulement, bien qu'elle ait été signée le 6 septembre 1925, en même temps que le Gouvernement libérien acceptait de faire un emprunt de \$ 5.000.000 à la *Finance Corporation of America*. La Compagnie Firestone recevait, pour 99 ans, outre la plantation

du Mont Barclay, 1.000.000 d'acres de terrain qu'elle avait le droit de choisir par grandes parcelles ; elles se proposait d'instituer dans ces territoires, jusqu'à présent incultes, le système des grandes concessions et des vastes plantations.

Il s'agissait maintenant de planter et de récolter le caoutchouc, c'est-à-dire de résoudre le problème de la main-d'œuvre.

Le Gouvernement du Libéria s'était engagé à « encourager et aider de tout son pouvoir les efforts de la Compagnie pour assurer et maintenir une offre de main-d'œuvre suffisante et nécessaire à son activité ». De son côté, la Compagnie avait pris l'engagement de ne pas importer de l'étranger de travailleurs non qualifiés, à moins que la main-d'œuvre libérienne ne se révèle comme insuffisante. Même dans cette hypothèse, elle ne pourrait recourir à ce recrutement qu'avec le consentement du Libéria.

Sans doute, les Anglais, qui sont parvenus à tirer du Kenya seulement 169.000 travailleurs sur une population totale de 2.500.000 habitants, sont-ils de piètres colonisateurs, car M. Harvey S. Firestone a déclaré qu'il lui serait extrêmement facile de tirer 300 à 350.000 hommes du Libéria, qui constituait à son avis « une source de travailleurs *pratiquement inépuisable* ». Or, la population totale est évaluée à 1.500.000 (M. Buell) ou 2.000.000 d'âmes seulement, et le nombre des mâles adultes à 300.000 ou 400.000 selon les auteurs.

Malgré les pouvoirs de « persuasion » des recru-

teurs de la puissante société et du Libéria, il paraissait difficile de croire que M. Firestone, bien que citoyen des U. S. A., puisse être à même de mettre à son service *exclusif* la *totalité* de la population mâle et adulte de la République. Il semble impossible d'admettre que les dirigeants de la Firestone aient été assez inintelligents pour croire possible l'enrôlement de 300.000 hommes.

Mais il est certain que M. Firestone est l'exemple le plus frappant de ce dont est capable un capitaliste ignorant absolument les choses coloniales, et qui vient investir des capitaux en Afrique. Il est persuadé que les travailleurs ne lui manqueront pas. Mais, après avoir investi ses \$ 100.000.000, il estime que la main-d'œuvre ne se présente pas en quantité suffisante pour rémunérer suffisamment les capitaux. Il a des milliers de dollars à déboursier, et il ignore tout de l'organisation sociale sur le Continent Noir. Dans l'espoir que l'indigène travaillerait s'il y était « encouragé », il en arriverait, si le Gouvernement manquait à ses devoirs de tutelle, à demander à l'Administration de recourir à la contrainte, non seulement pour limiter ses pertes financières, mais encore « pour faire le bonheur de l'indigène ».

*
* *

Pour aider « la Compagnie à se procurer les travailleurs nécessaires à son activité », le Gouvernement libérien se souvint qu'un « Bureau du Tra-

vail » avait été créé par une loi dès 1912, mais le Président King fut obligé de demander au Parlement le vote des crédits nécessaires pour donner au Bureau une existence effective. Il commença donc à fonctionner au printemps de 1926 sous le contrôle du Secrétaire d'État de l'Intérieur, et *s'engagea à fournir chaque année aux plantations Firestone un total de 10.000 hommes.*

Pour le recrutement, le Bureau demandait un nombre déterminé de travailleurs à chaque administrateur régional qui, à son tour, fixait le contingent à fournir par chaque chef. La Compagnie Firestone devait verser, par journée de travail de chaque indigène recruté, *un cent* au Bureau et *un cent* au chef intéressé.

Il était évidemment de l'intérêt des chefs et du Gouvernement de recruter le plus possible de travailleurs ; ainsi, ils exécutaient les clauses de la convention passée avec la Firestone, et, d'autre part, ils s'assuraient des revenus importants. Les fonctionnaires libériens ayant déjà l'habitude de recourir à la force pour *tous* les cas où ils avaient besoin d'indigènes, il n'y avait aucune raison de penser, comme l'a remarqué M. Buell, que des méthodes différentes allaient être employées dans le but de fournir de la main-d'œuvre aux plantations Firestone.

Ce formidable appel de main-d'œuvre eut comme premier résultat la diminution progressive et considérable des exportations de manioc et de café, dont

se plainquirent amèrement les commerçants de Monrovia. Evidemment, les indigènes ne pouvaient être à la fois occupés par M. Firestone et à travailler leurs propres terres.

Cependant, le nombre maximum des travailleurs employés aux plantations n'a jamais dépassé 18.000, et il est actuellement tombé à 10.000. A ce jour, 55.000 acres seulement ont été défrichés pour être exploités. C'est que le prix du caoutchouc avait dépassé \$ 1,40 par livre au moment où l'enthousiasme de M. Firestone pour le Libéria était à son comble ; ce prix tomba à 16 cents fin 1930. Ce taux est inférieur au prix de revient normal. Il est possible que ces fluctuations soient arbitraires, mais « il n'est pas certain actuellement que l'immense étendue couverte par les plantations rapporte les bénéfices ou les excédents que l'on escomptait au début ».

Pour ces raisons financières, et peut-être aussi parce que M. Firestone commence à se rendre compte des difficultés qu'il faut vaincre pour mettre en valeur une terre tropicale africaine, les plans ambitieux du *trust* américain ont été très resserrés. Ils le seront encore certainement, et l'on doit s'en féliciter, dans l'intérêt même des indigènes libériens.

La Commission d'enquête a établi que « la main-d'œuvre de l'intérieur a été pratiquement retenue de force, et... a été dans certains cas proposée aux plus offrants et... les bénéfices en sont revenus... aux fonctionnaires de l'intérieur ». Le recrutement était

effectué de telle sorte, déclare le Rapport, que les travailleurs « n'établissaient aucune distinction entre le travail pour la Compagnie Firestone et d'autres recrutements pour le compte du Gouvernement ».

Ces travailleurs ont affirmé de la façon la plus absolue qu'ils ne touchaient aucun salaire ; d'autre part, les feuilles de paye de la Compagnie, dont chaque feuillet porte les signatures de quatre personnes, étant en règle, cette question de salaires « soulève un problème que les membres de la Commission ont éprouvé de grandes difficultés à comprendre » (1). Il est probable que la « redevance à verser à l'agent recruteur officiel et l'occasion de régulariser le débit de la main-d'œuvre rendent possibles les abus, et il est facile de les commettre au nom du Gouvernement » (2).

La Compagnie a versé en tous les cas 1 shilling par jour et par travailleur, et « l'on n'a pas pu avoir la preuve que la Compagnie exerce une contrainte quelconque sur la main-d'œuvre, ou emploie en connaissance de cause de la main-d'œuvre sur laquelle une contrainte a été exercée ».

(1) Rapport, page 82.

(2) Rapport, page 82.

*
* *

C) CONCLUSION.

Le travail obligatoire existe donc au Libéria sous ses formes les moins recommandables. Et en ce pays « indépendant », il est particulièrement odieux, beaucoup plus odieux que partout ailleurs en Afrique, car, dans une colonie européenne, l'Administration est responsable devant l'opinion métropolitaine, qui peut peser sur le Gouvernement, le « freiner » quand le besoin se fait sentir.

Mais le Libéria est un pays dont nul ne saurait mettre l'indépendance en doute, et où domine une aristocratie noire dont l'attitude envers les indigènes a été jusqu'ici inqualifiable.

Les Noirs américains qui sont venus en 1822 s'installer sur la côte de Guinée trouvèrent dans ce pays, qu'ils appelèrent « Libéria », des indigènes propriétaires du sol. Ceux-ci furent refoulés par leurs nouveaux maîtres, et les Américano-Libériens ont jusqu'ici ignoré systématiquement la présence d'indigènes, quand il s'est agi de les élever à leur niveau, de les instruire, de coopérer avec eux, de montrer qu'ils aimaient la liberté autrement que pour eux-mêmes.

Ils n'ont voulu se souvenir de leur présence que pour les exploiter ou les vendre à l'étranger, pour en tirer du travail ou des revenus, pour les *capturer* et les réduire en esclavage.

Maintenant, le capital américain est installé au Libéria. Depuis 1926, la République Noire a perdu la liberté de ses dépenses : un citoyen des U. S. A. est accrédité comme « auditeur », et M. Buell, qui n'est pas suspect de partialité, écrit que ce personnage « est à coup sûr la plus puissante comme la plus impopulaire personne dans tout le pays ». En cas de conflit, l'arbitrage est prévu ; si les deux arbitres (un Américain et un Libérien) ne peuvent réussir à trouver une solution, celle-ci est recherchée par le Secrétaire du Département d'État américain.

D'autres conséquences de l'accord ont été la conversion de l'emprunt 5 % 1912 expirant en 1952 en un emprunt 7 % expirant en 1967 seulement, et le « contrôle administratif et financier » établi sur la libre République Noire par les États-Unis. Cette nation ambitieuse sut habilement utiliser le spectre de la « menace » et du « danger français », et faire admettre par le Gouvernement libérien qu'il devait « préférer avoir un contrôle financier américain plutôt que de voir annexer son hinterland par la France », et l'on pouvait lire dans les *Liberian News* de juin 1925 : « Il est clair comme le jour que la politique coloniale française vise directement à l'amputation et à l'absorption d'importantes parties de notre territoire. »

Un autre journal, *The Star*, annonçait en mars 1926 « que la France préparait l'invasion du Libéria qui allait être... le champ de bataille où allait avoir lieu la lutte entre les deux nations voulant dominer le

Libéria : la France et l'Angleterre ». Et le Président King annonçait la même année que « la participation du capital américain et le contrôle des U. S. A. étaient une preuve que la politique... de développement économique du Libéria n'était pas basée sur des abstractions » (*sic*).

D'ailleurs, si le Libéria redoutait tellement la France, il lui suffisait, en tant que membre de la S. D. N., de saisir la plus prochaine Assemblée de la « menace française », en supposant qu'elle ait jamais existé.

Mais, en réalité, le Gouvernement des États-Unis était surtout soucieux d'arracher les derniers vestiges de contrôle que la France et la Grande-Bretagne avaient théoriquement sur le système douanier, depuis une Convention de 1912.

Depuis 1927, la finance libérienne est sous le contrôle *exclusif* des Américains. Le Libéria a cru ainsi assurer son indépendance. Mais il est bien évident que si l'Administration libérienne se montre incapable de faire face aux problèmes et aux difficultés que ne manquera pas de faire surgir l'entrée en lice du capital américain, le Gouvernement des États-Unis pourra alors intervenir par la force pour « protéger les intérêts américains » et aussi pour « protéger la population indigène », comme cela a été fait à Haïti, aux Philippines, et dans certaines Républiques de l'Amérique Centrale.

Quelques Libériens clairvoyants ont d'ailleurs reconnu — un peu tard — qu'ils avaient « signé un

pacte avec le diable » (1), en autorisant les Américains à désigner officiellement un « Conseiller financier » du Gouvernement libérien et à « recommander » les officiers militaires devant commander les milices libériennes. C'est là un exemple caractéristique de ce que les États-Unis semblent vouloir entreprendre sur tous les points du globe : asservir les nations, en commençant par les plus petites, en les contrôlant financièrement d'abord, puis politiquement, dès que leurs intérêts sont « menacés ».

*
* *

III. — *La Société des Nations et le Libéria.*

L'enquête menée par la S. D. N. a montré l'étendue du mal, elle a fait aussi apparaître l'existence d'éléments sains, « désireux de justice, de progrès et de liberté », qui participent activement à l'assainissement nécessaire.

Malgré les informations contradictoires publiées à ce sujet, il est certain que le Libéria s'est prêté de *lui-même* aux investigations de la Commission internationale.

Sans doute, le Rapport des enquêteurs a été établi avec le plus grand soin, mais M. Sottile, délégué permanent du Libéria auprès de la S. D. N., fait observer que la Commission a enquêté à un moment peu favo-

(1) *The Liberia Tribune*, janvier 1927.

nable, en pleine période électorale : aussi est-il vraisemblable que certains témoignages ont manqué d'objectivité.

Néanmoins, les faits révélés par la Commission de 1930 étaient certainement exacts, en gros, puisque les plus hautes personnalités de la République du Libéria ont été contraintes de remettre leur démission : et que les indispensables réformes suivantes ont été adoptées et appliquées immédiatement.

1^o *Nomination des deux Commissaires Américains* pour la réorganisation complète de l'administration intérieure.

2^o *Affranchissement de tous les esclaves et abolition de l'esclavage domestique sous toutes ses formes.*

3^o *Abolition du « Pawn system »* (mise en gage).

4^o *Interdiction absolue d'exporter de la main-d'œuvre à destination de l'étranger.*

5^o *Établissement du régime de la « porte ouverte ».*

6^o *Suppression des barrières entre civilisés et non civilisés.*

Notons d'ailleurs qu'il paraît bien difficile de ne pas accueillir sans quelque ironie les deux dernières réformes. L'on peut de même rester sceptique à la lecture du passage de la lettre du délégué permanent libérien, dans lequel M. Sottile croit devoir rappeler que son Gouvernement a depuis longtemps ratifié la Convention de 1926 relative à l'esclavage et qu'il a accepté sans réserve la Convention abolissant le « travail forcé », adoptée en juin 1930 par la Conférence Internationale du Travail.

*
* *

Les réformes annoncées sont surtout négatives. Mais, pour faire œuvre constructive, le Libéria a besoin de trouver les ressources financières qui lui font encore défaut. Il faut penser que cette aide sera fournie par la S. D. N.. Mais cette dernière ne devra pas chercher à mettre en tutelle la République Noire : son rôle sera de la secourir et de la guider. Il serait en effet déplorable que ce pays perde sa souveraineté, comme conséquence d'avoir de lui-même saisi une Commission Internationale, et de lui avoir conféré la compétence nécessaire pour présenter des recommandations et des suggestions.

L'Angleterre s'inquiète de l'influence grandissante des Américains au Libéria, et s'efforce de trouver les conditions dans lesquelles elle pourrait collaborer à l'œuvre de redressement libérien. Beaucoup de coloniaux britanniques voudraient obtenir « que la nouvelle Administration de Libéria fasse appel à des fonctionnaires, blancs ou noirs, pris dans les services des colonies voisines ».

Mais, il n'y a aucune raison, dans ces conditions, de ne pas faire appel aussi à des fonctionnaires provenant des colonies françaises limitrophes. On l'a dit : il faut considérer les choses d'un point de vue plus large. « Si la S. D. N. n'établit pas un mandat sur le Libéria, ce n'est pas pour que ce pays devienne zone d'influence de telle ou telle grande puissance,

directement ou indirectement, la *solution doit rester d'ordre international.* »

Elle le restera vraisemblablement. En effet, la S. D. N., d'accord avec le Gouvernement libérien, a retenu surtout parmi les suggestions de la Commission celle qui recommande la « réorganisation complète du pays ». Avec sa prudence habituelle, la S. D. N. a confié à un Comité le soin de rechercher par quels moyens on pourrait aider la République Noire à réaliser sa détermination d'exécuter les recommandations et suggestions de la Commission d'enquête.

Ce Comité vient de siéger à *Londres*, le 26 février 1931. Il était composé de délégués de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de la Pologne et du Vénézuëla, et avait compétence pour traiter de cette affaire apportée devant eux par le représentant du Libéria, accompagné d'un envoyé extraordinaire de son Gouvernement.

Après examen des informations qui lui étaient soumises, le Comité a estimé que l'avis d'experts techniques compétents en matière d'administration générale, de finances et d'hygiène « lui était indispensable pour lui permettre de préparer un plan concret d'assistance au Gouvernement ».

D'accord avec le délégué du Libéria, le Comité a confié à trois experts la mission de se rendre immédiatement à Monrovia et, après étude de la situation présente, de formuler des propositions de concours

pratique. Les experts choisis sont : M. Brunot (France), pour l'Administration générale ; M. Jighast (Hollande), pour les questions financières, et le chef du Service de Santé de la Nigéria (Angleterre) pour les questions sanitaires.

Il est impossible, à l'heure actuelle, de prévoir quels vont être les résultats de cette procédure ; il faut pour cela attendre que les premiers Rapports des trois experts soient parvenus au Secrétariat général de Genève, vers la fin de l'année 1931.

Mais « certains spécialistes des questions financières très informés du présent et du passé de la République libérienne, écrit le *Temps colonial*, n'hésitent pas à se montrer fort sceptiques à cet égard. Ils ne veulent voir dans le geste spontané du Gouvernement de Monrovia, réclamant une enquête sur une situation qu'ils ne pouvaient que bien difficilement ignorer, que l'*expédient d'un État aux abois* désireux coûte que coûte, et quelles que soient les promesses qu'il doive faire en échange, de se procurer de l'argent. Ses caisses sont vides, et tous ses prêteurs possibles, successivement découragés par de nombreuses et désastreuses expériences, se refusent à lui fournir des crédits nouveaux. »

Mais on peut penser que la S. D. N., si elle prête assistance au Libéria, saura *exiger*, si besoin est, toutes les garanties nécessaires. Le recours à la force en pareilles circonstances serait d'ailleurs uniquement l'accomplissement d'un devoir d'assistance envers la véritable population du Libéria « à la-

quelle les 10.000 Américano-Libériens d'importation prétendent dicter une loi qui ne paraît pas, jusqu'à présent, avoir été digne ni de leur origine, ni de leurs prétentions ».

Nous avons essayé de montrer la pratique du travail obligatoire sous ses divers aspects en trois points du continent africain. Dans l'un, en Afrique Equatoriale Française, on a vu que le travail contraint était une solution imposée par les circonstances pour résoudre une insuffisance provisoire de la main-d'œuvre dans des travaux d'utilité publique, et que ce travail était entouré des plus sérieuses garanties.

Dans un second, en Afrique Orientale Britannique, le travail obligatoire y revêt des formes plus dissimulées, et l'Administration s'abrite derrière les chefs indigènes.

Enfin, dans un troisième, l'on relève des faits extrêmement graves, concernant non seulement le travail obligatoire, mais encore l'esclavage et la traite des esclaves, en plein vingtième siècle, dans un État souverain. Là, le problème se complique du fait de l'intervention du capital américain, et le sort des indigènes dépend, en grande partie, de l'attitude que vont adopter les uns vis-à-vis des autres la Société des Nations, les États-Unis, l'Angleterre et la France.

Mais — et c'est ce que nous allons maintenant nous attacher à montrer — le problème de l'utilisation de la main-d'œuvre non volontaire est surtout une question de politique indigène.

TITRE II

POLITIQUE ET TRAVAIL INDIGÈNES

« Plusieurs milliards viennent d'être votés pour les travaux : c'est maintenant que l'on va comprendre pourquoi la mise en valeur de nos colonies n'est pas seulement une question matérielle, mais une question humaine. »

F. PIÉTRI.

DONNÉES GÉNÉRALES DU PROBLÈME

Qu'est-ce que la politique indigène ?

M. Joseph Chailley, dans son livre sur l'Inde, en a donné cette définition : « La politique indigène, c'est d'écarter les solutions coutumières, de s'interdire même ce qui paraît le droit chemin au profit des chemins de traverse ; souvent même, elle exige davantage encore : abandonner la pratique si usitée de la continuelle intervention et attendre longtemps peut-être l'occasion d'intervenir à propos ; laisser passer les événements, garder le silence, s'enfoncer

dans une apparente inaction, se laisser soupçonner et attaquer, parfois même donner tort à ses nationaux ; savoir qu'une loi est défectueuse et renoncer à la tentation de la changer ; qu'un fonctionnaire est peu sûr, et pour un temps le maintenir ; laisser des charges importantes à des prévaricateurs et à des incapables alors qu'on aurait sous la main des serviteurs instruits et intègres, et, toutefois, ne pas faire de l'abstention une règle et saisir opportunément l'occasion de préparer les changements nécessaires et possibles. *La politique indigène part de ce principe, que, bonnes ou mauvaises, le peuple tient à ses coutumes et à ses institutions et que les nôtres, fussent-elles meilleures, lui apparaîtraient odieuses si on prétendait lui en imposer le respect ou même l'usage ; que notre civilisation, à notre gré si parfaite, l'étonne et le choque et, loin de l'attirer, l'éloigne tout d'abord ; et que, convaincus que nous soyons que son intérêt est de quitter la sienne pour la nôtre, il convient de l'y acheminer lentement, à force de patience et de dextérité. »*

On pourrait ajouter qu'elle est encore l'attitude à adopter et la législation à appliquer pour gagner la sympathie des populations autochtones et qu'elle comprend les mesures propres à augmenter la natalité ou à préserver l'enfance, enfin les moyens susceptibles de donner le goût du travail à l'indigène et à en augmenter le rendement.

La longueur même de cette définition montre combien est complexe le problème, pris dans son

ensemble, de « la politique indigène », mots constituant une unité de formule qui cache une infinie variété de moyens : si l'on veut produire de la richesse, il faut perfectionner l'homme qui est appelé à la produire, il faut qu'il soit heureux de travailler et il ne le sera que si la politique indigène lui conserve ses traditions, le soigne, l'instruit, respecte ses croyances, l'enrichit et l'administre sans violence. Le problème sans doute est dominé par des considérations dictées par la reconnaissance et l'intérêt. Mais, au-dessus d'elles, il y a le devoir qu'une grande nation éducatrice assume envers les peuples attardés, celui de les relever du dénuement matériel et moral où elles se trouvent et de les initier progressivement aux bienfaits de la civilisation. Pour y parvenir, elle utilisera, suivant le degré de développement des races, des méthodes appropriées à chacune d'elles, méthodes d'ailleurs sans cesse revisées par l'expérience. Ce sont toutes ces méthodes que résume et que contient l'expression « politique indigène ». C'est seulement dans ses rapports avec la question de la main-d'œuvre que nous nous proposons de l'étudier, après avoir donné quelques indications indispensables sur les buts poursuivis par la métropole dans la colonisation et les méthodes d'administration en vue d'assurer la réalisation de ces buts.

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLÈME HUMAIN EST PRIMORDIAL POUR NOTRE AVENIR COLONIAL

I. — *Buts d'une nation colonisatrice.*

Il est un principe parfaitement admissible et se rattachant aux grandes règles de la solidarité humaine qui justifie la colonisation : c'est celui de la communauté des biens terrestres que M. Georges Hardy formule dans ces termes : « Nul groupement, sous prétexte d'occupation, n'a le droit de laisser improductive une ressource naturelle et d'en priver, par sa négligence ou son obstination, le reste des hommes. »

La colonisation, en effet, n'est plus ce qu'elle fut parfois jadis, un abus à combattre, une institution destinée à disparaître comme incompatible avec notre idéal de justice et d'humanité.

Elle apparaît, au contraire, comme un des faits essentiels de la vie des peuples. Elle est une consé-

quence nécessaire de cette *loi naturelle* selon laquelle les forces de vitalité et les énergies, ayant atteint en un certain endroit un potentiel très élevé, doivent s'écouler vers le point où ce potentiel est très bas.

Ce que M. Hardy a formulé est la *loi économique* qui empêche « que demeure éternellement sans profit pour personne la fécondité de territoires abandonnés et les matières premières inexploitées. »

Cette loi énonce un principe qui peut être générateur d'immenses progrès, sur lequel les puissances colonisatrices ont fondé depuis les origines, inconsciemment parfois, leur politique d'expansion, et c'est sur lui qu'elles s'appuient encore aujourd'hui pour justifier leurs efforts méthodiques de « mise en valeur ».

Les nations européennes ont donc occupé des territoires dont les populations étaient incapables d'assurer l'exploitation méthodique. Leur politique coloniale diffère évidemment selon qu'il s'agit de colonies de peuplement ou de possessions tropicales. Dans les premières, l'État colonisateur poursuit la création, la permanence et le développement d'une population analogue à la sienne dans les autres, le nombre d'Européens est appelé à demeurer une infime fraction de celui des indigènes, et à ne comprendre que des fonctionnaires, des industriels, des commerçants et des missionnaires.

Les buts obligatoires, imposés par la force même des choses, de toute politique coloniale dans un territoire tropical, de nos jours, sont de réaliser un double

idéal : humanitaire et utilitaire, buts absolument solidaires et inséparables.

L'*idéal utilitaire* : ce but n'est pas, nous l'avons indiqué, le développement d'une nombreuse société européenne qui ne pourrait y vivre ; mais c'est d'obtenir des matières premières, minérales ou végétales, *ainsi que la main-d'œuvre nécessaire à la production de ces matières premières*, et c'est aussi de vendre des produits fabriqués, faire fructifier les capitaux investis dans la colonie, de pouvoir y lever, le cas échéant, des troupes, et d'y acquérir, en tout cas, un accroissement de puissance.

L'*idéal humanitaire* dont l'importance augmente sans cesse : tenter de supprimer chez les indigènes les abus manifestes imposés par des coutumes cruelles, développer le commerce et l'industrie, améliorer les conditions matérielles et morales d'existence, pour cela admettre que la puissance colonisatrice a des devoirs de civilisation, une « charge d'ânesse » qui lui interdit moralement de laisser l'indigène mourir de faim auprès de richesses inexploitées, comme le cas est fréquent, et lui commande impérieusement d'élever son degré d'humanité et de l'amener à des formes de vie raisonnables en l'arrachant à la misère dans laquelle il croupit actuellement.

Ce simple aperçu montre que le développement économique *nécessaire* des colonies, sous quelque face qu'on l'examine, de quelque sentiment que l'on s'inspire en fait de politique coloniale, est dominé par le problème de la main-d'œuvre indigène.

II. — *Méthodes d'administration pour réaliser ces buts.*

Quelle va être maintenant l'attitude des Européens conquérants vis-à-vis des indigènes, en vue de les amener à se comporter comme ils le veulent, dans leur désir d'atteindre l'idéal utilitaire et l'idéal humanitaire qui les ont amenés à prendre possession de la colonie ?

Quelles vont être les relations nouvelles qui, à la suite de l'occupation, vont s'établir entre vainqueurs et vaincus ?

Les conquérants vont-ils respecter les mœurs, les coutumes, les langues et les institutions familiales, sociales et politiques des populations autochtones, ou bien vont-ils tendre à les supprimer pour les remplacer par les mœurs, les coutumes, la langue et les institutions européennes du XX^e siècle ?

Vont-ils respecter l'existence des groupes ethniques indigènes, leurs cadres, leurs dirigeants, et les utiliser, ou bien tout bouleverser pour y substituer une organisation et des fonctionnaires européens ?

Le problème de l'attitude que la nation colonisatrice va adopter vis-à-vis des peuples vaincus pour la réalisation du double but poursuivi comporte deux solutions : si la première est adoptée, les indigènes sont administrés par leurs propres gouvernants ; les mœurs, coutumes et institutions indigènes sont respectées autant que possible, sauf à favoriser leur évolution et leur progression ; la métro-

pole marque, en l'adoptant, son désir de conserver la vie nationale des peuples coloniaux et de faire d'eux des indigènes meilleurs ; c'est la politique de l'*administration indirecte* ou du *protectorat*, par laquelle la nation colonisatrice se borne à assurer aux peuples indigènes sa protection pour faciliter ses progrès dans l'ordre matériel et dans l'ordre moral.

Par l'application de la seconde solution, l'État administre les indigènes directement par des agents qui s'efforcent de substituer aux langues, mœurs, coutumes et institutions indigènes les langues, mœurs coutumes et institutions européennes. L'État entend par cette politique, non pas améliorer les indigènes, mais les transformer en nationaux. C'est la politique de l'*administration directe* ou : de la *fusion des peuples* qui tend à fondre les deux peuples, vainqueur et vaincu, en un seul ayant mêmes mœurs, même idéal de vie et de bonheur.

Politique de l'assimilation ou politique de protectorat, voilà les deux solutions qui s'offrent au choix de la métropole en politique indigène. Toutes les deux tendent également à faire pénétrer chez les indigènes les principes essentiels d'humanité, d'équité, de fraternité et de solidarité humaine qui sont affirmés représenter la civilisation européenne contemporaine : la première pour *améliorer* les indigènes, la seconde, pour les *assimiler*, toutes les deux, en réalité, pour les civiliser.

III. — *Réalisation de ces buts.*

Pour atteindre ces buts à l'aide d'une des deux méthodes d'administration que nous venons d'indiquer, il faut auparavant résoudre le problème humain, dont la solution est d'une importance capitale pour l'avenir de la colonisation. L'insuffisance de main-d'œuvre est beaucoup moins quantitative que qualitative : à quelles causes pouvons-nous attribuer ce fait indéniable ? M. du Vivier de Streel, dans le Rapport sur la mise en valeur de notre domaine colonial qu'il présenta en 1930 au Conseil Supérieur des Colonies, s'inscrivit en faux contre l'opinion selon laquelle les indigènes sont foncièrement paresseux et incapables de s'astreindre à un effort persistant. D'un autre côté, il pense qu'il ne faut attribuer l'infériorité de rendement des travailleurs aux colonies par rapport au rendement obtenu à la métropole que pour une très faible partie à la différence de climat.

Le Rapporteur voit trois causes principales à cette infériorité : « La sous-alimentation des travailleurs, l'insuffisance de l'outillage mis à leur disposition, la modicité des salaires ou du prix de vente des matières produites par l'indigène. »

Le rendement croîtra rapidement si l'on supprime ou si l'on atténue ces diverses causes de dépréciation. Et l'auteur envisage les diverses mesures que l'on peut, à cet effet, mettre en œuvre :

Tout d'abord, pour le premier point, suralimentation de l'indigène. Sans doute tout le monde est d'accord, mais comment l'obtenir ? « L'Administration, écrit M. du Vivier de Streel, aurait tendance à obliger les populations à faire des cultures vivrières, mais elle se heurte à l'opposition, combien inopportune, des théoriciens qui n'admettent en aucun cas le travail forcé. La Conférence Internationale s'est prononcée *contre* les cultures vivrières obligatoires. Si la Convention élaborée par elle n'était pas amendée, nos Gouverneurs coloniaux seraient obligés de renoncer à une politique alimentaire éminemment favorable à la protection de la santé de nos populations indigènes.

» S'imagine-t-on qu'il sera possible d'obtenir les mêmes résultats par la persuasion ? Il ne faut pas connaître l'esprit imprévoyant et fataliste de nos populations coloniales pour se faire des illusions à ce sujet. »

En second lieu, l'ouvrier indigène, même bien nourri, ne donnera un bon rendement que si un outillage perfectionné est mis à sa disposition : « A cet égard, affirme M. du Vivier de Streel, il y a beaucoup à faire, j'oserais presque dire qu'il y a tout à faire. »

Enfin, pour ce qui concerne la troisième cause d'infériorité, la modicité des salaires ou du prix de vente des produits influe également sur l'activité laborieuse des indigènes car ceux-ci, comme tout être humain, travaillent dans le but de se procurer, avec

le prix de leur travail, un certain nombre de satisfactions.

A ce propos, le Rapporteur remarque, fort justement, que le faible prix payé à la main-d'œuvre a le plus souvent pour cause les frais de transport élevés qui grèvent les produits d'exportation, c'est-à-dire la carence d'outillage public. Dans de trop nombreuses régions de nos Colonies, en effet, l'on ne paie la main-d'œuvre qu'à des prix très bas parce qu'on ne pourrait en tirer parti en les payant plus cher. Les arachides du Soudan, par exemple, ne peuvent pas être payées le même prix qu'au Sénégal parce qu'elles doivent supporter des frais de transport plus élevés pour atteindre Dakar ou Rufisque.

Que soient rapidement réalisées les trois conditions que nous venons d'énumérer et le problème *qualitatif* de la main-d'œuvre aura perdu une grande partie de son acuité.

Reste alors à se préoccuper d'accroître cette main-d'œuvre en *quantité*.

Ici, « tout a été dit sur les mesures à prendre, écrit M. du Vivier de Streel, il n'y a plus rien à ajouter aux programmes que nos Gouverneurs Généraux sont soucieux d'appliquer aussi largement que possible.

» Il faut seulement que l'on augmente à cet effet les crédits mis à leur disposition et le recrutement des médecins. A cet égard, les sacrifices financiers qui doivent être consentis dans ce but ne devraient pas être entièrement à la charge de nos possessions. »

« Cet effort d'assistance, ajoute M. du Vivier de Streel, me paraît un devoir incombant à la puissance souveraine, la justification de la noblesse de la mission qu'elle a assumée vis-à-vis des autres États, l'élément qui rehausse aux yeux de tous l'œuvre de colonisation, et — pourquoi ne pas le dire? — une contre-partie nécessaire des avantages divers que nous procure notre domaine colonial. »

IV. — *Comment peut-on amener les indigènes à travailler?*

Ce que cherchent en somme à atteindre les mesures indiquées précédemment et que préconise M. du Vivier de Streel, c'est faire travailler l'indigène, « chose aisée, disent certains, il suffit pour cela de lui créer des besoins ». C'est là une de ces formules toutes faites dont on ne saurait trop se défier. On dit : développons les besoins de l'indigène ; à mesure qu'il agrandit sa case et la meuble, il sent la nécessité de se mieux vêtir, lui, sa femme et ses enfants, et de mieux s'alimenter ; ses besoins s'accroîtront, il travaillera plus régulièrement, plus assidûment pour les satisfaire : c'est le moyen unique, affirme-t-on, de faire avancer la civilisation matérielle, condition de tout progrès, il faut répéter aux indigènes le mot fameux : « Enrichissez-vous » et sous-entendre « pour dépenser davantage ».

M. Francis Delaisi a fait, au début de 1930, une

très remarquable conférence (1) sur l' « Avènement du consommateur ». La « question des débouchés ». nous démontre M. Delaisi, se pose actuellement d'une façon de plus en plus angoissante. Les pays d'outre-mer étaient jadis nos meilleurs clients : nous les perdons peu à peu, d'abord parce que depuis la guerre, ils s'organisent, pour être leurs propres fournisseurs, ensuite parce que les États-Unis nous font une concurrence implacable.

Alors, on se tourne vers les peuples exotiques, les peuples coloniaux. Seulement, ajoute M. Delaisi, le problème change de face : pour qu'il y ait échange, il faut qu'il y ait similitude de besoins entre le vendeur et l'acheteur et, même alors, le pouvoir d'achat du client est une barrière infranchissable. Or, M. Francis Delaisi montre que l'équilibre des besoins ne s'établit plus lorsqu'il s'agit de peuples coloniaux. « Vous allez trouver un nègre, vous lui dites : Je veux faire des échanges avec toi, tu vas me donner des arachides, de la kola, de l'huile de palme, du caoutchouc, des produits de ton pays ; en échange, je vais te donner ce que je produis, moi, c'est-à-dire des chaussures, des faux-cols, des vêtements européens. Le nègre acceptera un bout de cotonnade, mais pas de faux-cols, ni de souliers, et, quand il aura acheté ce qui lui convient, ses besoins étant satisfaits, il ne travaillera plus et n'apportera plus rien à la factorerie. »

(1) Publiée par le *Bulletin du Comité National de l'Organisation française*.

Et, pendant que l'indigène regagne sa hutte, « les usines marchent et attendent les matières premières nécessaires à leur approvisionnement, elles ne peuvent attendre que le nègre ait besoin d'un autre bout de cotonnade, ou que, désireux de plaire à quelque beauté du pays, il ait envie de se procurer un faux-col. *Le Noir ne travaille qu'à ses heures.* » Les observateurs ont souvent noté que la régularité était la moindre de ses qualités maîtresses. Alors, dit-on, il faut le stimuler. Comment ? Par l'impôt avant tout. « Autrefois, écrit M. Delaisi, on avait l'esclavage, c'était simple ; maintenant, on emploie d'autres procédés : on met des impôts. » Mais le conférencier se hâte d'ajouter : « Oui, mais ce n'est pas de bon cœur », reconnaissant ainsi implicitement que l'impôt n'est pas un moyen très efficace de faire sortir l'indigène de son apathie traditionnelle.

Il faut alors rechercher d'autres procédés et M. Delaisi en indique un autre : Si l'on augmente les salaires, l'appât du gain stimulera certainement l'indigène. Cette idée repose sur une constatation de l'expérience : « A mesure que le bien-être augmente, les besoins augmentent en proportion, ils augmentent à la proportion même de la richesse. »

Oui, mais cette vérité n'a pu s'établir, en Europe même, qu'au prix d'une évolution ayant porté sur de longs siècles. Des économistes estiment même qu'elle est toute récente et qu'elle caractériserait les jeunes générations. Du moyen âge à nos jours, la France a été le pays « du bas de laine ». La richesse

y était regardée comme destinée à satisfaire un certain nombre de besoins, mais non à en créer de nouveaux. Comment, dans ces conditions, espérer qu'une vérité qui a mis tant de siècles à s'établir dans nos vieilles civilisations pourrait s'imposer d'un seul coup chez des peuples beaucoup plus près de l'état de nature que de nous ? *Augmenter les salaires, c'est, en réalité, l'engager à travailler moins* : on peut citer à l'appui cette anecdote caractéristique rapportée dans une publication officielle du Bureau International du Travail :

En Afrique du Sud, on emploie aux travaux agricoles des nègres Bantous auxquels on fait signer un contrat d'engagement de six mois ou plus, moyennant quoi ils touchent un certain nombre de livres sterling : « Quand le Noir a touché son argent, il n'y a plus rien à faire : il retourne dans sa tribu natale, achète deux ou trois femmes et une douzaine de bœufs, le problème est résolu : les femmes cultivent la terre, les enfants gardent les bœufs, et lui fume le calumet sous l'arbre : il est rentier. Il est rentier sans crainte de dévalorisation de ses titres, c'est à coup sûr un sage. Allez lui proposer de revenir à sa mine, il ne comprend pas et vous enverra quelques bouffées à la figure. »

Il y a cependant un moyen, s'est-on dit : doublons son salaire ; le nègre dit oui, et, foidement, il refuse de signer un engagement pour six mois ; il ne s'engage plus que pour un trimestre et, au bout de ce délai, il entre en souriant dans l'existence du rentier :

« Il est arrivé du premier coup à la plus haute sagesse. L'indigène dit : Jouissons, le jour même où il a reçu de quoi jouir et il n'attend pas que la mort le prenne en chemin. *Carpe diem*, écrivait Horace ; le nègre Bantou cueille son argent, décampe, et on l'a assez vu. »

Mais, objecte-t-on, ce résultat eût été évité si l'on avait su lui créer des besoins nouveaux ; on a trouvé l'alcool, remarque M. Delaisi, sans insister là-dessus. On a essayé le parfum ; mais ce ne serait une ressource que si les femmes des Noirs ne travaillaient pas la terre : regardons ici même ; si les jeunes filles et les jeunes femmes de nos campagnes se parfument, c'est qu'elles ont cessé de travailler le sol.

En réalité, M. Delaisi a raison, les besoins des nègres ne sont pas très grands. Deux remarques paraissent fort justes : la première, c'est qu'il ne faut pas tirer de conclusion fausse de ce fait que le Noir, une fois à Paris, acquiert rapidement les mêmes besoins que nous. Cela est exact tant qu'il est à Paris ; chez lui, non. En second lieu, il arrive même que les Blancs, après de nombreuses et longues années de colonies, prennent eux-mêmes les habitudes de ces pays-là ; observation intéressante qui peut donner à réfléchir : il suffit d'observer qu'un Parisien à la campagne n'est pas le même Parisien à Paris.

On ne peut donc pas dire que la fameuse formule : « Créez des besoins à l'indigène et il travaillera » soit fausse ; mais elle est beaucoup plus facile à affirmer qu'à réaliser et on peut conclure qu'il y a quelque

naïveté à croire que nous allons voir d'un seul coup les besoins des pays coloniaux se multiplier, les indigènes travailler avec ardeur et, par voie de conséquence, le développement des colonies se poursuivre à une cadence accélérée. Tous ces remèdes ne sont en somme que des pis aller, et on ne peut attendre de leur application que des améliorations partielles, sans jamais pouvoir en espérer de solution absolument complète et satisfaisante. Pourtant une solution à ce problème d'apparence insoluble existe certainement : le milieu où vit l'indigène de l'A. O. F. et de l'A. E. F. ne l'incite guère à une activité comparable à celle des ouvriers et paysans européens : des forêts désertes, des côtes inhospitalières et des cours d'eau impraticables à la navigation, ont été autant d'obstacles à son développement et l'ont privé de ces échanges entre peuples qui sont à l'origine de toute civilisation. Cependant le Noir n'est pas incapable d'efforts soutenus. On a vu des Congolais squelettiques payer des jours entiers pour remonter des courants très violents en se contentant d'une petite boule de mil et de quelques heures de repos la nuit. L'endurance des Sénégalais dans la brousse a fait souvent l'admiration de ceux qui en ont été les témoins.

L'indigène n'est donc pas un paresseux incorrigible, par conséquent il est possible de résoudre le problème du travail aux colonies. Mais, pour cela, il faut partir d'une base solide, du principe fondamental que la question est avant tout d'ordre psycho-

logique se rattachant aux problèmes d'ordre sociaux et démographiques de la colonisation. C'est en partant de cette base que nous essaierons d'établir les fondements scientifiques de la politique indigène qu'il serait souhaitable de pratiquer, pour résoudre le problème de la main-d'œuvre par une autre solution que le travail obligatoire.

CHAPITRE II

RECHERCHE ET EXPOSÉ DES FONDEMENTS SCIENTIFIQUES D'UNE POLITIQUE INDIGÈNE SOUCIEUSE DE DONNER AU PROBLÈME DE LA MAIN-D'ŒUVRE UNE AUTRE SOLUTION QUE CELLE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE.

I. — *Base essentielle : connaissance approfondie des indigènes.*

On peut admettre qu'il est *inévitabile* que la présence d'une minorité d'Européens au milieu de populations primitives ou d'une civilisation très différente de la nôtre pose des problèmes graves et complexes. L'homme est en effet un produit du milieu qui le nourrit, de la race dont il est issu, de la société où il vit. Entre les blancs, derniers arrivés, et les indigènes, il ne peut pas ne pas y avoir de dissemblance sur la manière d'être, de penser ou de vivre.

Ce sont là, en quelque sorte, des lieux communs, des axiomes indiscutables. Et cependant, on parle

couramment de mise en valeur de nos possessions, on discute de l'opportunité de construire une voie ferrée, de creuser un port, d'équiper des mines ou des concessions en vue de la production nationale ; mais le public ne s'intéresse pas aux questions morales et politiques dont personne ne lui a signalé l'importance capitale.

A cet égard, le « Français moyen » est très différent de l'Allemand de l'Anglo-Saxon ou de l'Italien et se demande avec une certaine anxiété, justifiée par les circonstances, ce que va devenir cet auxiliaire dans quelques années. De nombreux articles publiés dans les Revues coloniales et dans les grands quotidiens de la métropole, d'innombrables ouvrages et conférences traduisent cette préoccupation constante de mieux *connaître* l'indigène. On remarque, au sujet de cette évolution et des moyens de la diriger, un échange constant d'idées, manifestation d'intérêt que l'on chercherait vainement dans notre presse.

C'est évidemment, comme l'a démontré M. Henri Labouret, que l'éducation coloniale du Français est mal faite : on lui parle trop souvent des moyens matériels de produire et pas assez du vrai producteur, l'indigène, qu'il connaît le plus souvent pour l'avoir vu sur une ligne de chemin de fer ou au Jardin d'Acclimatation, « chose notoirement insuffisante pour se former une opinion » (1).

(1) M. H. LABOURET, Conférence faite le 18 mars 1929 au Comité National d'Études sociales et politiques, à Paris.

Nous ne devons pas considérer l'indigène comme un être inférieur, incapable de progrès, mais comme un *associé*, très susceptible de marcher à nos côtés dans la voie de la civilisation. Ce n'est pas un être craintif « vivant dans la brousse où on le capture au filet », mais un homme qui a des sentiments, et très souvent, comme nous en avons eu la preuve pendant la guerre, des sentiments élevés ; un homme qui a une civilisation propre, très différente de la nôtre, mais qui mérite pourtant toute notre attention : il y eut jadis, au Soudan, par exemple, de puissants empires, dont celui du *Gâna* est un exemple caractéristique, dirigés par de puissants monarques entourés d'une cour brillante et administrant le pays avec sagesse, d'une manière qui paraît avoir été bienfaisante. Il n'est pas possible d'affirmer que, de nos jours, rien ne subsiste de tout cela, que nous pouvons traiter à distance et par analogie toutes les questions de politique indigène.

C'est donc à la lumière des sciences ethnologique et sociologique et à celle des expériences coloniales, que doivent être recherchés les principes les plus aptes à assurer le développement moral et matériel des indigènes, tant dans l'intérêt de la nation colonisatrice que dans celui des indigènes.

Ce sont les principes qui sont à la base de la politique indigène britannique dans ses colonies d'Afrique, d'Asie et d'Océanie, de la politique belge au Congo, de la politique indigène hollandaise en Malaisie, de

notre propre politique, enfin, en Tunisie, au Maroc, et même en A. O. F. ; ces principes dominent là même où antérieurement notre politique indigène s'était orientée vers la politique d'assimilation, de gouvernement direct et de fusion des peuples, chose actuellement abandonnée partout et qui ne trouve plus de défenseur.

Cette politique avait pu se développer à une époque où les peuples indigènes étaient peu connus. Elle avait alors pour base, écrit un auteur belge, M. Van der Kerken, « une croyance et une illusion : croyance à la similitude des peuples indigènes avec ceux de la métropole ; et illusion de pouvoir un jour administrer les indigènes comme les Européens, en créant avec les habitants de la métropole et les indigènes de la colonie une Société unique dont les individus auraient eu mêmes mœurs, mêmes goûts, mêmes besoins, mêmes aptitudes, mêmes conceptions de la vie familiale, sociale et politique, même idéal de vie et de labeur, même culte, même hymne et même patrie et se seraient pliés avec joie au joug des mêmes habitudes, des mêmes institutions et des mêmes traditions. »

» Le progrès des sciences sociales et la meilleure connaissance des peuples indigènes ont, depuis, démontré l'inanité de cette croyance et fait s'évanouir cette illusion. »

Et en effet, une étude plus attentive des indigènes de nos colonies a démontré que la civilisation n'était pas « une », qu'elle ne pouvait pas, actuellement, évo-

luer de la même façon en Europe occidentale que dans les pays bouddhistes, musulmans ou animistes. On s'est aperçu que, si les sociétés européennes dominant actuellement les sociétés exotiques, elles le doivent à leur suprématie dans le domaine militaire et économique, grâce aux grandes inventions modernes et à l'emploi judicieux de capitaux considérables.

L'on a relevé d'autre part, chez tous les peuples indigènes d'Afrique, l'existence, d'une importance capitale, du contrôle qu'exerce sur les individus soit une aristocratie, soit le chef de famille, de clan ou de tribu, et l'on a remarqué qu'en détruisant cette autorité dans les circonstances présentes, on amènerait fatalement le chaos et l'anarchie, ce qui compromettrait la réalisation même des buts utilitaires recherchés dans la colonisation.

On a alors compris qu'il n'existait pas de « sauvages », c'est-à-dire de groupes d'hommes sans liens familiaux ou sociaux, et que les sociétés indigènes des colonies représentaient des civilisations différentes de la nôtre, plus rudimentaires ou plus compliquées que la nôtre, possédant des institutions et des traditions propres ainsi qu'une conception particulière de la vie et du gouvernement.

L'étude de l'évolution sociale des peuples devait encore démontrer que les institutions d'un peuple sont la « résultante d'une longue série de faits sociaux », que, par conséquent, loin d'être d'artificielles créations de l'esprit, elles étaient adaptées à

une certaine modalité de la société, conditionnée elle-même par le passé, le milieu géographique de ce peuple, ses conceptions sur la famille, les sociétés et l'univers.

Enfin, un auteur anglais (1) a montré, dans une étude systématique de diverses civilisations et sociétés reposant sur des fondations entièrement différentes de celles existant dans la société européenne, combien ces connaissances élargissaient notre conception des possibilités sociales.

L'expérience ayant abondamment démontré que de multiples différences de mœurs, de coutumes et d'institutions existaient entre les peuples appartenant à des races différentes comme les Blancs, les Jaunes et les Noirs, il fallut admettre que chaque peuple possédait un ensemble d'usages, de conceptions, de sentiments et de croyances formant sa civilisation, transmis par tradition et susceptible d'évoluer.

On a présenté de nombreux systèmes pour tenter d'expliquer la permanence relative des caractères fondamentaux des cultures des divers peuples.

Les conditions climatiques, géographiques et économiques, manifestations de l'influence du milieu sur les sociétés, poussent les individus à agir d'une certaine façon, dans l'intérêt même de leur conservation. C'est par la tradition et l'éducation reçue dans l'enfance au sein de la société que se

(1) LOWIE, *Primitive Society*, 1921.

transmettent aux individus les connaissances et les conceptions religieuses familiales, sociales et politiques constituant la civilisation et la culture.

« Ces considérations, écrit encore M. Van der Kerken, suffisent à expliquer pourquoi il est relativement assez facile d'assimiler les individus d'une société exotique vivant au sein d'une société européenne..., et pourquoi il est difficile à un peuple européen d'assimiler un peuple exotique : dans le domaine des choses pratiques, même s'il le voulait, sans se soucier de la question d'argent, *le peuple européen ne pourrait pas modifier rapidement le milieu où vit le peuple exotique, ni empêcher la transmission de la plupart des traditions d'une génération à l'autre.* »

Le résultat de ces constatations a été que les nations colonisatrices, sans perdre de vue le développement économique du pays, se sont efforcés de supprimer les abus les plus criants, d'améliorer les « conditions morales et matérielles d'existence des indigènes, de conserver leur vie nationale, de maintenir leurs institutions organiques, leurs cérémonies, leurs coutumes, en les défendant contre les attaques des intérêts égoïstes ou d'un zèle maladroit ».

Les pays colonisateurs furent donc ainsi amenés à reconnaître ce qu'étaient réellement les sociétés indigènes et à les gouverner par l'intermédiaire de leurs institutions politiques dans le double but de ne pas entraver les aspirations indigènes et d'exploiter

les richesses du pays dans l'intérêt commun des indigènes et des Européens.

Ce fut la politique du *protectorat* ou du gouvernement indirect, poursuivie en vue du développement normal des sociétés indigènes.

Selon une heureuse expression, on voulut faire des indigènes, des indigènes meilleurs et non plus des Européens. A peine mise en application, il fut évident que cette politique facilitait beaucoup la réalisation tant des buts utilitaires que des buts humanitaires poursuivis dans les colonies.

Il faut d'ailleurs ajouter, à l'honneur de notre pays, que cette politique indigène qui a pour fondement le respect des coutumes et des institutions locales et le gouvernement des indigènes par l'intermédiaire de leurs dirigeants traditionnels a toujours été celle de la France.

Sans doute, des erreurs ont été commises, erreurs d'ailleurs inévitables en une matière aussi complexe et aussi nouvelle. Mais de toute évidence, l'avènement des populations primitives à un stade plus élevé et meilleur n'est possible que si — un ministre des Colonies l'a déjà proclamé — au lieu d'importer nos conceptions, nos principes, nos institutions en formules toutes faites, nous nous efforçons de développer la civilisation indigène sur son propre fonds, d'après ses mœurs et ses tendances, et dans ses langues. « L'âme indigène, a-t-on dit, est une réalité comme la nôtre ; nous avons le devoir de nous en préoccuper et de la respecter. » Nous devons, non

pas tenter de faire de nos Noirs des Blancs, mais essayer de former des Noirs mieux outillés pour la vie économique, plus travailleurs, plus habiles, plus instruits dans les branches qui conviennent à leur mentalité. Il n'y a pas de politique coloniale féconde sans ce respect de la race et du milieu, et l'on peut conclure, avec M. Henri Labouret, qu'il y a encore de nos jours en Afrique « des institutions indigènes... sur lesquelles on peut fonder des progrès considérables, pour arriver, non pas à ce bouleversement dont parlent quelquefois les partisans de l'assimilation immédiate, mais à l'évolution raisonnée, qui permettra d'*amener sans perturbation fâcheuse l'indigène* à l'état où il faudra bien, malgré tout, l'amener un jour, c'est-à-dire l'égalité ou la presque égalité avec nous. »

*
* *

II. — *Second élément fondamental de la politique indigène : le problème de l'éducation.*

« Le problème de l'éducation est la clef de voûte de l'édifice colonial. »

Nous avons vu que l'étude approfondie et la compréhension parfaite des indigènes et de leur mentalité était absolument indispensable avant d'aborder le problème, d'ordre essentiellement psychologique, de la politique indigène actuelle.

Les quelques idées développées précédemment

suffisent à montrer combien est peu fondé le double reproche, fait parfois aux directeurs d'entreprises coloniales industrielles, de ne faire aucun effort pour persuader les Noirs que le travail est le facteur essentiel de tout progrès individuel ou collectif, et de ne pas tenter l'éducation de la main-d'œuvre indigène. C'est qu'évidemment ils ont plus vite fait d'aller en emprunter là où ils peuvent en trouver dont l'éducation est achevée !

N'est-ce pas en effet un paradoxe d'espérer mener à bien l'éducation commencée à l'âge d'homme d'un individu, qu'il soit Noir, Jaune ou même Blanc ? C'est *dès l'enfance* que la discipline doit être prise et que les idées exposées quotidiennement avec simplicité et avec force s'impriment et se gravent dans la « cire molle » des cerveaux.

L'école est la pépinière de travailleurs, a-t-on écrit. C'est là une vérité élémentaire, sans doute, mais dont il faut nous souvenir et qui doit affermir la confiance en notre avenir colonial.

Comme l'a montré M. Roustan, c'est la fonction de l'école de donner à l'enfant et à l'adolescent la discipline du travail, de le persuader que le travail relèvera leur dignité d'homme et assurera leur santé. Mais, s'écrie-t-on aussitôt, il n'y a rien à faire avec les Noirs : à partir de la puberté, leur esprit se noue à jamais. C'est là une légende, que tant de jeunes Noirs de 20 ans, candidats à de difficiles examens sont en train de démentir en A. O. F. Il faut seulement « prendre certaines précautions, tenir compte

du passé, ménager les étapes nécessaires » : à ces conditions, l'on obtiendra ce qu'on voudra.

« L'âme africaine, a écrit M. G. Hardy, n'a pas dit son dernier mot ; elle s'éveille tout juste à la vie raisonnable... à nous de la comprendre, de la guider avec intelligence et fermeté, de l'associer à nos intentions sans porter atteinte à son attachante personnalité. »

Il serait « criminel » autant que maladroit de laisser nos sujets indigènes dans l'ignorance, et la France l'a bien compris, puisqu'elle a ouvert déjà un grand nombre d'écoles ; mais il ne faut pas oublier que les enfants qui en sortiront garderont pour toujours notre empreinte, bonne ou mauvaise, suivant ce que nous leur aurons appris : si nous avons réussi, notre conquête sera développée dans le domaine des âmes et deviendra inébranlable ; si nous nous sommes trompés, « nous aurons fait des rebelles, des malheureux, des déclassés, nous aurons semé dans le peuple la rancune qui prépare la révolte. »

Il ne faut donc pas se dissimuler l'importance et l'extrême gravité du problème de l'enseignement qui ne pourra être résolu qu'avec beaucoup de tact et la plus grande prudence.

L'enseignement primaire indigène doit, selon une formule du général Gallieni, « fournir aux indigènes le moyen d'apprendre un métier et d'exercer une profession lucrative ». Ce pourra être le premier stade de l'éducation et de l'enseignement. D'un primitif

nous aurons fait un artisan, et ce serait déjà là un très appréciable résultat.

L'indigène aura ainsi le moyen de gagner sa vie et de devenir riche. C'est là le gage d'une bonne situation politique, car l'indigène enrichi ne songe pas à créer de difficultés ; il s'habillera mieux, se nourrira mieux, s'abritera mieux.

Nous pourrions, alors, quand l'indigène aura le « ventre plein », lui donner un bagage intellectuel, suffisant pour qu'il soit parmi ceux de sa tribu ou de son village un instrument de perfectionnement et de propagande, et pour que, l'ayant ainsi incorporé dans l'élite indigène, l'on puisse l'appeler progressivement à participer à la bonne gestion des affaires de son village.

Ce bagage intellectuel, il sera préférable, dans la plupart des cas, de le lui donner dans sa langue maternelle ou, chose encore préférable, *dans la langue d'extension de sa région*, pour qu'il puisse s'en servir pratiquement et répandre ses connaissances autour de lui.

Cet enseignement « franco-indigène », qui constituerait le second stade de l'éducation, peut et doit s'adresser à la *masse* de la population, quand on estime qu'elle est suffisamment prête à la recevoir.

Puis, viendrait l'enseignement supérieur qui formerait les élites et préparerait des cadres à nos administrations, mais qui pourrait aussi nous réserver des surprises et des déceptions, « si voulant former des intelligences semblables aux nôtres, nous

n'avons pas su faire en même temps des cœurs voisins des nôtres » (1).

L'utilisation des indigènes dans nos administrations coloniales est d'ailleurs pour notre politique un but et un moyen : un but, car nous voulons, en ouvrant des écoles, préparer des hommes capables de nous aider dans l'administration du pays ; un moyen aussi, car des fonctionnaires indigènes, interposés entre les populations et nous, rendront plus rares les froissements avec les administrés.

Cependant, il ne faudrait pas faire de tous ces élèves des fonctionnaires ou des bacheliers, ou des diplômés de toutes sortes d'études supérieures : chez nous il y en a de reste.

L'enseignement donné aux colonies doit être avant tout *professionnel* et former principalement des travailleurs, des ouvriers connaissant et aimant leur métier, qui ne soient pas rebutés par le travail. Il ne s'agit pas de fabriquer en série « des machines humaines à grand rendement, mais de former des hommes utiles à la prospérité de leur pays et à l'émancipation de leur race ».

L'outil, instrument précieux d'éducation, devient rapidement l'instrument principal de l'enseignement professionnel, à partir du moment où l'enfant et l'adulte ont déjà reçu un minimum de connaissances générales.

Tous les enseignements ne constitueraient en

(1) L'exemple de l'Angleterre aux Indes est, à cet égard, très significatif.

somme que les points d'appui et la préparation de la formation professionnelle, but à atteindre pour qu'une grande abondance d'individus puisse contribuer efficacement, par ses connaissances techniques, à la mise en valeur des richesses économiques de son pays.

Comme le fait remarquer encore M. Roustan, il est sans doute de la plus grande utilité d'organiser des tournées dans les villages pour apprendre aux indigènes la culture du coton, du caoutchouc, du café et surtout des espèces indispensables à l'alimentation. Il est certain qu'il y a le plus grand intérêt à essayer de soumettre, quand on le peut, la main-d'œuvre adulte à un apprentissage sérieux, quoique tardif ; *mais c'est à l'école, et à l'école seulement*, qu'on réussira à former des ouvriers agricoles ou industriels, qui sauront comprendre la grande loi du travail « qui, sans être inscrite dans le Code, n'en est pas moins une loi morale que l'évolution de la civilisation doit, de jour en jour, rendre plus impérieuse en raison de la solidarité croissante entre tous les habitants du globe ».

*
* *

L'exemple anglais en Gold Coast. — Depuis une vingtaine d'années, l'Angleterre, instruite par ses expériences de l'Inde et de l'Afrique, recherche une méthode susceptible d'éduquer utilement les indigènes sans en faire des déracinés ou des révoltés.

Ce problème, a déclaré dans un Rapport de 1929 le Gouverneur, Sir Randsford-Slater, est la *clef de voûte de l'édifice colonial*. Aussi l'Administration a dépensé pour l'éducation £ 106.000 en 1923 ; £ 140.000 en 1925, et pour l'exercice 1930-1931 une somme de £ 314.195, soit près de 39 millions de francs y est consacrée. Et encore les dépenses se référant aux constructions neuves et à l'entretien des bâtiments existants ne sont-elles point comprises dans ces crédits. Sans cette addition, ce chapitre représente 9,6% des charges budgétaires et le Gouvernement fait prévoir des augmentations importantes à ce titre dans les années qui vont suivre.

Depuis 1926, le Gouvernement local s'est efforcé de répandre partout une éducation d'un niveau particulièrement élevé et de proscrire des écoles les connaissances superficielles qui continuaient à se donner dans certains établissements.

L'ordonnance promulguée à cette date fixe en même temps les connaissances requises des maîtres et leur statut. La principale difficulté pour appliquer les règles nouvelles résidait dans l'absence d'un établissement spécialisé destiné à fournir des instituteurs capables. Aussi les missions presbytérienne, wesleyenne et catholique romaine ont-elles été invitées à réformer leurs méthodes et à instruire les jeunes gens sur des bases nouvelles. En même temps, le collège d'Achimotu préparait des promotions d'instituteurs pour les établissements du Gouverne-

ment et ceux des missions : un corps d'inspection assurait l'unité de vues de l'ensemble.

Sans doute on ne peut se prononcer encore sur la valeur et les résultats définitifs de la réforme. Mais il y a là cependant quelque chose du plus puissant intérêt pour nous. Le collège d'Achimotu, en particulier, est une vraie ville universitaire, construite voici quatre ans, à quelques kilomètres d'Accra et dans laquelle on instruit en 1922 plus de 420 élèves d'âge très variable et le degré supérieur correspondait à celle de n'importe quelle *University* anglaise : le Gouvernement lui accorda une subvention annuelle supérieure à deux millions de francs.

Surtout, il existe en Côte de l'Or un nombre considérable d'écoles professionnelles et techniques dont on peut mesurer l'importance et les résultats en constatant le prodigieux développement du pays *par les indigènes eux-mêmes*. Depuis 1901, le Gouvernement britannique a fait de gros efforts pour populariser la culture du cacao et les exportations annuelles de ce produit passaient progressivement de 7.000 tonnes, en 1905, à 197.000 tonnes en 1923 et à 232.000 tonnes en 1929 : le tout produit par les Noirs eux-mêmes qui travaillent librement et vendent le produit de leur effort selon les cotes du marché mondial.

*
* *

C'est là un exemple à méditer.

Il faut dire d'ailleurs que le développement de l'enseignement professionnel et technique préoccupe à juste titre les pouvoirs publics dans la métropole : En A. E. F., pour ne citer que ce groupe de colonies ou l'on se trouve obligatoirement en période de début, ce développement répond particulièrement aux fins pratiques assignées à notre enseignement public.

« Avec l'exécution des grands travaux publics entrepris apparaît plus que jamais, écrit M. Georges Hardy, dont on connaît la compétence en la matière, la nécessité d'un enseignement technique de plus en plus développé pour former des maçons, des ouvriers du bois ou du fer, des mécaniciens, des surveillants lettrés capables de seconder la main-d'œuvre européenne. »

L'écueil de cet enseignement donné à l'école est le suivant : dès que l'enfant possède un rudiment d'instruction, sait lire, écrire et compter, il se croit déjà quelqu'un et ne veut plus toucher un outil.

On cherche actuellement une formule qui permettra de former des ouvriers manuels consentant à travailler. La solution qu'adoptera vraisemblablement l'Administration locale sera d'organiser les écoles professionnelles dans les ateliers du chemin de fer et des travaux publics.

*
* *

III. — *Le problème sanitaire.*

Un pays se met en valeur socialement et économiquement. De toute nécessité, il faut développer dans notre Afrique Française des populations pleines de vigueur, physiquement autant que moralement.

Or, écrit M. Édouard de Warren, député de Meurthe-et-Moselle, « le voyageur... qui parcourt l'A. O. F., qui pousse jusqu'au Tchad et descend jusqu'à *Brazzaville*, admire les travaux déjà exécutés ou en voie d'exécution... mais constate... que les populations... sont encore trop abandonnées, restent victimes de leur fatalisme dans la lutte contre les maladies, les épidémies, la mortalité infantile ; que... seules, les grandes entreprises de colonisation, quelques centres administratifs trop peu nombreux, prouvent ce que la France pourrait faire au point de vue social... En Afrique tropicale, les médecins et les infirmières sont trop rares pour les organisations nécessaires en vue de l'hygiène (1). »

L'on sait pourtant que la santé est le premier de tous les biens : l'homme bien portant est optimiste, courageux au travail. Son rendement est considérablement augmenté, et, si l'économie politique nous apprend que trois facteurs concourent

(1) 29 médecins seulement pour toute l'A. E. F., en 1928, il y en a aujourd'hui plus de 100.

à la formation de richesses : la nature, le capital et le travail, de toute évidence c'est ce dernier qui a le plus d'importance : le plus difficile n'est pas, en effet, de trouver des capitaux, mais de les employer. Améliorer la santé des peuples et les conditions dans lesquelles ils vivent est donc la meilleure façon d'assurer leur bien-être à la fois matériel, intellectuel et moral. Nous l'avons montré : la main-d'œuvre est la condition première de toute exploitation des énormes richesses des pays neufs ; et la colonisation est surtout un problème démographique qui ne peut être résolu sans l'aide du médecin.

*
* *

Bornons-nous à l'A. E. F.

Se fiant aux apparences plus qu'à des renseignements précis et rigoureusement contrôlés, l'on s'est souvent complu à répéter que les Noirs qui l'habitaient appartenaient à des races prolifiques. L'observation est peut-être juste, mais les heureux effets qui pourraient résulter pour l'avenir d'une telle situation sont en général entièrement contre-balancés par une mortalité excessive.

Bien entendu, l'Administration a pris, pour y remédier, des mesures d'hygiène : son intervention revêt parfois une *forme collective* et, par des travaux appropriés, elle essaie de réaliser l'assainissement des villages, la suppression des eaux stagnantes et des foyers d'épidémies. L'exemple de certains pays étran-

gers est, à cet égard, singulièrement significatif, et montre, d'une façon éclatante, tous les heureux effets qu'on peut attendre de mesures de police rigoureusement appliquées. Au Brésil, l'on est arrivé à faire complètement disparaître la fièvre jaune qui désolait de vastes territoires.

Des *mesures individuelles* sont également nécessaires : l'Administration et les services sanitaires doivent lutter contre l'indigène, l'ignorance ou la superstition ; c'est ici que se révélera particulièrement efficace l'action incessante du personnel indigène qui devra faire pénétrer les notions d'hygiène chez la population, veiller à l'application des méthodes de prophylaxie et mener la lutte individuelle contre les maladies épidémiques et sociales : par sa race, sa langue, ses habitudes, ses traditions, il est l'intermédiaire indispensable entre les médecins européens et l'indigène.

Pour la protection de nos populations noires d'A. E. F. il est nécessaire de lutter contre la *mortalité infantile* dont le taux, chez la plupart des races noires, est dangereusement élevé. Il importe à cet égard d'organiser des maternités et de former de nombreuses sages-femmes indigènes qui rendent les plus précieux services.

L'A. E. F. pourrait s'inspirer en cette matière de l'organisation modèle de l'Assistance médicale indigène à Madagascar, qui fonctionne déjà depuis plusieurs années et qui a permis de répartir sur la surface de l'île un nombreux personnel de médecins

indigènes et de sages-femmes sortant de l'École de Médecine de Tananarive. Les postes d'importance secondaire sont occupés par des infirmiers indigènes. On a établi en outre des dispensaires qui donnent des consultations et procèdent à des distributions de quinine.

Ce sont là d'excellentes mesures, quoique à échéance lointaine.

Il en est de plus urgentes pour l'Administration : c'est la lutte contre les principales maladies. A vrai dire, la plupart de celles-ci existaient avant l'arrivée des Européens. Mais, dans bien des cas, le développement des moyens de communication avec la multiplication des échanges et des contacts qui en est la conséquence, leur a permis de se répandre et de se généraliser : cette circonstance rend plus impérieuse encore la nécessité de les combattre.

La plus terrible, et celle contre laquelle une lutte sans merci est entamée, est la maladie du sommeil, qui mérite, en raison de son importance, une étude spéciale.

D'autres sont redoutables : la *dysenterie*, qui coexiste souvent avec la *malaria*, et qui, se manifestant sous des formes de nature inconnue et contre lesquelles la science ne peut actuellement rien, a entraîné au cours de ces dernières années « de véritables hécatombes, notamment sur les chantiers de travailleurs » (1) ; l'hygiène préventive pouvant

(1) Rapport de M. Perreau-Pradier fait au nom de la Commission des Comptes définitifs, à la Chambre des députés.

seule combattre efficacement l'éclosion de la maladie, il importe de rendre meilleures les conditions hygiéniques des groupements par une bonne alimentation, une surveillance effective de l'eau de boisson, l'amélioration du logement, etc...

Le *pian*, dans certaines régions, n'épargne aucun enfant. Cette maladie se manifeste par une excroissance bosselée, rouge et saignante et, beaucoup plus fréquente qu'on ne le pensait tout d'abord, constitue sinon un danger mortel, du moins une grave infirmité pour les indigènes. Il importe ici de distribuer et faire absorber la médication appropriée qui s'est révélée très efficace : le stovarsol, qui se prend aisément sous forme de comprimés.

Les *affections pulmonaires*, telles que la pneumonie, causent des ravages considérables : les Noirs qui viennent de travailler et qui se trouvent de ce fait en état de transpiration ont en effet coutume de se refroidir brusquement ; il faut ici obtenir des indigènes qu'ils prennent quelques précautions élémentaires d'hygiène et leur inculquer une sage méfiance contre le climat dont ils ont le plus absolu mépris.

La *variole*, dont le foyer principal est actuellement l'Afrique, était jadis inévitable ; il faut poursuivre avec vigilance la vaccination jennérienne.

Citons encore, entre autres maladies, la *fièvre récurrente*, le *cancer*, la *méningite cérébro-spinale*, la *fièvre typhoïde*, la *blennorragie*, la *syphilis*, et même parfois la *tuberculose* qui causent chaque année la mort ou l'inaptitude au travail de milliers d'indigènes.

*
* *

La maladie du sommeil.

« La trypanosomiase », a-t-on pu écrire, « a été le plus mystérieux et le plus terrible problème que nous ayons eu à résoudre avant de songer à la colonisation de l'Afrique Equatoriale ». On peut dire, sans exagération aucune, que les races d'A. E. F. seraient tout entières condamnées à la mort si la science européenne ne se portait à leur secours : le médecin français est intervenu ; beaucoup reste à faire, sans doute, dans ces immenses territoires où les communications sont si difficiles ; mais l'on peut affirmer que les résultats obtenus à ce jour promettent « pour bientôt une victoire totale sur les forces hostiles de la nature et la trypanosomiase ».

A l'époque des premiers efforts thérapeutiques français, la maladie du sommeil semblait stationnaire : faute de moyens financiers, d'ailleurs, on ne pouvait guère lutter contre elle.

De 1915 à 1925, l'épidémie, après avoir dévasté certaines régions, y passait à l'état endémique pour frapper plus loin avec plus de force. La guerre européenne, retenant en France les médecins et les savants, la laissa se propager.

C'est pourtant de l'année 1917 que date la mise au point expérimentale dans le Haut-Chari des meilleures méthodes de lutte : après deux ans d'études

et de soins donnés à des malades indigènes, une mission avait trouvé un diagnostic et un système de cure, en même temps qu'elle jetait les bases d'une médication préventive.

L'*Institut Pasteur* de Brazzaville poursuit les recherches et les soins. Il avait d'ailleurs été installé dans la capitale de l'A. E. F. plus spécialement dans le but d'effectuer des recherches concernant la prophylaxie et le traitement de la maladie du sommeil.

Nous lui devons une bonne part des immenses progrès réalisés au cours de ces dernières années dans nos moyens de lutte contre ce terrible fléau qui menaçait de faire disparaître à bref délai toute la population indigène de l'immense quadrilatère africain qui s'étend entre la *Guinée* et le *Haut-Nil*, la *Rhodésie* et l'*Angola*.

Grâce aux recherches poursuivies parallèlement à Paris par l'illustre professeur Laveran et tous ses collaborateurs et à Brazzaville, nous savons désormais ce qu'il faut faire pour enrayer le mal : on découvrait en 1925 un sel dérivé de l'arsenic, l'atoxyl, qui, par injections sous-cutanées, tuait le trypanosome dans le sang. On vaccina des villages entiers qui furent ainsi sauvés en partie. En même temps on assainissait les régions insalubres :

1° *En éloignant les tsé-tsé des villages* et des endroits fréquentés par les indigènes. La mouche ne vit et ne se reproduit que dans les endroits humides et très ombragés, au voisinage des cours d'eau surtout : on éloignera donc les mouches par des débrous-

saillements fréquents aux abords des villages et des points d'eau où se rendent les indigènes, qui ne seront plus, ainsi, exposés aux piqûres ;

2° *En étendant les cultures autour des villages*, ce qui obligeait les indigènes à entretenir les débroussailllements qui doivent également être très larges de part et d'autre des routes aux points où elles traversent des cours d'eau : les indigènes s'y attardent en effet volontiers pour boire et s'y reposer et il importe d'en éloigner les mouches ;

3° *En déplaçant des villages*, s'ils étaient situés trop près des lieux fréquentés par les mouches, et dans des conditions telles que les débroussailllements soient difficiles à entretenir et d'une efficacité relative, le village étant déplacé et reconstruit sur un emplacement choisi de concert entre les autorités sanitaires et administratives ;

4° *Enfin*, et nous y reviendrons, *en évitant le déplacement des malades*.

Mais l'atoxyl ne « stérilisait » la maladie que pendant six mois à un an : l'on découvrit un nouveau médicament, la *tryparsamide*, qui permit d'obtenir des guérisons définitives.

Enfin, un nouveau produit, le « 309 » ou *moranyl*, qui est, lui, non pas un curatif mais un prophylactique et un préventif, fut introduit dans la thérapeutique par Fourneau, Trifeuil et Vallée.

Aussi sommes-nous maintenant scientifiquement armés ; la mortalité chez les malades a diminué de près de 90 % et le moranyl permet de mettre les

individus à l'abri de l'infection. Mais là gît la difficulté : comment vacciner l'indigène, trop souvent rebelle lorsqu'il ne se voit pas malade ? « C'est au Gouverneur général Antonetti que l'on doit les mesures les plus ingénieuses, les plus fermes et les plus effectives dans ce sens. C'est à lui qu'on doit la répartition méthodique, sur tout le territoire contaminé, du personnel médical, le *sériage* des efforts pour l'épuration définitive d'une région avant une autre et l'extension des moyens financiers ».

Les mesures prises consistent essentiellement à diviser toute la zone dangereuse en un certain nombre de secteurs de prophylaxie, dirigé chacun par un bactériologiste exercé. Le rôle de ce technicien doit être de déterminer les endroits infectés, d'y supprimer les réservoirs de virus que constituent les malades porteurs de trypanosomes et d'éloigner ces indigènes contaminés en les groupant dans des centres où il est possible de les traiter et de les guérir.

C'est le Gouverneur Antonetti qui a provoqué l'arrivée à la colonie du personnel médical nécessaire ; il a compris que, pour être efficace, le traitement du médecin devait être appliqué en étroite collaboration avec l'Administration et les entreprises agricoles ou forestières ; les tournées médicales et administratives ont lieu simultanément, l'administrateur rassemble le village que le docteur vaccine et soigne.

Les résultats ? 2.850.000 indigènes examinés de 1925 à 1930, 122.000 malades soignés. Le pourcen-

tage annuel des contaminations tombé des deux tiers, le fléau disparu tout à fait de certaines régions, en régression partout.

A la fin de 1929, 28 secteurs et 50 centres de traitement fonctionnaient.

Il y avait en A. E. F. 129 médecins européens contre 40 en 1924 et 516 infirmiers au lieu de 329. Plus de 600.000 francs de médicaments avaient été achetés en 1930 (contre 80.000) pour être distribués aux indigènes et 20.000 indigènes hospitalisés au lieu de 4.000.

Ces faits et ces chiffres sont la preuve que l'effort français en A. E. F. (1) ne tient pas moins de l'entreprise colonisatrice que de la plus haute volonté philanthropique. L'effort médical constitue une besogne ardue, un travail de longue haleine, mais il importe qu'on en vienne à bout si l'on veut arrêter la dépopulation rapidement progressive de ces vastes régions, où les richesses naturelles abondent et où la main-d'œuvre indispensable pour les exploiter fait défaut.

*
* *

Internationalisons les mesures d'hygiène.

Voici donc la trypanosomiase sur le point d'être jugulée en A. E. F. comme nos voisins et amis Belges l'ont terrassée en leur Congo : il semble qu'il serait

(1) 19.233.322 francs pour l'année 1930.

utile d'examiner les moyens communs à mettre en œuvre, au point de vue hygiène, le long de la frontière franco-belge du Congo. En cette matière, l'internationalisation est une excellente chose et, de fait, la question a été étudiée.

A la deuxième Conférence Internationale tenue à Paris, en novembre 1928, l'on avait proposé les énergiques mesures suivantes en vue du contrôle des déplacements des indigènes :

1^o Le contrôle du déplacement des indigènes qui comporte :

— Un dénombrement de tous les indigènes exécuté par l'Administration ;

— La délivrance aux indigènes d'une pièce d'identité (livret, carte, etc...) avec indications sanitaires pouvant servir de passeport médical ;

— Une délimitation de zones, dans lesquelles, pour l'entrée et la sortie, toute personne devra être munie d'une autorisation médicale ;

— L'établissement de postes d'observation pour l'examen des indigènes et leur contrôle médical.

2^o Le traitement et le contrôle aussi parfaits que possible des indigènes infectés. Pour atteindre ce but, il est nécessaire :

— De disposer d'un personnel médical approprié ;

— D'avoir des moyens légaux de soumettre les indigènes à un examen médical et au traitement ;

— De pouvoir, en cas de nécessité, décider le retrait de l'autorisation médicale de circuler ;

3^o Des mesures permanentes de débroussaille-

ment aux points d'eau, aux abords des villages et au croisement des rivières par les routes ;

4^o Lorsque la mesure est jugée indispensable par les autorités légales, l'évacuation des zones gravement infectées et l'installation des populations dans une région voisine plus favorable.

La Conférence avait d'ailleurs estimé qu'un accord général entre les États intéressés serait très difficile à réaliser actuellement avec la diversité des conditions locales : elle conseillait plutôt la conclusion d'accords bilatéraux afin de permettre un contrôle aussi efficace que possible de la maladie du sommeil sur les frontières qu'ils concerneraient.

De son côté, l'Office International d'Hygiène s'occupa de la question et, à sa session de mai 1930, le Médecin général Boyé présenta un Rapport sur la prophylaxie de la trypanosomiase en A. E. F. Après avoir énuméré les principales mesures qui ont été prises, il insista particulièrement sur un point que nous n'avons fait qu'indiquer : *la nécessité d'éviter les déplacements de malades qui peuvent aller contaminer des villages indemnes.*

Tout indigène en voyage, préconise-t-il, doit être muni d'un passeport sanitaire qui indique s'il est indemne ou non de trypanosomiase, et s'il a reçu, dans ce dernier cas, les injections stérilisantes nécessaires.

Malheureusement, ajoute le Médecin général Boyé, une surveillance efficace des indigènes en déplacement est très difficile à assurer dans cet immense pays

à population clairsemée et beaucoup échappent à cette prescription.

Dans le but de renforcer le contrôle, des postes d'examen avaient été créés sur les principales routes donnant accès de l'Oubanghi au Tchad, et examinaient tous les indigènes de passage; mais l'expérience n'a pas tardé à montrer leur inefficacité, les indigènes évitaient de passer par ces postes et prenaient des routes détournées.

Il conseille encore d'alléger les charges fiscales des indigènes dans les régions les plus atteintes (cette mesure prise afin qu'ils puissent consacrer plus de temps à leurs cultures vivrières et renforcer ainsi leur résistance à la maladie) et créer des villages de ségrégation libre. Dans ces villages, les indigènes malades vivent librement en famille comme s'ils vivaient chez eux. Ils reçoivent des vivres, des semences, des outils de culture et sont exempts d'impôts pendant tout leur séjour.

Cette création a été très bien vue des indigènes de certaines régions (1); elle facilite grandement le traitement des malades et le Gouvernement de l'A. E. F. s'est efforcé de multiplier le nombre de ces villages.

M. le Médecin général Thirioux attire l'attention sur une difficulté qui s'ajoute à celles déjà signalées comme inhérentes à l'application des mesures de

(1) Médecin général Thirioux, qui rappelle aussi que le premier village de ségrégation de la maladie du sommeil a été créé par nous au Sénégal en 1907¹

prophylaxie prises en A. E. F., c'est l'impossibilité presque absolue d'éloigner des rivières les villages de pêcheurs : « l'Administration, d'une manière toute relative, pourra toujours obliger un village à boire de l'eau de puits (c'est-à-dire empêcher les habitants de s'exposer aux piqûres des tsé-tsé dans les points de puisage d'eau situés sur les rivières), mais la surveillance de la pêche sera presque impossible. »

La difficulté d'une surveillance sanitaire sur la frontière du Congo belge et de l'A. E. F., constituée par des fleuves dont les rives sont infestées de tsé-tsé, est encore augmentée du fait que ces rives, marécageuses sur de vastes étendues, sont presque inhabitées et ne sauraient justifier la création d'un service médical fluvial : la seule mesure possible en pratique est donc la surveillance des postes de passage, mesure illusoire, toutefois, si les indigènes peuvent éviter de les emprunter.

De l'avis du Médecin général Thirioux, ce n'est donc pas par la police sanitaire que la France et la Belgique doivent se défendre ; et les délégués techniques à la Conférence Internationale de la maladie du sommeil de la Société des Nations, aussi bien qu'à l'Office International d'Hygiène, le savent tellement bien, qu'ils ont fait figurer parmi les moyens propres à protéger les frontières des deux pays, les mesures de prophylaxie prises à l'intérieur de chacun d'eux, et le traitement des malades.

Ce sont ces moyens, en effet, qui ont permis d'ob-

tenir en A. E. F. les résultats que nous avons enregistrés.

Et le Médecin général montre qu'on arrivera à protéger la frontière entre le Congo belge et l'A. E. F., où les savants des deux pays ont déjà réussi à diminuer dans des proportions considérables l'activité du réservoir de virus, en dépistant, en traitant les malades, en immunisant les bien portants, en diminuant en un mot le nombre de ceux qui peuvent transporter le virus d'un pays à un autre, bien plus que par des mesures de police sanitaire. « Il est infiniment désirable que les autorités locales des deux colonies voisines se documentent mutuellement sur les situations variables avec les régions, et collaborent dans la lutte contre la maladie du sommeil et les autres affections contagieuses. »

*
* *

A l'étranger, l'on accuse volontiers la France de faire du « colonialisme » et, même dans les milieux les plus indulgents pour nous, l'on a coutume d'affirmer que la France n'a pas de politique sanitaire.

Il est aisé de réfuter ces assertions en citant les paroles de quelques anciens ministres : c'est M. A. Sarraut, qui, dès 1924, disait : « Notre politique, idéaliste et réaliste, trouve d'abord son expression concrète dans l'assistance médicale qui, en défendant leur santé, augmente le nombre et la force utile de nos protégés. »

M. Daladier affirmait à son tour, en 1925 : « Cette œuvre de protection des races indigènes, si nous savons la réaliser, nous aurons sauvé des races dignes de l'être et stimulé la production elle-même de sorte que, en réalité, l'intérêt le plus égoïste, s'il est bien compris, coïncide avec notre devoir d'humanité. »

C'est encore M. Léon Perrier qui déclarait l'année suivante : « La faiblesse de la densité des habitants de nos terres coloniales nous commande très impérieusement de porter notre attention vers les mesures susceptibles de préserver les indigènes de fléaux qui les déciment et d'améliorer les conditions de leur existence. »

Enfin, tous ceux qui ont, depuis lors, été ministres des Colonies ont prononcé de semblables paroles et, ce qui est mieux, ont obtenu du Parlement des crédits plus importants afin de rendre plus effective encore notre politique sanitaire coloniale : près de 20.000.000 de francs furent consacrés en 1930 à l'assistance médicale (dont 830.000 pour la seule lutte contre la maladie du sommeil).

Enfin, quand les emprunts coloniaux furent votés, en février 1931, un amendement de M. Daladier, adopté à l'unanimité, stipula que 10 % des sommes affectées aux travaux publics iraient à l'assistance médicale.

La France a donc depuis longtemps compris que « la première et la plus précieuse richesse à développer, comme l'a dit un ancien ministre des Colonies, était la richesse humaine, le trésor social, la valeur d'humanité des races protégées ».

*
* *

IV. — *Un gros écueil à éviter :
l'existence de déracinés.*

Nous nous sommes occupés de la politique indigène générale ; nous avons montré la nécessité, et d'éduquer les populations que nous avons la charge d'administrer et de développer, et de les protéger physiquement. Il faut maintenant signaler un écueil qui n'est peut-être pas encore apparu sérieusement, mais qui ne pourra manquer de se signaler dange-reusement à nous par suite surtout des grands tra-vaux qui vont être entrepris dans nos colonies, si, appliquant la fameuse formule « gouverner c'est prévoir », nous ne prenions dès maintenant toutes les mesures indispensables pour l'éviter.

Gouverner la masse des indigènes qui vivent encore sous l'empire de la tradition constitue certainement la tâche la plus importante de l'Administration, mais il importe néanmoins qu'on se soucie à l'avance de ceux qui, « entraînés dans l'orbite de notre civilisa-tion », se trouveront, les grands travaux achevés, sans statut et sans organisation. Une sage prévision de l'avenir nous commande de tenir un compte attentif de l'existence et de la multiplication des indigènes déracinés et de songer à la façon dont on devra les orienter pour qu'ils soient susceptibles de servir notre œuvre colonisatrice.

*
* *

Il est en effet évident que le simple fait du contact avec la civilisation européenne a modifié profondément la vie économique des peuplades indigènes : leur système de division du travail a été modifié, car les hommes jouent désormais un rôle plus important qu'autrefois.

L'utilisation des produits européens et des vêtements a contribué à détruire de nombreuses industries domestiques et a nuï aux autres.

La modification la plus considérable a été causée par l'introduction chez les indigènes d'un système économique qui leur était complètement étranger. Leurs habitudes et leurs conceptions ont été en conséquence profondément troublées tandis que leur organisation primitive a été entièrement détruite : cela sera encore plus vrai dans un proche avenir.

De nouveaux besoins ont été ainsi créés chez les indigènes, ou le seront. Pour les satisfaire, et aussi pour payer les taxes imposées par l'Administration européenne, les Noirs seront de plus en plus amenés à s'employer en plus grand nombre chez les Européens en qualité d'ouvriers non spécialisés.

Le résultat sera l'affaiblissement du système tribal et la répartition des indigènes en classes sociales.

Il est en effet visible dès maintenant que les indigènes se transforment rapidement au contact de notre civilisation, de notre activité et de nos qualités

ou défauts. Ils s'affranchissent de la discipline héréditaire, acquièrent un sens plus vif de leur dignité et se familiarisent avec la notion de propriété individuelle.

Il est certain qu'un « prolétariat » anonyme et hétérogène, « en proie à des désirs et à des besoins nouveaux, à d'inquiétantes fermentations », ne sera pas facile à gouverner. On ne peut pourtant pas en empêcher la formation, ni prévoir le retour dans leur milieu d'origine de ceux qu'il est convenu d'appeler des « déracinés ». Il leur serait impossible, après avoir acquis le désir d'une vie répondant aux besoins de notre activité, de reprendre leur existence dans le village ancestral.

Nous ne devons pas, d'ailleurs, tenter d'éviter la formation de cette classe sociale inférieure. Notre intérêt est, au contraire, de voir se fixer aux environs de nos établissements industriels, commerciaux et agricoles, une population acclimatée, entraînée au travail soutenu, et dont la multiplication permettra, il faut l'espérer, de réduire les appels de main-d'œuvre à l'intérieur.

Cette population fera souche, si nous savons l'établir dans de bonnes conditions. Et si nous savons l'organiser et l'orienter suivant un statut sage de conception libérale et d'application stricte, elle deviendra l'élément le plus productif de notre monde indigène.

C'est évidemment un problème hérissé de difficultés, plein d'inconnu, mais il est inévitable, aussi

est-il de beaucoup préférable pour nous de l'aborder franchement et d'en préparer à l'avance les solutions dans un esprit de vive sympathie envers ces Noirs qui, certes, ne sont pas exempts de défauts, mais n'en sont pas moins dignes d'une bienveillance toute particulière. Sans doute certains pensent différemment, mais n'est-il pas injuste, et même inintelligent, de mépriser les Noirs qui ont évolué par notre faute, qui sont peut-être moins pittoresques, moins primitifs, moins « exotiques » aux yeux des littérateurs et des voyageurs que les indigènes « figés » de l'intérieur, mais qui nous servent d'une manière plus profitable que ces derniers ?

Il faut dès maintenant songer à ces « déracinés », à ces « évadés du régime coutumier » et prendre toutes mesures utiles en vue de leur assurer un traitement équitable et prévoyant, un régime spécial adapté à leurs aspirations vers un état social nouveau.

Chaque contingent de travailleurs arrivés au terme de leurs engagements laisse inévitablement derrière lui quelques individus. Il importe d'éviter que ceux-ci végètent dans des conditions d'installations précaires, se déplacent, travaillent ou traînent dans une oisiveté intermittente.

Quelles mesures pourrait-on prendre dès maintenant afin d'ordonner et d'utiliser à notre profit ce mouvement de population ?

Il serait recommandable, tout d'abord, d'obtenir des employeurs qu'ils logent leurs travailleurs noirs dans des « cités ouvrières » et qu'ils cherchent à se les

attacher, eux et leur famille, pour une longue durée à la faveur de rengagements successifs. Ils devraient pour cela édifier de véritables villages copiés sur ceux des indigènes et aménagés selon les dernières données d'hygiène et d'urbanisme.

Une Caisse de prévoyance à laquelle seraient affiliés tous les employeurs pourrait aussi être prévue, afin d'assurer le sort de ces salariés devenus vieux ou invalides.

L'on pourrait enfin prévoir pour les « déracinés » des agglomérations spéciales aux abords des centres européens, assez éloignés pour ne pas gêner le développement de ceux-ci, mais assez rapprochés toutefois pour que l'indigène puisse se rendre aisément au travail.

Ces agglomérations seraient en quelque sorte des « communes » au sens où l'on entend ce terme en Algérie. Il importera de tenir compte du fait que les individus qui composeront ces « communes indigènes » seront d'origines très diverses et évolueront à coup sûr, en dehors des coutumes ancestrales, vers un ordre de choses inspiré de la civilisation européenne : ils auront néanmoins un fond commun d'idées, une mentalité générale, dont on devra tenir compte ; il est probable que des coutumes locales très évoluées se créeront et que sous l'action combinée de la jurisprudence des tribunaux d'homologation et des situations de fait (voisinage des blancs, monogamie, propriété individuelle) ces coutumes subiront une rapide transformation pour aboutir à un droit *sui*

generis adapté à la fois à la mentalité indigène et à la civilisation européenne.

Développer la propriété individuelle est certes l'un des buts civilisateurs qu'il faut chercher à atteindre chez les Noirs vivant en marge de la société indigène proprement dite. Mais une grande circonspection s'impose en cette matière. On a constaté en Afrique Australe anglaise les dangers d'une tenure individuelle du sol sans restriction : l'indigène, « léger et imprévoyant », aliène son droit de propriété par simple caprice ou contracte des emprunts usuraires en hypothéquant ses terres ; dans ce cas, les propriétés passent aux mains de quelques Syriens et notre but sera manqué.

L'on devrait donc seulement *concéder* la terre aux indigènes par bails emphytéotiques ou à très long terme, et ne pas donner de concessions gratuites. Le paiement d'un loyer, d'ailleurs conforme à la conception des Noirs quant à l'occupation de la terre, aurait le double avantage de constituer une preuve de la légalité de la possession et d'éloigner ceux qui n'ont pas la ferme intention de se fixer et de travailler.

Les communes indigènes pourraient être dotées de la propriété de leurs domaines et se constituer ainsi des ressources provenant de la location de parcelles domaniales. Bien entendu, un seul mode d'administration serait possible : l'administration directe par l'intermédiaire d'indigènes représentant l'autorité française, et que celle-ci devra choisir dans la

mesure du possible en respectant les desiderata des populations indigènes, en attendant que, dans ces agglomérations, la vie sociale crée des intérêts communs et des sentiments communs, des mœurs et des coutumes communes, ce qui permettra peut-être beaucoup plus tard de donner à ces groupements une administration autonome.

*
* * *

Ce sont sans doute là des prévisions à longue échéance, mais la découverte de mines importantes, par exemple, n'est-elle pas susceptible de rendre presque immédiatement nécessaires de profondes réformes ?

L'exemple du Congo belge est là pour nous démontrer le danger que constitue toute négligence en cette matière. M. Poulaine nous l'a décrit en ces termes : « On compte à Léopoldville environ 35.000 Noirs sédentaires et seulement 5.000 femmes. Cette disproportion inquiétante m'apparaît constituer pour l'avenir de la capitale un danger sérieux. Certes, la plus grande sollicitude est acquise à ces déracinés, dotés d'écoles religieuses, de dispensaires, d'hôpitaux, souvent nourris par leurs employeurs, toujours payés selon l'indice de cherté de vie, distraits par des jeux dominicaux, mais il n'empêche que soit installé maintenant, aux portes de la cité blanche, un prolétariat indigène dont la turbulence ne trouvera pas, si on ne s'en préoccupe, ses régulateurs indispensables : la famille et la propriété. »

*
* *

V. — CONCLUSION.

Faire vite et grand, sans improviser ni risquer ; cela est vrai surtout dans le domaine colonial. Ici le cœur domine la matière et l'intelligence elle-même. La politique indigène — et ce sera notre conclusion — ne doit pas oublier que son but principal est l'*homme*. On ne fait jamais de grandes choses, dans le temps, ou dans l'espace, sans avoir pour objectif principal l'*humanité* dans le double sens du mot. Avec M. G. Hardy, il faut regretter que la politique coloniale de la France « demeure, malgré ses prétentions, attachée au passé ». Elle reste confinée à des préoccupations économiques souvent fort étroites et n'est pas entrée résolument dans *la voie sociale, qui est la seule concevable aujourd'hui*, et qui est par-dessus le marché la seule pratique au point de vue économique ; elle accorde à l'indigène, en tant qu'être humain, une attention intermittente et comme complaisante ; elle ne lui attribue de valeur que dans la mesure où il concourt immédiatement à la prospérité de la métropole : elle continue à mettre la charrue avant les bœufs !

Avec l'éminent directeur de l'École Coloniale, il faut souhaiter « *une grande politique nourrie d'humanité*, une politique qui placerait au premier rang de ses préoccupations l'amélioration de la vie indi-

gène dans tous ses domaines et qui, au besoin, obligerait la métropole à tirer de l'ornière par ses propres ressources les colonies trop pauvres..., une politique sincère, active, affective et persévérante ».

Une tendance semble bien, en effet, se dessiner dans ce sens ; mais ce n'est encore qu'une tendance. On voudrait que dans tous les milieux coloniaux l'on soit persuadé que la colonisation n'est plus seulement une affaire, mais aussi un grand devoir social.

M. Brevié, Gouverneur général de l'A. O. F., l'a bien compris : « Prenons garde que le caractère utilitaire des buts vers lesquels vont tendre désormais nos efforts ne nous fasse perdre le sens de la nécessaire solidarité qui doit les lier *aux principes moraux, desquels procède notre action. Ce serait une faute et une faiblesse.* Il faut apporter à nos indigènes non des machines, mais des âmes... mais notre âme française, d'instinct, partout où elle a des intérêts à défendre, sait aussi se donner une mission morale à remplir. »

Il ne faut pas voir là une vaine phraséologie : ces paroles sont le reflet de ce que pense tout véritable colonial français et, ma foi, un tel idéal vaut bien quelques réformes administratives.

DEUXIÈME PARTIE

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LE TRAVAIL FORCÉ

« Comme beaucoup de ceux qui vivent pour un idéal, il s'est peu à peu laissé aveugler par sa foi, et, pour vouloir faire triompher sa cause, il l'a mal servie.

» A force de chercher le mieux, il néglige le bien pour ne voir que le mal. »

Mr. LE NEVEU.

INTERNATIONALISATION DE LA QUESTION DU TRAVAIL OBLIGATOIRE.

Nous avons essayé de mettre en lumière, dans la première partie de cette étude, les rapports de la question du recours au travail obligatoire avec l'action économique comme avec la politique indigène poursuivie outre-mer par les Puissances colonisatrices. Nous nous attacherons maintenant au second aspect de ce problème : le caractère international qu'il revêt et comment, se rattachant à l'œuvre de la *Société des Nations*, il rentre dans le champ d'activité du *Bureau International du Travail*.

*
* *

M. Albert Lebrun, au début de son rapport au Sénat, sur le budget des Colonies de 1930, a écrit une sorte de préface sur la « France coloniale devant le monde ». L'ancien ministre des Colonies y soulevait un problème auquel il souhaitait la plus grande publicité, à juste titre, d'ailleurs, car la politique du silence n'a jamais été la meilleure et nous sommes à

une époque où les souverainetés nationales, elles-mêmes, dépendent, dans une large mesure, de l'opinion universelle.

Comme l'écrit M. Albert Lebrun, « partout où une question est posée, n'hésitons pas à donner la réplique et puisque aussi bien nous avons le sentiment que les principes qu'inspire notre action coloniale sont parfaitement sains, proclamons-les, défendons-les avec l'assurance et la sérénité que donne une longue pratique ».

La question posée devant l'opinion mondiale, dont parle M. Lebrun est celle de la gestion de nos colonies et de notre gouvernement des populations indigènes.

Tous les problèmes sont en train de passer du plan continental sur le plan intercontinental : le développement de la vie internationale, écrit M. Lebrun, fait que le monde a tendance à juger les Puissances coloniales ; il semble qu'elles soient « comptables devant lui de la mise en valeur des régions où flotte leur drapeau, et qu'il leur faille tendre tout leur effort suivant un certain rythme hors lequel on les pourrait accuser de ne pas faire tout leur devoir. »

Qu'on s'en afflige ou qu'on s'en félicite, qu'on le blâme ou qu'on l'approuve, la Société des Nations entend exercer, au nom de la communauté des peuples, un droit de regard non pas seulement nominal, mais pleinement effectif, sur l'œuvre colonisatrice des Puissances mandataires : on perçoit chez elle comme une ferveur de conscience interna-

tionale, d'idéal humanitaire, qu'aiguillonne, et peut-être pas toujours sans danger de dépassement, le recrutement très internationalisé de ses membres.

Notons que ce contrôle international serait inadmissible s'il devait être celui de « Nations » ignorantes ou non des choses coloniales. *L'internationalisation de la question du travail obligatoire doit avoir nécessairement un caractère colonial.*

Mais, et nul ne saurait le nier, il existe dès maintenant un *esprit international* qui n'est pas seulement formé de la juxtaposition de l'esprit des « Nations » représentées.

Sans doute les déclarations faites à la session de juin 1929 du Bureau International du Travail ayant surtout donné lieu à des attaques extrêmement violentes des méthodes colonisatrices, il n'est pas étonnant que l'intervention de cet organisme international ait été très mal accueillie par l'opinion publique des divers pays colonisateurs.

Mais, de toute évidence, ses préoccupations reflètent l'état actuel de l'opinion publique internationale que l'on ne peut négliger. C'est ce qu'a déclaré M. Jouhaux, délégué français à Genève, en ces termes :

« On a considéré qu'il suffisait, comme toujours, de proclamer de bonnes idées, d'affirmer de grands principes, pour que l'opinion publique soit satisfaite, se désintéresse de ces grands problèmes et que l'exploitation de ces pays lointains puisse continuer comme elle existe aujourd'hui.

» Il se peut que la Conférence Internationale du Travail n'accepte pas notre proposition telle que nous l'avons rédigée, et qu'elle rejette l'institution d'une Commission d'experts pour suivre l'application des garanties apportées par la Convention Internationale du Travail et pour évoquer tous les autres problèmes du travail indigène.

» *Mais vous n'aurez pas échappé au contrôle de l'opinion internationale.* Derrière ces problèmes, si vous ne savez pas apporter les apaisements nécessaires, si vous ne savez pas instituer des organes internationaux impartiaux, il y aura les opinions publiques de chaque pays, guidées par tels ou tels intérêts, qui donneront une publicité maladive à toutes ces questions et qui créeront entre les nations une atmosphère trouble et dangereuse. Voilà à quoi vous aurez abouti, si vous ne comprenez pas qu'aujourd'hui, placés en face de vos responsabilités, affirmant un principe d'humanité, vous devez entrer enfin dans la voie du contrôle international. »

Il faut donc prendre comme un *fait* le contrôle international en matière de travail obligatoire.

*
* *

Ce contrôle s'est d'abord manifesté timidement, et de façon indirecte, de 1920 à 1929.

Il a ensuite fait, dans une seconde période, l'objet essentiel des préoccupations du Bureau International du Travail, en 1929 et en 1930, années où a été

élaborée, après des discussions longues et passionnées, une Convention Internationale que la France n'a pu ratifier.

Le vote de ce texte a cependant eu chez nous une répercussion immédiate, puisque ses principales dispositions ont été reprises dans un décret du 30 août 1930, portant réglementation du travail obligatoire aux colonies, pour des fins d'intérêt public.

CHAPITRE PREMIER

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LE TRAVAIL OBLIGATOIRE DE 1919 A 1929.

I. — *Les premières manifestations de l'activité internationale.*

Le Livre Gris.

L'Organisation Internationale du Travail traitait, dans une Conférence, en mai 1929, la question du travail obligatoire, donc question de caractère presque exclusivement colonial ; chose paradoxale, et, en même temps des plus normales, puisque les traités de paix créant cette Organisation stipulaient expressément que les États membres avaient l'obligation d'appliquer à leurs colonies, possessions et protectorats, les conventions du travail. Sans doute ces pays y font assez piètre figure : on leur appliquera les conventions élaborées pour la métropole, au besoin (comme il est dit à l'article 421 du

Traité de Versailles) avec les modifications que comportent les conditions locales, et sauf exception, dans les cas où ces conditions excluent absolument l'application. Nulle trace que les auteurs des traités aient jamais pensé à des conventions purement coloniales ; en matière de législation internationale du travail, la métropole est toujours primaire, la colonie toujours secondaire, toujours l'annexe de la mère-patrie. Conception surannée qu'un abîme sépare des idées modernes qui reconnaissent aux colonies, sinon le droit à l'autonomie, du moins à la *personnalité* législative. Mais cette façon toute actuelle d'envisager les colonies devait inspirer une certaine méfiance aux spécialistes des choses coloniales. Si, en droit, la Conférence du Travail était évidemment compétente pour s'occuper du travail aux colonies et si l'article 421 du Traité de Versailles garantissait aux États une certaine liberté d'action, d'un autre côté, la conception toute européenne de l'Organisation ne semblait augurer rien de bon des décisions à prendre par son Assemblée, composée des délégués de cinquante-cinq États dont une dizaine seulement possédaient des colonies.

Mais comment, en fait, la question du travail obligatoire arriva-t-elle à être discutée en Conférence Plénière de l'Organisation Internationale du Travail ?

*
* *

La question du travail obligatoire paraît être entrée pour la première fois dans le domaine international lors de l'adoption, par la Conférence de la Paix, du Pacte de la Société des Nations. Celui-ci prévoit l'administration des territoires extra-européens détachés des anciens empires allemand et ottoman par le système des Mandats, mais ne fait aucune allusion directe à cette question. L'article 23 stipule seulement que les États membres de la Société des Nations « s'engagent à assurer le traitement équitable des populations indigènes dans les territoires soumis à leur administration ».

Mais, lors de la rédaction des termes mêmes des Mandats, l'on inséra dans ceux des types « B » et « C » un article sur le « travail forcé ».

Pour les Mandats « B », la Puissance mandataire devait « interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux ou services publics essentiels et sous condition d'une équitable rémunération » ; elle devait en outre « protéger les indigènes contre la fraude et la contrainte par une surveillance attentive des contrats du travail et du recrutement des travailleurs ». Pour les Mandats du type « C », la Puissance mandataire devait veiller « à ce que le travail obligatoire ne soit autorisé que dans les cas de travaux publics essentiels et dans les services publics ».

et sous condition qu'une rémunération équitable soit allouée. »

La Conférence Internationale a adopté surtout, jusqu'en 1926, des conventions portant sur le régime du travail existant dans les pays les plus évolués, à l'exclusion des territoires où l'activité industrielle revêt encore des formes primitives, aux conditions desquelles l'expérience a montré qu'elles étaient peu adaptées ; dans ces derniers territoires, le régime du travail soulève par contre toute une catégorie d'autres problèmes, beaucoup plus urgents, qui ne se posent plus depuis longtemps chez les Nations occidentales ; ces problèmes concernent la suppression de l'esclavage, le travail obligatoire, les contrats à long terme, et, d'une façon générale, la transition d'une organisation et d'une mentalité serviles, au travail salarié et à la production indépendante.

Ces considérations n'avaient pas échappé à la Commission temporaire de l'Esclavage instituée par la Société des Nations. Lorsque cette Commission eut à traiter la partie de son programme concernant le travail obligatoire, elle se borna à émettre deux suggestions : d'abord, qu'une Convention internationale sur l'esclavage était désirable, ensuite, qu'une des clauses à insérer dans cette Convention devait porter sur « l'interdiction de tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux et services publics essentiels et sous condition d'une équitable rémunération. »

La Commission temporaire soumit à la Sixième

Commission de l'Assemblée de la Société des Nations de 1925 un projet de Convention comportant une clause d'après laquelle les « parties contractantes devaient prendre les mesures utiles pour éviter que le travail forcé ou obligatoire ne crée une situation analogue à l'esclavage ».

L'adoption de ce principe donna lieu à une discussion serrée sur le point spécial de la « rémunération équitable » du travail. Le texte définitif de la Convention sur l'esclavage qui fut voté par l'Assemblée de la Société des Nations de 1927 comporte l'article 5 suivant : « Les hautes parties contractantes reconnaissent que le recours au travail forcé ou obligatoire peut avoir de graves conséquences, et s'engagent, chacune en ce qui concerne les territoires soumis à sa souveraineté, à sa juridiction, à sa protection, à prendre des mesures utiles pour éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène des conditions analogues à l'esclavage. »

Il est entendu :

1^o Que sous réserve des dispositions transitoires énoncées au § 2 ci-dessous, le travail « forcé ou obligatoire » ne peut être exigé que pour des fins publiques ;

2^o Que dans les territoires où le travail « forcé ou obligatoire » pour d'autres fins que des fins publiques existe encore, les hautes parties contractantes s'efforceront d'y mettre progressivement fin aussi rapidement que possible et que, tant que ce travail « forcé ou obligatoire » existera, il ne sera

employé qu'à titre exceptionnel contre une rémunération adéquate et à la condition qu'un changement du lieu habituel de résidence ne soit pas imposé ;

3^o Et que, dans tous les cas, les autorités centrales compétentes du territoire intéressé assumeront la responsabilité du recours au travail « forcé ou obligatoire ».

Au sujet de cette Convention, le vicomte Cecil, représentant de l'Angleterre, fit à l'Assemblée une déclaration qui éclaire nettement les buts poursuivis : « En rédigeant l'article 5, la Commission s'est trouvée en présence du problème *peut-être le plus difficile de tous ceux qui lui ont été posés*. Après de mûres délibérations, elle s'est arrêtée finalement au texte actuel, qui représente un effort très net *en vue de résoudre la question du travail forcé par voie d'un accord général international*. »

Mais l'examen de la possibilité d'un tel accord allait-il être réservé à la Société des Nations, ou, comme le demanda le docteur Nansen, au nom de la Délégation norvégienne, au B. I. T., cet organisme s'occupant des questions de travail indigène depuis 1921 ?

L'Assemblée de la Société des Nations votait en 1926 la résolution suivante :

« Prenant acte des travaux entrepris par le Bureau International du Travail, en accord avec la mission qui lui a été confiée dans le cadre de sa constitution ;

» Considérant que ces études comprennent actuellement les problèmes du travail forcé ;

» Prie le Conseil d'informer le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail du vote de la Convention relative à l'esclavage, et d'attirer son attention sur l'importance que présentent les travaux entrepris par le Bureau en vue d'éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène une situation analogue à l'esclavage. »

Le Conseil de la Société des Nations, sur la demande de M. Austen Chamberlain, priait alors (1926) le Bureau International du Travail de prendre en main le problème. Les raisons ne manquaient pas pour expliquer les préoccupations de l'Assemblée et du Conseil à cet égard : les travaux de la Commission temporaire de l'Esclavage avaient, en effet, démontré clairement que la suppression de l'esclavage et de la traite ne devait pas nécessairement mettre fin à toutes les situations de travail présentant un caractère servile.

En adoptant les résolutions que nous venons de mentionner, l'Assemblée et le Conseil, sachant que le Bureau International du Travail avait déjà entrepris des travaux dans ce domaine, désiraient marquer l'importance de ces études et indiquer qu'à leur avis des rapports étroits existaient entre les conséquences possibles du travail obligatoire et la catégorie d'abus que la Convention sur l'esclavage s'était proposé de combattre.

Le Bureau International du Travail, se rendant compte de la nature complexe et délicate des problèmes posés par le travail indigène, demanda au

Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires pour instituer une Commission d'experts, dont les membres posséderaient une connaissance directe des conditions du travail dans les territoires coloniaux.

La Commission d'Experts et le Livre Gris.

Cette Commission fut constituée en mai 1926 et le Bureau la consulta d'abord par correspondance sur une question primordiale de méthode : quels aspects précis du travail indigène se prêtaient le mieux à une action internationale ? L'opinion des experts fut que les questions du travail obligatoire et du travail par contrat pouvaient certainement faire, à une date relativement rapprochée, l'objet d'une telle action.

Le Bureau prépara donc sur la question du travail obligatoire une étude exposant la législation et la pratique relatives au travail obligatoire dans les territoires où celui-ci se rencontre, les décisions internationales déjà intervenues en la matière, les opinions exprimées sur la valeur et les effets de cette forme de travail et sur la nécessité de le réglementer, enfin, les principes qui régissent déjà ou paraissent devoir régir l'emploi du travail obligatoire.

Cette étude fut communiquée aux membres de la Commission et discutée par eux au cours d'une première session tenue en juillet 1927.

A la suite des observations des experts, le Bureau établit un second projet examiné au cours d'une

seconde session de la Commission. Approuvée avec quelques modifications, cette étude fut transmise au Conseil d'Administration du Bureau International du Travail qui, en 1927, décida d'inscrire la question du travail obligatoire à l'ordre du jour de la session de 1929 de la Conférence en vue d'une première discussion, donnant ainsi satisfaction à un vœu formulé par les experts.

Conformément au règlement de la Conférence, le Bureau a préparé, sur la base de l'étude approuvée par les experts, un Rapport préliminaire, exposant la législation et la pratique en matière de travail forcé dans les différents pays, et suivi d'un avant-projet de questionnaire : c'est ce Rapport qui est appelé *Livre Gris* (1).

La première difficulté à laquelle se heurta le Bureau International du Travail en abordant le problème du travail obligatoire, provenait de la diversité des conceptions et des définitions du terme « travail forcé », admises par les différentes Puissances coloniales.

C'est pour l'acception la plus large et la plus vague qu'il se prononça et il décida d'examiner tous les modes d'emploi des indigènes quels qu'ils soient, qui comportent une forme quelconque de contrainte.

Il observa d'abord que les diverses législations

(1) *Bureau International du Travail* : Rapport et projet de questionnaire (Conférence Internationale du Travail, XII^e Session, 3^e question de l'ordre du jour), Genève, 1929, 363 pp.

relatives au travail obligatoire s'appliquent à trois catégories principales de travaux : en premier lieu, ceux pour fins publiques présentant un caractère *général*, c'est-à-dire exécutés dans l'intérêt du territoire ou du pays considéré comme un tout ; en second lieu, les travaux pour fins publiques présentant un caractère *local*, c'est-à-dire ceux dont bénéficie la communauté locale (village, groupe de villages, tribu, etc.) ; enfin les travaux exécutés dans l'intérêt d'employeurs *privés*.

Le Rapport du Bureau a adopté cette classification dans son analyse des textes régissant le travail obligatoire. Il étudie successivement la situation touchant le travail dans les Empires coloniaux belge, britannique, français, italien, néerlandais et portugais.

À la suite de cette comparaison des divers systèmes législatifs, le Rapport gris en met en lumière les caractères communs qui pourraient se prêter dès maintenant, à son avis, à une réglementation internationale.

Principes fondamentaux d'une réglementation du travail obligatoire.

Si l'on compare les principes admis en matière de travail obligatoire par les législations nationales avec les termes des accords internationaux intervenus jusqu'en 1929, l'on est frappé du petit nombre de prescriptions très sommairement formulées de

ces accords : le texte des Mandats et la Convention sur l'Esclavage.

La Commission temporaire de l'Esclavage était d'avis d'introduire une clause rédigée en termes analogues à ceux de la formule employée dans les Mandats « B » et « C » (1), dans toute Convention sur l'Esclavage que l'Assemblée pourrait décider d'adopter : ce qui serait revenu à étendre à tous les territoires coloniaux le régime des Mandats.

Mais la Sixième Commission de l'Assemblée et l'Assemblée elle-même, jugeant plus sage « d'accomplir un petit progrès avec certitude que de tenter une trop grande œuvre avec trop de risques », préférèrent s'en tenir au système suivant : possibilité d'exiger le travail obligatoire pour des fins publiques et dispositions transitoires régissant le travail obligatoire pour les particuliers. La prescription d'une rémunération de tout travail obligatoire pour des fins publiques n'était inscrite que dans une des résolutions annexées à la Convention et non dans la Convention elle-même.

Le Rapport est donc amené à constater que, dans leur état actuel (1929), presque toutes les législations coloniales avaient déjà, soit dépassé, soit précisé les principes généraux acceptés dans le domaine international ; elles les avaient dépassés notamment pour la question du travail obligatoire au profit

(1) « La Puissance mandataire devra... 3°) interdire tout travail forcé ou obligatoire, sauf pour les travaux ou services publics essentiels et sous condition d'une équitable rémunération ».

de particuliers, puisque cette forme de travail se trouvait formellement interdite par presque toutes les législations nationales ; la seule contrainte légale directe qui paraissait subsister dans ce domaine ne se rencontrait qu'aux Indes Néerlandaises où elle constituait une survivance d'une institution féodale et où, d'ailleurs, elle était en voie de disparition.

Mais c'est surtout la *réglementation détaillée* des formes autorisées du travail obligatoire que contenaient les législations nationales, qui constituait un progrès considérable par rapport aux minima internationaux alors acceptés.

Il semblait donc que l'heure était favorable pour tenter d'établir des accords internationaux afin, d'une part, d'universaliser les nouveaux progrès intervenus, notamment en matière de travail obligatoire au service des particuliers ; d'autre part, de confirmer et d'unifier dans un sens humain la réglementation des autres formes de travail obligatoire.

Tâche que rendait facile, semblait-il, les points de contact, singulièrement nombreux malgré la diversité des territoires coloniaux auxquels ils s'appliquent, entre les différentes législations nationales.

Nous avons indiqué qu'un accord international relatif au travail obligatoire au service des particuliers paraissait tout d'abord devoir être aisément conclu. De même, en ce qui concernait le travail obligatoire pour des fins publiques d'intérêt général, certains grands principes paraissaient généralement admis par les Puissances coloniales : autorisation

du travail obligatoire pour les cas exceptionnels laissés en dehors du plan général de réglementation ; efforts pour supprimer le portage dans tous les cas où cette suppression est possible, et, en attendant, réglementation stricte du portage obligatoire ; admission des cultures obligatoires seulement dans certaines conditions et toujours au profit des indigènes.

Sans doute, un accord précis sur les grands travaux d'utilité publique serait beaucoup plus difficile à établir en raison des stades d'avancement très différents où se trouve l'équipement des divers territoires coloniaux.

On notait cependant la tendance marquée des Gouvernements, conscients des abus auxquels pouvait se prêter cette forme de travail obligatoire, à la réglementer strictement en ce qui concerne notamment la durée limite de réquisition pour chaque individu.

La plus sérieuse difficulté empêchant la conclusion d'une Convention Internationale relative au travail obligatoire pour fins publiques d'intérêt local était la divergence des conceptions nationales sur la question de la rétribution de cette catégorie de travaux. Certaines législations, en effet, distinguant le travail imposé par l'Administration indigène et le travail imposé directement par les fonctionnaires, n'admettent le principe de la rémunération que pour la seconde catégorie de travail.

D'autres Gouvernements estiment, au contraire, que le travail imposé aux indigènes par l'Adminis-

tration coloniale étant en réalité un impôt ne saurait constituer un travail obligatoire, et échappe par conséquent à la nécessité de la rémunération.

La Commission Permanente des Mandats a discuté cette question qu'on avait soulevée à propos du Cameroun et du Togo français. Elle a été jusqu'à admettre que les prestations, telles qu'elles étaient établies dans les colonies françaises ou néerlandaises, constituaient en réalité un travail obligatoire non rémunéré.

Le Bureau International du Travail ne songeait d'ailleurs pas à se borner à poser les bases générales d'un accord entre les Puissances coloniales ; il estimait de son devoir de suggérer une réglementation de détail des diverses formes de travail obligatoire, telle qu'elle était déjà formulée plus ou moins complètement dans les diverses législations coloniales.

C'est ainsi qu'il a été amené à esquisser, avec l'aide de la Commission des experts, une sorte de « Code du Travail Forcé » qui constitue le chapitre VII du Rapport Gris.

Le chapitre VII du Livre Gris.

Ce Rapport indique tout d'abord les trois buts que doit chercher à atteindre toute réglementation du travail obligatoire : débarrasser ce genre de travail des conditions qui peuvent encore le « rendre analogue à l'esclavage » ; éviter les maux qui l'accompagnent ; enfin, préparer sa disparition.

Puis, avant d'aborder l'examen des principes fondamentaux d'une réglementation du travail obligatoire, le Rapport formule la pensée directrice qui doit en être l'âme :

« La politique générale d'une Administration devrait avant tout tenir compte, pour régler le développement économique d'un territoire dont elle a la charge, des disponibilités en main-d'œuvre et des aptitudes au travail des populations de ce territoire, comme aussi des effets néfastes qu'une modification trop brusque dans leurs habitudes de travail peut avoir sur leur état social. »

I. Le Rapport formule alors certains critères d'ordre général auxquels devrait être subordonné tout recours au travail obligatoire quel qu'il soit.

Le premier de ces critères se trouve déjà formulé dans le texte des Mandats : c'est le caractère *essentiel* des travaux et services à imposer. Le second, qui introduit le facteur temps, est le critère de l'*urgence*. Une troisième condition générale dont il convient de tenir compte est l'*impossibilité de se procurer de la main-d'œuvre volontaire*.

Ces trois premiers critères doivent être additionnés pour établir la *nécessité* du travail. Un quatrième critère peut enfin être formulé dans les termes suivants : « Tout travail ou service demandant du travail forcé ne devrait être entrepris que lorsque l'Administration aura examiné attentivement s'il *n'en résultera pas un fardeau trop lourd pour la génération*

présente en ce qui concerne la main-d'œuvre disponible et son aptitude à entreprendre le travail en question (1) ».

Ces quatre critères sont donnés comme représentant les garanties d'ordre général applicables à toute levée de main-d'œuvre contrainte ; aussitôt se posa la question de savoir *quelle autorité* décidera si les conditions ainsi posées se trouvent réunies et si la levée peut donc être permise.

A cette question le dernier paragraphe de l'article 5 de la Convention sur l'Esclavage donnait déjà une réponse : « Dans tous les cas, les autorités *centrales* compétentes des territoires intéressés assumeront la responsabilité du recours au travail forcé ou obligatoire. » Le Rapport propose de s'en tenir à cette stipulation dont le but avait été, lui semble-t-il, la suppression de maux qui avaient fréquemment accompagné les abus de pouvoir de la part des autorités inférieures ou même des particuliers.

II. Le Rapport aborde ensuite l'examen des trois grandes catégories de travail obligatoire et propose en premier lieu une réglementation du *travail obligatoire pour fins publiques d'intérêt général*. Les cas de *force majeure* (incendies, inondations, épidémies violentes, famines, etc.), semblent pouvoir être

(1) Ce critère a été établi à la suite de longues discussions à propos de la grave question de la dégénérescence des races noires, fait considéré à Genève comme susceptible de retarder ou même d'empêcher la construction d'un chemin de fer *nécessaire* cependant au développement rapide d'une colonie.

exceptés d'un plan général de garanties et de réglementation des conditions du travail forcé ; il convient toutefois d'établir une définition limitative de ces cas, et le Rapport propose de considérer comme cas de force majeure « tous les sinistres... mettant en danger les conditions normales d'existence de l'ensemble ou d'une partie de la population, ainsi que le cas de guerre ».

C'est lorsqu'il s'agit du travail obligatoire pour l'exécution de travaux publics importants (construction et parfois entretien de chemins de fer, de routes importantes, de quais, travaux de drainage et d'irrigation) que les maux qui accompagnent le travail obligatoire se révèlent en général comme étant les plus graves. La réglementation doit donc être, ici, extrêmement stricte et l'on peut résumer ainsi les diverses considérations dont elle doit s'inspirer :

— On ne devrait pouvoir réquisitionner ni les femmes, ni les enfants, ni les vieillards reconnus médicalement inaptes ;

— Les travailleurs adultes et mâles, recrutés pour de grands travaux de construction, devraient au préalable être reconnus médicalement aptes à subir ce travail et les fatigues que l'exécution de celui-ci peut comporter, et, en outre, être déclarés exempts de toute maladie contagieuse ;

— On ne devrait prélever sur une certaine collectivité donnée qu'une certaine proportion d'indigènes de la population totale mâle et permanente, proportion à déterminer par l'Administration après une

étude complète et approfondie de toutes les circonstances à envisager.

En ce qui concerne la *protection sanitaire et médicale des travailleurs*, elle devra, pour être efficace et complète, comporter un examen médical de chaque travailleur, examen renouvelé à des intervalles déterminés ; prévoir des dispensaires et hôpitaux nécessaires ainsi qu'un personnel médical suffisant, et obliger l'Administration locale à prendre des précautions suffisantes en ce qui concerne l'hygiène des chantiers, l'approvisionnement d'eau, la nourriture convenant aux besoins et aux habitudes des travailleurs, le logement et l'habillement.

De nouvelles précautions sont à prévoir lorsque les travailleurs devront être transportés dans des régions où les conditions de climat et de nourriture sont notablement différentes de celles auxquelles ils sont habitués ; l'on devra alors assurer le changement progressif du régime alimentaire et prendre toutes les mesures possibles pour adoucir les effets sur leur santé du changement de climat. En outre, si les travailleurs doivent effectuer des travaux auxquels ils ne sont pas habitués, des mesures d'adaptation devraient être prises, notamment en ce qui concerne les heures de travail et les améliorations ou accroissements de la ration alimentaire qui peuvent se trouver nécessaires.

Le Rapport suggère ensuite une réglementation des conditions de travail proprement dites, des indigènes réquisitionnés pour les grands travaux publics.

Le point le plus important de cette réglementation concerne la durée de la réquisition. Celle-ci est très variable suivant les législations : la période maximum de réquisition est de douze à quinze jours dans certains territoires coloniaux, elle est de six à neuf mois dans d'autres, ailleurs, enfin, elle est illimitée.

Le Rapport propose que la durée de la réquisition ne dépasse pas normalement soixante jours par an, période qui pourrait être portée à un maximum de six mois dans les cas où les travailleurs seraient amenés à des distances considérables.

Puis vient cette suggestion qui a fait sourire certains coloniaux : fixer la journée normale de travail, exclusion faite des interruptions pour les repas et pour le repos, à huit heures, et la semaine de travail à quarante-huit heures.

Le travail à la tâche, continue le Rapport, devrait être encouragé, ayant donné souvent d'heureux résultats.

Quant à la question de la *rétribution des travailleurs réquisitionnés*, elle a été réglée de façon formelle par le texte des Mandats et par une Résolution de l'Assemblée de la Société des Nations : cette catégorie de travail devrait toujours être payée au taux qui est en vigueur dans la région où ils sont employés pour le même genre de travail. Aucune déduction ne devrait être faite du salaire, pour la nourriture spéciale, les vêtements et le logement fournis au travailleur pour le maintenir en état de continuer son travail ; d'autre part, les heures de travail effectuées

en sus de la journée ou de la semaine normale devraient être rémunérées à des taux supérieurs aux taux normaux.

Une question importante est posée par la *réparation des accidents et des maladies professionnelles* ; il est aisé d'imaginer le nombre de difficultés morales et techniques auxquelles se heurte l'application parmi les populations indigènes de ce principe que l'on pourrait ainsi formuler : « L'Administration qui emploie des travailleurs devrait se considérer comme responsable de leur subsistance lorsqu'un accident ou une maladie dus aux conditions de leur emploi les rend totalement ou en partie incapables de subvenir eux-mêmes à leurs besoins. »

Enfin, une réglementation vraiment complète du travail obligatoire pour les travaux publics importants devrait se préoccuper de la période de l'année agricole pendant laquelle la main-d'œuvre peut être réquisitionnée (période qui devrait être choisie autant que possible en dehors de l'époque où les hommes doivent cultiver leurs propres champs et leurs plantations) ; du retour des travailleurs à leur foyer (qui devrait s'effectuer aux frais de l'Administration) ; enfin du contrôle de l'entière application des règlements de protection par un système quelconque d'inspection.

Une *réglementation du portage* devrait avoir pour principe essentiel de réduire au minimum cette sorte de travail obligatoire qui est considéré avec une singulière défaveur par les indigènes qui y sont assu-

jettis. Elle devrait en outre comporter une série de dispositions de protection analogues à celles qui viennent d'être énumérées à propos de l'exécution des grands travaux publics et que l'on peut résumer ainsi :

— On ne devrait assujettir au portage obligatoire, ni les femmes, ni les enfants, ni les vieillards, ni les indigènes inaptes ;

— Toutes précautions d'hygiène doivent être prises ;

— Les porteurs devraient être rémunérés aux taux pratiqués pour les porteurs volontaires dans la région où ils sont employés ;

— L'Administration devrait réparer des accidents du travail ou des maladies provoquées par le portage ;

Les Administrations devraient :

— Limiter dans le temps et dans l'espace le trajet quotidien à effectuer ;

— Adopter une réglementation concernant le fardeau maximum à imposer aux travailleurs réquisitionnés ;

— Fixer le maximum de jours par mois pendant lesquels un travailleur peut être contraint de servir comme porteur ou payeur, ainsi que la distance maximum à parcourir ;

— Préciser enfin les catégories de personnes autorisées à réquisitionner des porteurs.

La *question des cultures obligatoires* pourrait être réglementée en appliquant les quelques prin-

cipes suivants : les produits alimentaires ainsi récoltés ou obtenus devraient rester la propriété du producteur ou bien, lorsque la production est faite selon le système collectif, devraient rester à la communauté.

La culture obligatoire de produits destinés à la vente devrait être interdite ; et enfin, suivant les suggestions mêmes de l'Assemblée, la seule forme de travail obligatoire qui pourrait être autorisée par l'Administration en matière de culture est celle qui a pour but de prévenir la famine ou une disette de produits alimentaires.

III. La seconde grande catégorie de travail obligatoire comprend les *travaux qui peuvent être exigés pour des fins publiques d'intérêt local*. Cette forme de travail obligatoire ne comporte pas habituellement une absence prolongée du travailleur loin de son domicile : elle pèse donc, en général, moins lourdement sur les indigènes. Elle peut cependant donner lieu, dans certains cas, à de graves abus ; aussi faut-il la réglementer.

Les travaux qui, dans la pratique, sont exécutés par contrainte peuvent se grouper suivant qu'ils s'appliquent :

1^o A l'hygiène locale ;

2^e Aux voies de communication ;

3^o A des travaux divers d'utilité publique.

Les travaux d'hygiène et de petit entretien des voies et abords immédiats du village sont des obli-

gations normales des habitants du village, et ne sauraient en conséquence être soumis à la réglementation du travail obligatoire ; toutefois, il ne doit pas pouvoir être imposé, sans une autorisation *spéciale* des autorités centrales.

La question de la construction et de l'entretien des voies de communication est plus difficile à régler, et la pratique présente à cet égard de notables divergences. En tenant compte de la tendance générale manifestée par les législations, il semble que le travail obligatoire pour fins locales ne devrait pas s'appliquer à d'autres travaux que ceux qui sont nécessaires à l'entretien et au nettoyage des routes d'intérêt local, à l'exception des routes importantes ou des routes empierrées. On pourrait ajouter à ces travaux ceux qui sont exigés pour la construction et l'entretien des bâtiments publics pour des fins administratives d'intérêt local, y compris les gîtes d'étape, ou pour le déplacement des fonctionnaires en mission et du matériel de l'Administration à transporter.

Les catégories de travaux exigibles de ce chef étant déterminées, une réglementation devrait intervenir, comportant des stipulations analogues à celles énumérées pour l'exécution de travaux publics importants, en particulier celles qui ont trait à l'emploi exclusif des individus valides du sexe masculin ; à la fixation par les autorités locales du nombre maximum de journées de travail exigibles par année ; aux heures et à la durée de travail ; aux salaires ; à la responsabilité de l'Administration en cas d'accident

ou de maladie des travailleurs non volontaires ; à la période pendant laquelle la réquisition serait autorisée ; enfin, aux dispositions relatives à l'inspection.

IV. En ce qui concerne la dernière catégorie de travail obligatoire, le travail au service des particuliers, presque toutes les législations s'accordent à l'interdire.

Le Rapport prend donc ici nettement position et son attitude peut se résumer dans le principe suivant : « Aucune administration ou aucune autorité ne devrait, par voie de législation ou autrement, autoriser le travail forcé au profit de particuliers et de compagnies ou personnes morales autres que la collectivité dans son ensemble ; là où ce travail forcé existe, tous efforts devraient être faits pour y mettre fin aussitôt que possible. »

De ce principe en découle directement un second, qui concerne l'attitude de l'Administration vis-à-vis du recrutement des travailleurs au profit des particuliers ainsi que sur les mesures qui peuvent être prises pour encourager ce recrutement. Les Puissances coloniales semblent s'accorder sur ce point que l'Administration ne devrait pas permettre à ses fonctionnaires d'exercer une contrainte sur les populations dont ils ont la charge en vue de les faire travailler pour des particuliers. L'application de ce principe n'empêcherait pas les fonctionnaires d'accomplir leur devoir d'*encourager* les populations indigènes à s'adonner à *une forme quelconque de travail*.

Il est plus délicat de proposer une réglementation pour les diverses formes de contrainte indirecte bien que légale par lesquelles l'Administration de certains territoires coloniaux s'est efforcée de parer à l'abolition de la contrainte légale directe. Cependant, en présence des graves abus auxquels ces formes indirectes sont susceptibles de se prêter, et devant les très grandes difficultés que rencontrerait en la matière toute tentative d'accord international, le Rapport suggère que certains principes devraient être énoncés et communiqués aux Puissances coloniales sous la forme d'une recommandation pour désapprouver le recours à ces moyens et notamment aux suivants : employer l'impôt comme moyen d'obliger les indigènes à chercher du travail ; réduire les moyens dont disposent les travailleurs pour pourvoir en toute indépendance à leurs besoins par des restrictions injustifiées apportées à la possession, à l'occupation ou à l'usage de la terre ; édicter des règlements sur les « permis de circulation » qui auraient pour effet de placer l'individu qui n'est pas employé au service d'une autre personne ou de l'État dans une position désavantageuse par rapport à ceux qui sont employés de cette manière ; étendre d'une façon abusive la notion de vagabondage.

L'Administration devrait enfin s'assurer, quand les chefs indigènes conservent des droits traditionnels en matière de travail obligatoire, que ce travail est utilisé pour fins publiques, et que les conditions dans lesquelles il est exécuté sont réglementées de

la même manière que l'est le travail de nature similaire effectué sous la contrainte des autorités administratives.

V. Tels sont les principes qui ont paru au Bureau International du Travail et à la Commission des experts pouvoir servir de base à l'établissement d'un accord international.

Sans doute, beaucoup de ces principes constituent surtout l'expression de buts généraux à poursuivre plutôt que la définition de mesures pratiques susceptibles d'application immédiate : ils ne sauraient donc figurer dans une convention internationale de caractère rigide et formel, qui pourrait être ultérieurement appliquée au sujet du travail obligatoire. Ce Rapport conseille donc seulement leur adoption par la Conférence sous la forme de recommandations.

La réglementation que propose le Bureau est considérée par lui comme une codification de règles déjà appliquées dans de nombreux règlements en vigueur dans des territoires coloniaux. Elle est une étape vers « une réglementation plus complète qui s'attacherait à substituer au principe même de la contrainte le principe plus fécond et plus humain du travail librement consenti ».

*
* *

Au chapitre VII du *Livre Gris* que nous venons d'analyser fait suite un « Projet de Questionnaire »

comprenant trente-cinq questions reposant précisément sur l'argumentation exposée dans ce chapitre.

C'est ce projet de questionnaire qui va maintenant servir de base aux discussions internationales futures, en particulier à celles de la XII^e Session de la Conférence Internationale du Travail qui, du 1^{er} au 15 juin 1929, va élaborer péniblement le questionnaire définitif.

*
* *

II. — *L'action internationale en 1929.*

Pendant l'année 1929 va se développer publiquement, en faveur de l'abolition du travail obligatoire, l'activité internationale qui s'était jusqu'alors manifestée dans d'obscures commissions et par quelques articles de revues.

C'est d'abord la Conférence de juin 1929 et l'élaboration du questionnaire définitif ; c'est ensuite l'envoi du *Livre Rouge* (où avaient été réunis les Rapports présentés à la XII^e Conférence et le questionnaire lui-même) à tous les Gouvernements membres de l'Organisation Internationale du Travail en vue de l'élaboration prévue pour l'année suivante d'un projet de « Convention sur le Travail forcé. »

*
* *

Le questionnaire que le Bureau soumettait à l'examen de la Conférence portait sur les divers aspects d'une réglementation complète du travail obligatoire.

Avant de renvoyer la question à la Commission compétente, la Conférence institua un débat général au cours duquel une importante déclaration fut faite au nom du groupe patronal : à l'unanimité les patrons affirmaient que le travail obligatoire au profit d'entreprises privées et des particuliers devrait être formellement interdit.

La Commission, après l'élection de son Bureau, commença immédiatement ses travaux dont le but était la rédaction définitive d'un questionnaire aussi complet et précis que possible : il devait renfermer tous les cas sur lesquels il paraissait nécessaire de connaître l'avis des États, et procurer à la Conférence Internationale du Travail, lors de la discussion des termes de la Convention, la plus large documentation sur le travail obligatoire, et les modalités très variées de sa suppression ou de sa limitation ou de sa réglementation.

Dès le début de ses travaux, la Commission apporta une modification importante au projet : celui-ci demandait aux Gouvernements s'ils estimaient opportune une convention qui aurait pour objet de *limiter et réglementer* l'emploi du travail obli-

gatoire. Certains membres demandèrent que l'on l'on fournît aux Gouvernements la possibilité de déclarer s'ils désiraient aller plus loin et appuyer une convention qui prévoirait *l'abolition* de ce travail. La Commission se rangea à l'unanimité à ce point de vue et adopta en ce sens une nouvelle rédaction de la première question. La Commission se trouva ensuite en présence de la question 3, relative au travail obligatoire dans les États indépendants.

Dans l'esprit des rédacteurs du *Livre Gris*, et d'après les explications verbales de son principal auteur, M. Grimshaw, tout État indépendant et se gouvernant pleinement devrait s'interdire également à lui-même le travail obligatoire. Il n'était pas indifférent de proposer en ce sens un élargissement du champ d'application de la Convention, Si les États où, sous diverses modalités, est autorisé le travail obligatoire (Bolivie, Guatemala, Libéria, Pérou et Paraguay, par exemple) se fussent sentis menacés d'un contrôle international de leurs actes, il est hors de doute qu'ils se fussent rangés avec les Puissances coloniales plus directement visées. En laissant ces États en dehors du champ d'application de la future convention, ce qui fut décidé en Commission, le B. I. T. et le groupe ouvrier étaient assurés de leur appui fidèle à toutes leurs oppositions, même les plus partiales et les plus évidemment dirigées contre notre pays.

La Commission s'efforça de définir les expressions de « travail forcé » et de « travail obligatoire ». Mal-

gré de nombreux échanges de vues entre quelques membres, il fut impossible d'aboutir à une distinction nette entre ces deux formules et la Commission décida de maintenir dans le questionnaire l'expression mixte « travail forcé ou travail obligatoire ».

Ce point laissé dans le vague, la Commission examina la question de savoir si elle devait prendre pour but l'élaboration d'une convention applicable *sans modifications* par les Puissances qui la signeraient : le directeur du B. I. T. insista pour que la ratification de la Convention entraînant *ipso facto* pour les Puissances signataires la renonciation aux réserves prévues par l'article 421 du Traité de Versailles, selon lesquelles les États « devraient appliquer les conventions ratifiées par eux à leurs colonies ou possessions sous les réserves que la Convention ne soit pas rendue inapplicable par les conditions locales et que *les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci* ».

Les autres modifications de quelque importance que la Commission apporta au texte du projet de questionnaire furent les suivantes :

Une question supplémentaire fut introduite sur la proposition du délégué gouvernemental des Pays-Bas, pour solliciter l'avis des Gouvernements sur le travail obligatoire demandé comme équivalent de l'impôt ou pour remplacer cet impôt, ce cas ne lui paraissant pas parfaitement visé par le projet de questionnaire.

Au sujet de la question 18 relative à la période maximum pendant laquelle un individu pourrait être astreint au travail obligatoire, alors que le projet de questionnaire avait suggéré la limite de soixante jours par période de douze mois, et, dans les cas exceptionnels de travail à longue distance, de six mois par période de *douze mois*, la Commission ramena cette dernière limite à six mois par période de *vingt-quatre mois*.

En ce qui concerne la forme de travail obligatoire qui est autorisée par la tradition au bénéfice de chefs de tribus, la Commission décida d'insérer dans le questionnaire un paragraphe nouveau demandant aux Gouvernements leur avis sur l'opportunité de réglementer ce travail tout en maintenant l'autorité traditionnelle des chefs sur les collectivités auxquelles ils commandent.

Deux autres questions nouvelles furent ajoutées pour prévoir le cas du travail obligatoire en tant que mesure de sanction collective et du travail obligatoire pour travaux souterrains.

En dehors de ces questions nouvelles, la Commission conserva dans leur rédaction primitive, avec seulement de légers amendements, les dispositions du projet de questionnaire qui envisageaient successivement les dérogations à la définition du travail obligatoire, les autorités responsables du recours au travail obligatoire, les critères justifiant un tel recours, le travail obligatoire au bénéfice des particuliers, les diverses dispositions légales et régle-

mentaires concernant le travail obligatoire (catégories de personnes à exempter, adaptation des travailleurs au travail obligatoire, salaires, réparation des accidents et des maladies, inspections), enfin les cultures obligatoires.

La Commission adopta aussi presque intégralement les propositions émises en vue d'une recommandation relative à la contrainte indirecte, qui suivaient dans le questionnaire, les suggestions tendant à une convention, puis, sur la proposition du groupe ouvrier, la Commission vota une résolution demandant que le Bureau International du Travail fût chargé de poursuivre toutes études nécessaires relatives aux autres formes de contrainte dont peuvent être l'objet les travailleurs, en particulier sous le régime du travail par contrainte à long terme.

Tels furent, dans leurs grandes lignes et selon les documents officiels publiés par le B. I. T., les décisions de la Commission relatives à l'établissement du questionnaire définitif : elles furent incorporées dans le Rapport soumis à la Conférence.

Les membres ouvriers de la Commission présentèrent cependant, dans un « Rapport de minorité », certains points sur lesquels ils s'étaient trouvés en désaccord avec la majorité de la Commission et qu'ils estimaient assez importants pour être repris devant la Conférence ; ces points concernaient la liberté d'association pour les travailleurs non volontaires, le droit, pour les chefs de tribus, de recourir au travail obligatoire, la journée de huit heures, le travail

obligatoire de caractère fiscal, enfin, l'institution d'une Commission permanente du Travail indigène auprès du Bureau International du Travail.

La Conférence discuta, pendant trois séances, les deux Rapports qui lui étaient présentés. Les principaux débats furent consacrés aux amendements soumis par le groupe ouvrier dans son Rapport de minorité. Sur la question 9, concernant le travail obligatoire demandé par les chefs de tribus, et que le groupe ouvrier proposait de supprimer, la Conférence adopta un amendement britannique transactionnel qui interrogeait les Gouvernements sur la possibilité d'abolir le plus tôt possible cette forme de travail et, en attendant cette abolition, de le réglementer étroitement.

L'amendement du groupe ouvrier présenté sur la question relative au travail obligatoire de caractère fiscal fut repoussé par la Conférence. Par contre, celle-ci adopta les trois autres amendements présentés par le même groupe : d'abord celui ayant pour but de donner une garantie supplémentaire aux travailleurs contraints en leur permettant de présenter aux autorités toutes réclamations relatives à leurs conditions de travail et de négocier à ce sujet ; ensuite, l'amendement qui réintroduisait dans la question relative à la durée du travail obligatoire le principe de la journée de huit heures et de la semaine de quarante-huit heures qui avait été écartée par la Commission ; enfin une question nouvelle pour demander aux Gouvernements leur avis sur l'oppo-

tunité d'instituer auprès du Bureau International du Travail une *Commission permanente d'experts du travail forcé* à qui devraient être renvoyés en particulier les rapports soumis par les Gouvernements en vertu de l'article 408 du Traité de Versailles sur toute convention concernant le travail obligatoire.

En dehors de ces quatre amendements, la Conférence adopta l'ensemble du questionnaire sous la forme même qui avait résulté des débats de la Commission.

Elle décida enfin, par 101 voix contre 15, d'inscrire la question du travail obligatoire à l'ordre du jour de la Conférence de mai 1930. Il est à remarquer à ce propos que l'article 402 du Traité de Versailles donnait à chacun des États membres de l'Organisation le droit de contester l'inscription à l'ordre du jour de la Conférence de l'un ou plusieurs des sujets prévus : la France, non plus qu'aucune nation coloniale, n'a utilisé ce droit en ce qui concerne l'inscription du travail obligatoire, ce qui a permis au directeur du B. I. T. d'affirmer « qu'il voyait dans cette unanimité des Puissances, coloniales ou non, un témoignage décisif du sentiment qu'elles ont que la Convention sur l'esclavage ne suffit pas à résoudre les diverses questions soulevées par la réglementation du travail forcé ».

*
* *

Ainsi se trouvait franchie la première étape de la procédure de double discussion prévue par le règlement de la Conférence.

Pour la seconde étape, la XIV^e Session de la Conférence devait avoir, après examen du problème, à envisager l'adoption de propositions concrètes dans la forme prévue par l'article 405 du Traité de Versailles, c'est-à-dire de projets de convention ou de recommandations.

CHAPITRE II

L'ACTIVITÉ INTERNATIONALE EN 1930 : LE « LIVRE BLEU » ET LA CONVENTION SUR LE TRAVAIL OBLIGATOIRE.

I. — *Le « Livre Bleu » et l'opinion coloniale française.*

Pour préparer la tâche de la Conférence, le Bureau International du Travail a établi un Rapport, dit *Livre Bleu*, où se trouvent réunies les réponses des Gouvernements au questionnaire ainsi que des projets de textes basés sur ces réponses.

Le Rapport pose ainsi les données du problème qu'allait s'attacher à résoudre la Conférence : comment développer, en leur donnant le détail et la précision qui leur manquait jusqu'à présent, les principes internationaux touchant l'emploi du travail obligatoire qui ont été fixés depuis la création de la Société des Nations, et comment leur donner une valeur effective en les incorporant dans des textes d'engagements internationaux?

Puis le *Livre Bleu* marque l'importance capitale de la tâche que la Conférence avait à résoudre dans ce domaine : elle devait agir comme mandataire de la Société des Nations ; pour la première fois, elle allait aborder les conditions d'existence d'une catégorie de travailleurs extrêmement importante et qui était restée pratiquement en dehors de la protection jusqu'ici réalisée par les Conférences Internationales du Travail, et elle allait être appelée à prendre de des *décisions* intéressant les travailleurs indigènes.

Dans un premier et très long chapitre sont ensuite exposées les réponses des Gouvernements : celle de la France avait été préparée par de très importantes études de la question faites par des groupements coloniaux tels que l'Académie des Sciences Coloniales, l'Union Coloniale Française, la Ligue Maritime et Coloniale, le Comité de l'Indochine et l'Institut Colonial Français.

Vœux des grandes Associations coloniales françaises.

L'Académie des Sciences Coloniales avait été frappée du fait que dans ces débats de 1929 où trop d'appétits s'étaient fait jour, sous les apparences de l'humanitarisme, la France avait presque fait figure d'accusée. L'Académie constatait en outre que ces débats n'avaient pas eu chez nous la « résonance » qu'on eût pu en attendre : pourtant, si beaucoup de nos compatriotes se souciaient assez peu de notre empire colonial, l'étranger portait à ces possessions,

acquises au prix de tant d'efforts, un intérêt passionné. « Des nations venues trop tard se consolaiient mal de n'avoir obtenu que les miettes des grands partages. D'autres, dont les colonies avaient payé la rançon au lendemain de la guerre, auraient souhaité qu'à la faveur de Locarno les colonies fissent l'objet d'une nouvelle répartition basée sur le besoin d'expansion de chacune des grandes Puissances d'Europe. Enfin, des nations qui n'ont jamais eu de colonies avaient participé aux débats. »

L'Académie mit donc à l'étude, avec le concours et la collaboration de l'Union Coloniale, de la Ligue Maritime et du Comité de l'Indochine, la question du travail indigène aux colonies. Le questionnaire élaboré en 1929 servit de base à la Commission qui fut nommée et qui consacra de nombreuses séances à des discussions sur un important Rapport rédigé par un de ses membres.

A la suite de ces travaux, ces quatre grandes Associations décidèrent d'attirer l'attention du Gouvernement sur les points suivants :

1^o Nécessité pour la France de ne pas se laisser lier par une nouvelle Convention internationale : nous accepterions de ce fait un contrôle permanent, *non pas a posteriori* sur documentaion fournie par les Puissances coloniales, comme il est de règle et de pratique à la Commission des Mandats, mais au contraire *a priori* par des enquêtes confiées à des personnalités étrangères, le plus souvent dénuées de toute science ou de toute expérience coloniale, ce que

les Associations considèrent comme une diminution de la souveraineté des Puissances coloniales.

Ces Associations se croient en effet en mesure d'affirmer que, sous le couvert d'enquêtes sur le travail, tels agissements pourraient être commis, ayant un caractère nettement politique, et touchant l'exercice même de la souveraineté.

Elles pensent néanmoins que les Puissances coloniales doivent recevoir dans le meilleur esprit les « recommandations » que la Société des Nations et le Bureau International du Travail leur adresseront éventuellement, sauf à en adapter l'application à l'état social et économique de leurs populations indigènes, compte tenu de ce fait que cet état social et économique est extrêmement variable non seulement dans toute l'étendue du domaine colonial, mais encore dans un groupe de colonies administrativement liées et même dans une colonie donnée.

2^o Nécessité de dissiper l'équivoque que témoigne dans le questionnaire le rapprochement constant de deux expressions qui voudraient être nettement séparées : « travail forcé » et « travail obligatoire ». Les Associations estiment, en effet, que c'est faire injure aux Puissances coloniales que de supposer que l'une d'entre elles pourrait vouloir faire reposer ses œuvres de colonisation et de civilisation sur l'emploi du travail forcé dont le seul nom rappelle les temps abolis de l'esclavage ou évoque la plus forte pénalité, avant la mort, qui soit infligée aux criminels.

Elles rappellent que l'obligation au travail est à

la base même de notre organisation économique et sociale, cette obligation, par voie de prestation ou de réquisition, devant être limitée aux travaux d'intérêt général ou d'intérêt purement indigène : et sur ce terrain il leur est apparu que la Convention du 25 septembre 1926 sur l'esclavage, dont l'article 5 est relatif au travail dit « forcé », devait suffire à toutes les préoccupations actuelles.

3° L'importation aux colonies des réglementations, ou lois appliquées au travail dans les pays à organisation scientifique technique ou économique complète, mettrait en péril non seulement l'organisation à peine commencée de ces pays neufs, mais encore la formation individuelle ou collective des races en tutelle : tout homme connaissant exactement l'état dans lequel nous avons trouvé la plupart de nos peuples coloniaux est obligé de reconnaître qu'ils avaient un long chemin à parcourir pour arriver à un état social meilleur ; de même tout homme connaissant exactement les résultats obtenus par les Puissances coloniales dans leurs colonies à peuples et à civilisations si différents et si variés est obligé de reconnaître que les Puissances ont rempli leur devoir humain, leur devoir de civilisation : la France en particulier y a consacré la vie précieuse de nombre de ses enfants, des sommes considérables, l'action incessante de ses représentants, de ses officiers, de ses savants, de ses missionnaires et même de ses colons, qui, si souvent, se sont montrés des hommes d'élite.

Les Associations estiment que ce n'est pas au moment où son œuvre double de colonisation et de civilisation prend corps et où, par l'octroi de ressources financières nécessaires, elle va redoubler d'activité et obtenir des résultats encore plus grands et plus efficients, tant par la création de l'outillage économique, l'assistance médicale, etc., que par l'enseignement sous toutes les formes adaptées aux facultés intellectuelles ou techniques des peuples considérés tels qu'ils sont, en attendant qu'ils deviennent ce que nous désirons qu'ils soient, ce n'est pas à ce stade de développement colonial qu'il convient de laisser importer des réglementations qui provoqueraient bientôt un trouble sérieux.

Les Associations pensent qu'il est inadmissible que des *Puissances qui ne sont pas seulement dépourvues de science et d'expérience coloniales, mais qui surtout n'ont pas de responsabilité* dans l'application des mesures imprudentes qu'elles pourraient imposer par leur vote, puissent être admises à légiférer pour ainsi dire dans les territoires appartenant à des Puissances dont l'œuvre séculaire ou déjà très longue témoigne des plus hautes préoccupations.

4^o Partant de là, comment peut-on, en pratique, écarter la menace d'une Convention Internationale nouvelle offrant les caractéristiques indiquées ci-dessus ? Les Associations pensent que, sur ce point, elles n'ont pas de conseils à donner au Gouvernement. Elles présentent seulement quelques sugges-

tions qu'elles croient susceptibles de remédier heureusement à la situation.

a) L'on ne peut pas reconnaître aux Puissances non coloniales le droit de légiférer dans le domaine extérieur d'autrui. Il faut néanmoins, en raison des hauts sentiments dont elles se réclament, leur donner des satisfactions en leur montrant que les Puissances coloniales ne repoussent rien de ce qui peut constituer un progrès humain, mais qu'elles entendent seulement rester juges des formes, conditions et opportunité des mesures à prendre pour assurer ce progrès : ce but serait atteint si les Puissances coloniales revendiquaient devant la Conférence Internationale du Travail le droit d'examiner entre elles les points sur lesquels elles pourraient établir une action concertée, analogue à celle pratiquée par exemple en matière de lutte contre les fléaux naturels ou importés.

Cette proposition d'une Conférence Intercoloniale pourrait être soumise par la voie diplomatique ordinaire aux autres Puissances coloniales. Et si la Grande-Bretagne persistait à se désintéresser de l'ensemble du problème sous le prétexte qu'on a paru admettre la légitimité absolue de son point de vue (ignorance officielle du travail obligatoire, car ce sont les chefs indigènes qui ordonnent le travail), on peut faire valoir devant le Colonial Office combien est imprudente cette attitude : le B. I. T., selon toute évidence, ne se satisfera pas longtemps de cette thèse et la question sera certainement reprise, même

sur ce terrain, la Grande-Bretagne étant regardée comme responsable de la conduite des autorités indigènes en matière de travail obligatoire. La Grande-Bretagne, en réalité, a le même intérêt que les autres Puissances coloniales à concerter une action commune en matière de travail indigène dans les territoires qu'elle contrôle.

Les Associations estiment que les nations coloniales en tenant une telle Conférence dès avant la réunion de la Conférence Internationale du Travail de 1930, seront très fortes si elles peuvent faire valoir qu'elles ont déjà examiné les problèmes les plus importants et les plus urgents, et qu'elles sont parfaitement bien disposées à recevoir et à examiner les *recommandations* que la Conférence Internationale du Travail et le Bureau International du Travail voudront bien leur faire.

b) L'objectif diplomatique que les Puissances coloniales doivent chercher à atteindre dès la Conférence de Genève de 1930, c'est de repousser le projet d'une Convention Internationale nouvelle visant uniquement le travail obligatoire : obtenir, dans ce but, comme cela est possible, que les nations amies de la Petite Entente et de l'Amérique du Sud donnent comme instructions à leurs délégués de n'émettre en matière coloniale aucun vote qui soit contraire à l'avis des Puissances coloniales elles-mêmes.

c) Nécessité absolue, pour le Gouvernement français, de choisir ses représentants directs à la Confé-

rence Internationale du Travail — tout au moins pendant les sessions coloniales — parmi les personnalités coloniales expertes et qualifiées.

Le Gouvernement eut connaissance de ces vœux en temps utile, et il semble qu'ils n'aient pas été sans influence sur les décisions prises à l'occasion de la XIV^e Session de la Conférence Internationale du Travail. Ce fut, en effet, un délégué gouvernemental « colonial » qui fut envoyé à Genève en la personne de M. Diagne, député noir du Sénégal ; et enfin, si la Convention fut repoussée par la France, notre Gouvernement, selon le vœu exprimé au 4^o § (a) par les Associations, « donna satisfaction » aux sentiments humanitaires dont il fut fait état en appliquant par décret, au lendemain de la XIV^e Session, « tout ce qui pouvait constituer un progrès humain ».

*
* *

Un autre groupement colonial se préoccupa également du problème : l'Institut Colonial Français reprit, dans son bulletin bimensuel, les points considérés comme essentiels du questionnaire de 1929 et, ouvrant une vaste enquête dans le public, demanda à ses membres et à tous les lecteurs de sa revue, de répondre aux cinq points suivants :

- Abolition immédiate du travail obligatoire ;
- Abolition prochaine du travail obligatoire ;
- Réglementation nouvelle du travail obli-

gatoire au cas où l'abolition serait jugée impossible ;

- Sanctions pénales ou sanctions civiles ;
- Mesures pratiques à exercer après le licenciement des travailleurs.

L'Institut Colonial, pour mettre fin à toutes les campagnes sourdes ou violentes dont nos possessions étaient l'objet, voulait ainsi élargir le débat, en y faisant participer la France entière par ses élites ; il estimait que la position de la France ne devait plus être uniquement battue en brèche et que la réaction contre ces attaques devait revêtir un caractère vraiment national, une forme qui rende évidente au monde entier l'action civilisatrice de notre pays.

Quelques mois plus tard, le 10 juin 1930, M. René Théry, du Comité de Direction de l'Institut Colonial, en un exposé qu'il fit devant tous les Comités d'études et d'action coloniales de l'Institut, dégagea des nombreuses réponses reçues les points sur lesquels s'était affirmée l'unanimité des opinions, points relatifs au *but à atteindre*, à *l'impossibilité d'y parvenir rapidement* et à la *nécessité d'une période préliminaire d'adaptation*.

Après avoir fait des réserves sur l'usage de l'expression « travail forcé », terme pénible dans le sens péjoratif que comporte la langue française, M. Théry résuma ainsi le sentiment unanime : « Cette forme du travail est indiscutablement critiquable, tant au point de vue moral que matériel, et il est désirable

que, seul, subsiste, dans les délais les plus rapprochés, le travail librement consenti qui est à la fois plus productif et plus moralisateur. » Le Gouverneur général Carde lui-même, dans une circulaire de 1930 sur les conditions de la production de l'Afrique Occidentale Française qu'il administrait alors, reconnaissait qu'il y avait un intérêt majeur à s'orienter dans la voie du recrutement libre.

D'autre part, d'intéressantes réponses suggérèrent des formules sur les méthodes à suivre pour préparer l'accession au travail libre : tel est le plan de « travail social obligatoire » établi par M. l'Inspecteur général des colonies Demaret, « organisation toute théorique, mais qui constitue néanmoins une base d'étude à retenir ».

La nécessité d'une protection la plus étendue des travailleurs apparut également au cours de cette enquête, au point de vue contrats, contrôle, accidents de travail, maladies professionnelles, protection que le développement de l'outillage mécanique préconisé actuellement de toutes parts, appellera de façon pressante.

Certains abus du fait de chefs indigènes ont été signalés et l'impression unanime est qu'une organisation générale doit exister, correspondant au devoir de ne pas abandonner les hommes à eux-mêmes après leur licenciement.

Dans la réponse de Marius-Ary Leblond se trouve une suggestion dont M. Théry, à juste titre, pense le plus grand bien : « On n'a vraiment pas assez

songé à favoriser les meilleurs travailleurs par une sorte de livret ; les postes administratifs doivent devenir, sinon des offices de placement, des bureaux de renseignements pour les employeurs, et de direction tutélaire pour les employés. »

Ensuite, M. Théry s'étend longuement sur la réponse qu'a envoyée le Dr Mazière, délégué général de l'Institut pour le Sud-Est de la France ; il s'agit là en réalité d'une étude magistrale et très complète de la question du travail obligatoire dont voici l'argumentation : Le Dr Mazière, très familiarisé avec les conditions de vie indigène, estime que l'abolition du travail obligatoire pour fins publiques d'intérêt général paraît pouvoir être absolu *dans les centres*, mais impossible longtemps encore hors des centres.

Il prévoit au contraire l'abolition de ce travail pour fins publiques d'intérêt local dans un avenir très rapproché, grâce au développement des moyens de communication.

Le Dr Mazière, envisageant les conditions particulières de réglementation du travail obligatoire, considère que le recrutement doit être opéré dans une proportion à déterminer par les autorités centrales d'après le chiffre total de la population, la valeur physique de la race, les conditions générales de la santé publique, ainsi que la date et la proportion des réquisitions antérieures.

Il pose comme règle expresse de n'astreindre au travail obligatoire que les seuls membres masculins

de la collectivité indigène, sauf pour certains cas de force majeure.

La durée des périodes d'assujettissement doit, selon lui, être réduite au minimum en supprimant l'inconvénient des levées successives de travailleurs éloignés jetant le désarroi matériel et moral dans les communautés indigènes, brisant les liens familiaux, déterminant les conditions multipliées d'apport de maladies contagieuses et ne fournissant qu'une main-d'œuvre inexpérimentée, éprouvée par la transplantation et substituée à une main-d'œuvre entraînée.

Dans ces conditions, la durée d'assujettissement devrait varier de soixante jours à six mois (chiffres indiqués à titre approximatif) selon qu'il s'agit d'un travail à effectuer « dans des conditions normales de proximité » ou dans celles de très longues distances, voyage d'aller et de retour non compris.

Le Dr Mazière est partisan, exclusion faite des heures de repas, de la journée de huit heures et de la semaine de quarante-huit heures, compte tenu des circonstances de climat et de saisons, de la nature des travaux effectués, des conditions de ravitaillement, des coutumes et croyances interdisant le travail aux différents jours de la semaine (fady malgache, etc.).

Bien que le « rendement » du travailleur réquisitionné soit de moindre valeur, la rétribution devra être exactement la même que celle du travailleur volontaire, par région d'emploi, et la réparation des

accidents du travail ou des accidents professionnels due comme à l'ouvrier libre.

Les Administrations doivent encore, continue le Dr Mazière, assurer gratuitement le voyage de retour des travailleurs non volontaires, et par tous les moyens de transport disponibles, de façon à ne pas contribuer elles-mêmes à la dissociation des collectivités indigènes, et, parfois, à la dépopulation de certaines contrées.

L'inspection du travail obligatoire, comme celle du travail volontaire, devra surtout porter sur les chefs d'équipe *indigènes*, auxquels sont imputables la plupart et les plus graves des abus. *L'auteur pense que la question du travail obligatoire et de sa disparition progressive est avant tout une question médicale.* « Il n'y a pas de bien-être sans travail libre et il n'y a pas de travail, dans les conditions particulièrement rudes du milieu tropical, sans équilibre physique et moral. »

Le Dr Mazière fait ensuite un magnifique plaidoyer, aussi énergique que fondé, sur le rôle du médecin aux colonies : à son avis (et cet avis autorisé semble particulièrement heureux), les débats de Genève auraient été opportunément transportés sur le plan sanitaire, la première condition du travail étant la santé des hommes qui doivent être appelés à l'assumer seulement dans la pleine possession de leurs moyens physiques. En ce qui concerne la contrainte indirecte, parlant au nom du Comité de Propagande des Alpes-Maritimes, le Dr Mazière indique

qu'il est souhaitable de voir disparaître le plus vite possible toutes les situations se rapportant à des privilèges de Compagnies concessionnaires, comme par exemple : fourniture de produits avec obligation d'attendre certains matériaux ; emploi de l'impôt comme moyen de forcer les indigènes à rechercher du travail ; privation et limitation des terres ; interdiction ou limitation de la culture et de la possession du bétail.

Quant au délit de vagabondage proposé pour prévenir la dépopulation de certaines régions, contre les indigènes désireux de ne pas quitter le lieu où ils ont travaillé, il ne saurait être admis : tout au plus les Gouvernements pourraient-ils être autorisés *par un texte de caractère législatif*, puisqu'il s'agit d'une atteinte à la liberté individuelle, à exercer un droit de rapatriement d'office des engagés parvenus au terme de leur contrat.

Au sujet de la contrainte exercée par les chefs indigènes, « l'un des revers de la politique d'association », l'auteur estime « que là où les Administrations ne peuvent pas agir par des mesures décisives, des sacrifices d'argent devraient être consentis à titre de compensation, ou pour le rachat de certains privilèges. »

Enfin, il y a lieu selon lui d'abandonner le plus rapidement possible la sanction pénale et de recourir à la sanction civile eu égard aux coutumes et au degré d'évolution des indigènes, qui doivent être appréciés sur place.

Tels sont, d'après les indications qu'en fournit M. René Théry, les éléments les plus remarquables de l'enquête effectuée par l'Institut Colonial Français.

Le Rapporteur général remarque que ces éléments concordent avec les réponses du Gouvernement français : celui-ci s'est déclaré, on le sait, partisan de l'adoption par la Conférence Internationale du Travail d'un projet de convention ayant pour objet la suppression du travail obligatoire après une période transitoire comportant des étapes correspondant au degré d'évolution ethnique et sociale des populations dans nos diverses possessions. Il se réserve toutefois de faire jouer, s'il y a lieu, l'article 421 du Traité de Versailles. Il a mis en dehors du champ d'application de la Convention les cas de force majeure, c'est-à-dire les cas d'hostilités, de sinistres et, d'une manière générale, toutes les circonstances qui mettent en danger les conditions normales de l'ensemble ou d'une partie de la population ; les travaux de villages consacrés par la tradition et la coutume de la collectivité intéressée sont également tenus en dehors.

Quant aux « travaux pour fins publiques », le Gouvernement considère qu'il s'agit là de travaux d'intérêt général effectués par des entreprises concédées, sous le contrôle de l'autorité administrative et qui ont été régulièrement autorisées.

Il a accepté d'identifier la réglementation du travail obligatoire dans les régions à commandement

indigène à celle en vigueur dans les pays d'administration directe.

Il a très justement rappelé que les fonctionnaires de la République ont pour principale mission d'encourager par leurs conseils et leurs connaissances techniques les populations dont ils ont la charge à collaborer à l'œuvre de mise en valeur poursuivie dans les territoires d'outre-mer.

Ces réponses, remises au Bureau International du Travail, résultent d'une enquête extrêmement complète ; le point essentiel à retenir est que le Gouvernement accepte comme un idéal auquel il travaillait et travaillera toujours davantage, l'avènement du travail libre dans nos colonies. Le régime transitoire devra être approprié aux conditions locales.

Il est d'ailleurs bon de remarquer qu'il importe de ne pas gêner ni paralyser les efforts individuels des pays colonisateurs, la réglementation elle-même n'est pas en jeu, mais le principe même du contrôle. Faisant partie intégrante du territoire français, nos colonies ne doivent pas avoir un traitement différent, du fait de conventions internationales. Il ne saurait être question, selon la parole de M. Outrey, d'accepter que notre Administration coloniale soit placée d'une manière progressive sous le contrôle international *a priori*, tandis que notre Administration métropolitaine ne l'est pas.

L'Institut Colonial Français transmet ensuite le compte rendu de son enquête au ministre des Colonies et au Bureau International du Travail, en sou-

haitant qu'une formule « plus conforme au génie français » remplace cette expression « travail forcé » qui implique une idée de pénalité ; il indique en outre qu'à son avis est seule possible l'acceptation d'une « convention préparant un régime transitoire, adoptée dans les modalités et dans le temps selon l'appréciation souveraine du pays signataire et dans sa pleine liberté d'application ».

* *
*

Outre la réponse de la France, le Bureau International du Travail reçut celle de 24 États, sur les 55 membres de l'Organisation. Parmi ces 24 nations, 7 seulement possédaient des colonies (Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal) et 3 sont Puissances mandataires (Australie, Afrique du Sud, Japon). Les autres sont des pays ayant une expérience coloniale absolument nulle, comme par exemple la Bulgarie, la Finlande, le Luxembourg, la Pologne, la Suisse et la Yougoslavie.

L'on est ainsi amené à constater, dès maintenant, que 45 nations non coloniales vont s'intéresser à la gestion de 10 Puissances ayant des possessions lointaines : certaines personnalités coloniales ont pu, non sans raison, se demander si les louables préoccupations humanitaires hautement affichées étaient les seuls mobiles de cette sollicitude pour les travailleurs coloniaux ; et l'on a recherché s'il n'y avait

pas à cela des soucis plus secrets et moins désintéressés ; par exemple, l'institution d'un contrôle international pouvait être un moyen habile, « après en avoir été exclu, de rentrer dans le concert des nations colonisatrices » ; et l'établissement de limitations au travail indigène dans le domaine de la production pouvait être une façon de restreindre cette dernière et de « supprimer ainsi une concurrence commerciale qui s'avérait sur les marchés mondiaux de plus en plus redoutable » ; il est difficile d'affirmer que de telles préoccupations n'ont pas influé sur les débats.

L'influence des réponses des Gouvernements sur la rédaction de l'avant-projet de Convention figurant dans le *Livre Bleu* se résume à peu de chose : des exceptions apportées à la définition du travail obligatoire et une façon un peu différente de traiter les questions des pouvoirs des autorités subalternes, du travail effectué sur l'ordre des chefs indigènes et des cultures obligatoires. Enfin, sur un point essentiel (institution d'une Commission Permanente d'experts, semblable à la Commission Temporaire en matière de travail indigène), le *Livre Bleu* ne soumet aucune proposition à la Conférence ; aucun Gouvernement n'avait répondu de façon tout à fait affirmative à la question, et, d'autre part, il existait déjà une Commission d'experts pour l'examen des Rapports annuels sur les Conventions ratifiées (art. 408 du Traité de Versailles) à laquelle il serait toujours possible, si le Conseil d'Administration le jugeait

opportun, d'adjoindre des experts pour l'étude des questions de travail indigène, questions sur lesquelles l'actuelle Commission d'experts en matière de travail indigène pouvait tout aussi bien être consultée.

*
* *

II. — *La question du travail obligatoire à la XIV^e Session de la Conférence Internationale du Travail.*

« Il n'est sans doute aucune question qui ait donné lieu, devant la Conférence, à des débats plus animés, que celle du travail forcé, qui venait en seconde discussion devant la XIV^e Session. »

C'est en ces termes diplomatiques que l'organe officiel du Bureau International du Travail laisse entendre qu'une certaine « animation » caractérisa les seize séances consacrées à l'étude du travail obligatoire.

*
* *

Il est à remarquer, tout d'abord, que l'opportunité de l'action du Bureau International du Travail dans ce domaine n'avait fait l'objet d'aucune contestation jusqu'à la XII^e Session de la Conférence, session à laquelle, par 101 voix contre 15, il avait été décidé d'inscrire la question du travail obligatoire à l'ordre du jour de la Conférence de juin 1930. « Toutefois, continue le compte rendu officiel du B. I. T.,

au lendemain de la XII^e Session de la Conférence, l'action de l'Organisation Internationale du Travail suscita, dans certains milieux, une assez vive opposition, opposition qui ne devait pas manquer de se manifester à la XIV^e Session de la Conférence. »

La Conférence, estimant que les débats de la XII^e Session avaient suffisamment éclairé le problème dans son ensemble, ne jugea pas nécessaire de procéder à un débat préalable en séance plénière, et renvoya la question à une Commission de 45 membres, composée de 15 représentants de chacun des trois groupes gouvernemental, patronal et ouvrier. C'est au sein de cette Commission, dont les séances n'étaient pas publiques, que les opinions en présence se sont affrontées, et que vont s'affirmer les caractéristiques de la Conférence.

Dès le début de la discussion, deux tendances se manifestèrent : d'un côté, on voulait limiter la Convention sur le travail obligatoire à l'énoncé de certains principes très généraux, laissant tous détails d'application à la discrétion des Gouvernements coloniaux : le délégué gouvernemental portugais, aux côtés duquel se rangèrent à plusieurs reprises les délégués gouvernementaux français et belge, représentait cette tendance. La seconde tendance était représentée par le groupe ouvrier qui fut à plusieurs reprises appuyé par le Gouvernement britannique : l'on vit même ce groupe, dans son désir d'obtenir pour les travailleurs indigènes des garanties aussi complètes et aussi précises que possible, proposer

à cet effet certains amendements qui allaient plus loin que l'avant-projet du Bureau.

Un certain nombre de membres de la Commission, et notamment les délégués gouvernementaux de l'Italie et de la Hollande, prirent, entre ces deux tendances extrêmes, une position moyenne.

*
* *

Aperçu général de la XIV^e Session.

Tout d'abord l'unanimité se fit sur le maintien de la déclaration catégorique condamnant le principe du système du travail obligatoire, et sur l'engagement de tous les États membres de supprimer le plus tôt possible cette forme de travail.

Onze articles (3, 6, 18, 21, 22, 23, 24, 26, 27, y et z) furent adoptés intégralement dans leur texte ainsi que toutes les parties des projets de Recommandation (à laquelle on se borna à ajouter une clause stipulant la prohibition des boissons alcooliques).

L'article 4 ayant été transféré à l'article 2 et l'article 9 ayant été supprimé, la Conférence, en séance plénière, se trouva en présence d'un projet comprenant 25 articles seulement. Les discussions, en Conférence, furent particulièrement vives au sujet des dérogations prévues au principe général : délai pour la suppression complète du travail obligatoire (art. 1, § 3) ; condition prévue à l'article 2 (a) et aux termes de laquelle les prisonniers ne devraient pas être

concédés à des particuliers ; emploi du travail obligatoire par des contractants auxquels on a concédé l'exécution de travaux publics (art. 4, § 3) ; fixation de la période maximum pendant laquelle le travail obligatoire pourra être exigé et établissement d'heures normales de travail (art. 12 et 13) ; cultures obligatoires (art. 19) ; procédure de présentation aux autorités compétentes des réclamations faites par les travailleurs contraints au sujet de leurs conditions de travail (art. 23).

Au cours des débats de la Commission, les représentants des différents États coloniaux n'ont pas réussi à faire prévaloir leurs préférences pour un projet de Convention à conclure seulement entre Puissances coloniales plutôt qu'un projet de Conventions d'application générale.

La Commission a été sur le point d'adopter un article qui aurait contenu une liste des Puissances les plus directement intéressées à la question du travail obligatoire et qui aurait prévu l'entrée en vigueur automatique de la Convention lorsqu'un certain nombre de ces Puissances l'auraient ratifiée : mais cette proposition a été finalement rejetée et il fut seulement stipulé, comme dans toutes les conventions adoptées jusqu'ici, que la Convention du Travail Forcé entrera en vigueur lorsqu'elle aura été ratifiée par deux États membres quelconques de l'Organisation. Cette question de la ratification, âprement débattue, clôtura les travaux de la Commission.

En séance plénière, 18 articles (1, 2, 3, 6, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 24, 25, et Z), ainsi que les deux Recommandations, ont été adoptés sans remaniement dans leur texte tel qu'il avait été élaboré en Commission.

Par suite d'amendements du bloc ouvrier, les sept autres articles ont été remaniés selon les clauses nouvelles suivantes :

- Suppression du travail obligatoire au profit des entreprises privées, même lorsqu'elles agissent comme parties contractantes, en vue de l'exécution de travaux publics dûment autorisés par les autorités compétentes et exécutés sous leur contrôle (art. 4) ;
- Rescision aussitôt que possible, après la date de ratification, des clauses ayant pour conséquence d'imposer le travail obligatoire dans le cas de concessions accordées à des particuliers, compagnies, ou personnes morales parvenus à expiration ou n'ayant pas atteint la date de renouvellement (art. 5) ;
- Suppression ou remplacement graduel, par des paiements en espèces, des services rendus aux chefs légalement reconnus (art 7) ;
- Suppression, dans les plus brefs délais possibles, du travail obligatoire pour transport de personnes ou de matériel administratif (art. 18) ;

— Suppression de toute dérogation concernant le recours aux cultures obligatoires, hors le cas de famine ou de disette alimentaire (art. 19).

*
* *

C'est le projet de Convention ainsi modifié d'après les débats en séance plénière qui sera proposé à la ratification des États.

Il faut remarquer, avec le D^r Mazière, qu'à l'exception de l'Espagne, nation coloniale qui s'est abstenue, seuls, les États directement intéressés ont participé par des actes écrits, et non pas seulement par des discours et des votes, à la mise au point des dispositions de l'avant-projet de Convention.

Le groupe ouvrier, bien qu'en minorité, a joué un rôle prépondérant, grâce à sa cohésion : cette qualité a toujours manqué au groupe gouvernemental, preuve des antagonismes politiques ou d'intérêt qui, divisant les Puissances coloniales, furent cause de leur faiblesse au sein de la XIV^e Conférence où cependant une collaboration loyale et sincère aurait obtenu les résultats les plus féconds.

L'ensemble du projet fut voté par 78 voix contre 12 dont celles des délégués gouvernementaux et patronaux de la France et de la Belgique ; du délégué gouvernemental du Portugal et d'un État mandataire : l'Afrique du Sud. L'ensemble du projet de Recommandations a été voté par 71 voix contre 9. Le vote

final des projets de Convention et de Recommandations a été acquis au contraire à l'unanimité *des votants* (91 voix contre 0) (1), les délégués gouvernementaux et patronaux de la Belgique, de la France, du Portugal et de la Nouvelle-Zélande s'étant abstenus : de ce fait le Dr Mazière conclut que la Convention a été adoptée par la majorité des Puissances directement intéressées (Empire Britannique, Pays-Bas, Italie, Espagne, Japon, Afrique du Sud, Australie, Inde, Libéria et l'Allemagne, ex-puissance coloniale) et qu'« aucune nation, coloniale ou autre, n'a voulu prendre devant le monde la responsabilité de s'affirmer contre le projet dont l'inspiration humaine ne saurait justifier une telle attitude quels que soient les intérêts en cause ».

A l'ouverture des travaux de la XIV^e Conférence, la position du Gouvernement français, dont l'attitude était observée de très près par les délégués de tous les États membres de l'Organisation, était celle qui avait été fixée avec précision dans sa réponse au questionnaire rouge et que reproduisait le *Livre Bleu*.

La thèse du Gouvernement français était la suivante (2) : « Le Gouvernement français estime qu'en une matière si délicate que celle du travail forcé ou obligatoire, où il doit être tenu compte des conditions particulières du développement des populations, la procédure de Recommandation peut constituer la meilleure procédure pour parvenir à réaliser un pro-

(1) Et 63 abstentions.

(2) *Livre Bleu*, page 116.

grès rationnel et où il serait fait état de tous les aspects de la question. A cet égard, il a suggéré au cours de ses réponses de transformer en Recommandation plusieurs points du questionnaire. Il estime cependant que, seules, peuvent faire l'objet de Recommandations, les questions qui entrent dans le cadre général de la Réglementation du travail forcé ou obligatoire. Les Recommandations présentées sous les numéros I, II et VI ne lui paraissent pas répondre à cette définition générale. Il ne verrait pas d'inconvénient à ce que fût donné suite au projet de Recommandation N^{os} III, IV, V. »

Il nous reste maintenant à exposer ce qu'il est advenu des points de vue du Gouvernement français et comment ils furent soutenus devant la Conférence par notre délégation, dont le chef n'était autre que M. Blaise Diagne, député du Sénégal.

*
* *

*Comment fut obtenu le vote des points essentiels
de la Convention.*

Discussion de l'article 2, § a de la Convention. — Le travail exigé en application des lois sur le service militaire obligatoire faisait partie des exceptions admises à la définition du travail obligatoire dans l'avant-projet de Convention, sans clause spéciale relative à l'utilisation du second contingent à Madagascar et en Afrique Occidentale Française.

L'on connaît, en effet, le système employé dans ces deux Gouvernements généraux pour alimenter en travailleurs les chantiers d'intérêt public ouverts sur leurs territoires pour la construction de chemins de fer, routes, ports, pour faciliter l'accès des pays arriérés aux œuvres de progrès et de civilisation : chaque année, le contingent du service militaire obligatoire est divisé en deux. Le premier, enrégimenté et armé, fait partie des troupes régulières ; le second est, au contraire, encadré de militaires (officiers et sous-officiers du génie) et doit, au lieu de s'exercer au maniement des armes, « manier pacifiquement des pelles-pioches sur les chantiers du Gouvernement ». Cela est évidemment approprié aux nécessités de la pénétration et de la colonisation et il n'y a là, en réalité, rien dont puissent être choqués les défenseurs de la liberté du travail. Il n'y a là, en effet, qu'une obligation que toutes les nations souveraines, soucieuses d'assurer leur sécurité en ayant une armée permanente, imposent à une partie de leurs ressortissants. Peu importe que ces hommes, pendant la Paix, et plutôt que le fusil, utilisent l'outil pour des fins essentiellement sociales et utilitaires.

On ne peut d'ailleurs en donner de meilleure justification que celle qui résulte de l'appréciation de la section *indigène* (le fait est à noter), des délégations administratives et financières de Madagascar, laquelle a unanimement exprimé sa satisfaction de voir fonctionner « un régime susceptible d'apporter l'égalité dans les obligations qui pèsent sur la jeu-

nesse et de permettre la réalisation des travaux d'intérêt et d'utilité coloniale ».

Par ailleurs, M. Perrier, alors ministre des Colonies, faisait valoir dans le Rapport qui précède le décret du 3 juin 1926 instituant le S. M. O. T. I. G. à Madagascar, des considérations dont les délégués à la Conférence auraient dû faire leur profit : « Cette mesure, écrit le ministre, m'a paru non seulement au point de vue spécial des travaux, mais encore au point de vue moral et social, susceptible d'avoir une portée des plus heureuses. Elle permettra, en effet, de rapprocher de nous, de la vie civilisée, des hommes dont beaucoup trop encore végètent misérablement au fond de leurs forêts ou de leurs savanes. Leur incorporation dans des unités bien encadrées, bien administrées, pourvues d'un service médical soigneusement organisé, leur utilisation à des travaux judicieusement fixés, sera pour eux une occasion d'être bien nourris, bien vêtus et de recevoir les soins qui leur ont toujours fait défaut. Ils acquerront ainsi, et ils conserveront, il faut l'espérer, l'habitude de s'alimenter convenablement, de porter des vêtements, de s'accoutumer au travail, de se soumettre à certaines règles d'hygiène dont l'observation sera profitable non seulement à eux-mêmes, mais aussi, une fois de retour dans leurs foyers à la collectivité entière par voie d'exemple.

» Par surcroît, l'installation de terrains de culture et de jardins à proximité des camps permettra d'initier ces indigènes à l'usage de nos instruments.

de travail que la plupart ne connaissent pas, à nos méthodes ainsi qu'à des cultures qu'ils ignorent pour la plupart. L'organisation de conférences très simples sera également une occasion de leur ouvrir des horizons tout à fait nouveaux en matière de travail, de production, d'hygiène, etc... Ainsi la valeur sociale de chacun d'eux sera accrue et les possibilités d'évolution et de développement de la colonie en seront augmentées, en même temps que s'exécuteront des travaux qui y contribueront pour une part décisive. A un autre point de vue, l'armée, en cas de mobilisation générale, bénéficiera de la discipline et de l'instruction qu'auront acquise des hommes qu'il lui sera possible, s'il est nécessaire, d'utiliser immédiatement, dans les bataillons d'étapes du génie par exemple. »

Mais peu importait au groupe ouvrier. En séance de Commission, estimant qu'on ne saurait faire effectuer de « travail forcé aux indigènes sous le couvert du service militaire obligatoire », il présenta un amendement tendant à la suppression de cet alinéa.

Le délégué gouvernemental britannique émit une opinion exactement semblable, affirmant que le « travail forcé ne saurait être introduit sous le couvert du service militaire ».

Le délégué gouvernemental français déclara alors que son Gouvernement estimait que la question dont il s'agissait était relative à la défense nationale, que son pays n'admettait pas l'ingérence inter-

nationale à ce sujet, et que, d'ailleurs, le service militaire ne comportait pas de travail obligatoire.

Chacun restant sur ses positions, le Directeur du B. I. T. tenta alors de concilier les différents points de vue en présence : ayant rappelé que la question de l'alinéa (a) était à l'origine du conflit franco-britannique, M. Albert Thomas proposa l'adoption d'un compromis ayant un double objet ; il rendait possible, tout d'abord, le maintien du système du 2^e contingent, d'ailleurs entouré, à Madagascar, par exemple, des plus sérieuses garanties ; et, d'autre part, il contenait certaines dispositions qui, sans porter atteinte à la souveraineté de la France, donnaient aux autres États des garanties au sujet des travaux de caractère militaire. Le Secrétaire général marquait, d'autre part, son désir de voir les conscrits indigènes réquisitionnés pour un an seulement, c'est-à-dire pour la durée légale du service militaire en France ; cette limitation, observait-il, respecterait pleinement la souveraineté nationale, et serait d'autant plus nécessaire qu'aux colonies le service militaire dure actuellement deux ou trois ans.

Enfin, M. Albert Thomas signalait que ce compromis avait été élaboré après consultation de la Commission d'experts en matière de travail indigène qui seconde le Bureau dans ses travaux. Or, un des experts français a lancé une idée qui pourrait être très utile pour résoudre le conflit : il a suggéré que le système du 2^e contingent pourrait être maintenu provisoirement, mais que la question serait examinée

de nouveau à l'expiration d'un délai de dix ans à partir de l'entrée en vigueur de la Convention.

Une disposition aussi souple était acceptable pour les Puissances coloniales, de l'avis du Secrétaire général, qui demanda alors au délégué gouvernemental français de se rallier au texte proposé par le Bureau. Ce texte avait pour objet, notamment, d'apaiser les appréhensions du Gouvernement français en écartant de la définition du travail obligatoire tout travail ou service exigé en application des lois sur le service militaire, sous certaines conditions (décision prise par les autorités législatives compétentes ; durée égale à celle du service militaire ; suppression à examiner dans le délai-frein pour la suppression du travail obligatoire).

Dans ces conditions, le délégué ouvrier français retirait son amendement, tout en maintenant son opposition de principe au système du 2^e contingent, et le délégué gouvernemental français, faisant preuve d'un remarquable esprit de conciliation, retirait également le sien. Tout en affirmant à nouveau que « la Conférence Internationale du Travail ne doit pas s'immiscer dans les questions de défense nationale », il remerciait le Secrétaire général de son effort conciliateur et retenait de ses observations qu'il est difficile de distinguer entre les travaux à caractère militaire effectués dans les colonies françaises et les travaux publics proprement dits.

Le délégué gouvernemental anglais déclara alors, au nom de l'Empire britannique, que les thèses fran-

çaise et anglaise étaient inconciliables et qu'il valait mieux le reconnaître purement et simplement.

Après quelques observations de divers délégués (britannique, néerlandais et français), le Secrétaire général vint alors dire que le moment était venu de choisir entre le système du Gouvernement britannique n'admettant l'exception à la définition du travail obligatoire que pour un travail exigé en application des lois sur le service militaire obligatoire et « affectés à des travaux d'un caractère purement militaire », et dont l'adoption aurait pour conséquence de rendre impossible l'utilisation du 2^e contingent, et d'autre part, les autres propositions d'amendements qui maintenaient le principe du 2^e contingent corrigé de certaines réserves.

Il fit observer que rien ne ressemblait à une ingérence dans les règles d'utilisation de ce contingent d'après les propositions du Bureau. Celles-ci visaient seulement à stipuler certaines garanties générales relatives à l'emploi de cette forme de travail, la question de la suppression du 2^e contingent dans un délai prévu, au lieu d'être portée sur le terrain international, étant laissée à l'initiative de la Puissance intéressée. Les conceptions les plus strictes de la souveraineté nationale seraient ainsi respectées.

Et M. Albert Thomas termina par un appel au délégué gouvernemental français, pour qu'il se rallie au nouveau texte : mais sa remarquable tentative de conciliation devait être aussitôt annihilée

par le vote de l'amendement britannique, obtenu à *une* voix de majorité (19 voix contre 18).

Le principe de l'utilisation du 2^e contingent était donc condamné devant la Commission. Le délégué gouvernemental français déclara immédiatement que le Parlement français ne ratifierait pas la Convention.

Le conseiller technique gouvernemental belge tenta, en Assemblée plénière, de reprendre le texte transactionnel du Bureau en un nouvel amendement, mais celui-ci fut repoussé par 58 voix contre 51 « après une intervention bien singulière du représentant du Gouvernement britannique au double titre de délégué suppléant et de rapporteur de la Commission. »

*
* *

Quelle est la part des responsabilités revenant à chacun dans l'aboutissement des débats de la XIV^e Conférence sur la question de l'utilisation du 2^e contingent ? Le Bureau International du Travail et son directeur peuvent, sur ce point, être mis hors de cause.

Le groupe ouvrier a une responsabilité « indiscutable », mais explicable, il s'était d'ailleurs rallié au texte transactionnel du B. I. T.. Toutefois, on peut reprocher à ce groupe de n'avoir pas suffisamment compris la valeur éducative du S. M. O. T. I. G., pas plus que la légitimité de l'emploi d'hommes du

2^e contingent à la construction de routes et de chemins de fer « selon la formule *ense et aratro* à laquelle se sont si bien conformés les soldats romains ». Il aurait dû encore tenir compte des conséquences, pour les ouvriers métropolitains, de certaines industries spécialisées, du ralentissement ou du défaut de mise en valeur des territoires coloniaux fournissant les matières premières alimentant ces industries.

Il faut noter surtout « la regrettable obstination du représentant du Gouvernement britannique, évidente aux yeux mêmes des moins clairvoyants », et la tactique dont il usa en séance plénière pour « aggraver cette obstination et la faire triompher par le jeu de l'autorité du rapporteur auprès des représentants des nations qui n'avaient pas suivi les travaux de la Commission. » Il ne s'agissait plus ici de la protection des travailleurs indigènes, mais seulement « des débordements d'une passion politique longtemps contenue ». (M. Le Neveu.)

Par bonheur nous avons à Genève un ardent défenseur de la cause française, en la personne de notre délégué gouvernemental. M. Blaise Diagne, député du Sénégal, « ajoutait à l'autorité qui s'attache à ses origines le poids d'une argumentation puisée aux meilleures sources » (1). Pris à partie à plusieurs reprises par M. Jouhaux et le délégué ouvrier *serbe*, M. Topalovitch, « dont personne ne songea à mettre en doute la compétence coloniale », il a dit bien haut

(1) *Le Temps Colonial*, 17 juin 1930, article de M. Robert POULAIN.

tout ce que ses frères noirs et lui-même devaient à la culture française qu'il s'est, pour sa part, si bien assimilée.

» Sous les sourires des délégués ouvriers allemands et chinois, il raconta son enfance dans l'île de Gorée, où, dans le primitif costume des petits Sénégalais, il allait, pieds nus sur la grève, partageant son temps entre l'école et les jeux de son âge. Puis, lorsqu'il sut lire, il enseigna à son tour les rudiments de l'alphabet aux soldats blancs de l'occupation qui étaient pour la plupart illettrés.

» Il montra la nécessité, si l'on voulait garantir aux Noirs d'Afrique Centrale l'assurance contre les maladies et la famine, de recourir encore au travail obligatoire pour fins publiques.

» Il défendit enfin le principe du recrutement militaire dont il fut le promoteur en 1918, aux heures les plus critiques de la Grande Guerre. Bref, il couvrit de tout son cœur, et de toutes les ressources de son éloquence, la France attaquée par ses fils mêmes devant l'étranger (1). »

C'est l'honneur de notre représentant à Genève d'avoir énergiquement défendu un point de vue qui était celui de la raison et du bon sens ; d'avoir aussi vigoureusement réagi contre une immixtion aussi abusive dans la liberté de ses conceptions militaires ; et d'avoir nettement déclaré que la Convention ne pourrait pas être ratifiée par nous, quelles que

(1) *Idem.*

soient les possibilités que nous laisse l'article 421 du Traité de Versailles.

Seconde exception à la définition du travail obligatoire (Art. 2, alinéa b).

L'on peut trouver étrange que cette exception ait été admise sans discussion : la situation de certains États « souverains », en effet, est à peu près semblable, en ce qui concerne le travail obligatoire, à celle des colonies, soit par le fait d'avoir constitué hier encore des colonies, soit parce qu'ils se sont intégrés des éléments colonisés. Or, ces États, qui n'ont pour la plupart ratifié aucune convention, auront, du fait de cette exception, le droit exorbitant de juger les autres sans être jugés, et de légiférer pour autrui et non pour soi-même.

La Conférence a renoncé ainsi à tout droit de regard et à toute appréciation sur des situations de fait indiscutables « couvrant bien des abus à travers des territoires immenses ». Il est étrange que tous les États membres de l'Organisation réprouvent unanimement, quand elles se rapportent à des populations en tutelle, des pratiques qu'ils considèrent comme normales lorsqu'elles se rencontrent chez certains membres « souverains » de cette organisation (1).

Les États signataires du Traité semblaient vrai-

(1) M. Menta, délégué patronal de l'Inde : « Si l'Inde n'a pas de colonies, le travail forcé ou obligatoire y existe dans une grande mesure. » (P. V., 16, page 18.)

ment peu se souvenir que le 2^e paragraphe de la partie XIII ne comportait pas ces distinctions par trop surprenantes.

Travail obligatoire au profit des particuliers (§§ 1 et 2. Main-d'œuvre fournie aux sociétés travaillant pour le compte de l'État (§ 3).

La suppression du travail obligatoire au profit des particuliers fut votée à l'unanimité sur la proposition même du groupe patronal d'accord avec le groupe ouvrier.

Quant au § 3, sa discussion souleva de vifs incidents en Commission où son maintien fut néanmoins voté. Mais en séance plénière, malgré l'opposition des coloniaux, le bloc ouvrier fit adopter, sous forme d'amendement, la suppression de toute dérogation permettant d'assurer, par recours au travail obligatoire, la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises particulières travaillant pour le compte de l'État à la construction d'ouvrages d'intérêt général. Or, l'exécution de la presque totalité des grands travaux d'utilité publique est confiée, dans nos colonies, à des entrepreneurs ; le vote de l'amendement ouvrier signifiait donc le triomphe de la grande théorie qu'on dit chère au B. I. T. : conduire par des voies détournées les Puissances coloniales vers l'étatisation absolue. La France ne pouvait pas admettre cette thèse.

En ce qui concerne le *travail obligatoire au profit*

des chefs (art. 8) l'on sait que l'insuffisance des moyens de contrôle et, éventuellement, des moyens de répression, en a fait la source des plus grands abus, et le maintien de ces privilèges constitue, à coup sûr, le plus éclatant revers de la politique d'association : les représentants de la Hollande et de la Grande-Bretagne vinrent soutenir la thèse de la prorogation du privilège des chefs, basée sur le respect des coutumes et l'attachement que leur manifestent les populations indigènes.

On a fait remarquer qu'il est curieux d'observer qu'aucune intervention ne s'est produite dans aucun des groupes, du côté français. Notre délégué ouvrier n'a point élevé « contre une forme de travail obligatoire particulièrement fertile en abus, une de ces vigoureuses protestations que lui a inspirées le travail obligatoire organisé sur des bases assurant le relèvement physique et moral des indigènes ».

Quant aux discussions relatives à la durée du travail obligatoire (art. 14), elles furent l'occasion d'un échec français. Il fallait, pour fixer cette durée, tenir compte de deux séries de faits opposés : d'une part, les prescriptions de l'Assemblée de la Société des Nations, « étudier les modalités les plus propres à éviter que le travail obligatoire n'amène une situation analogue à l'esclavage », par conséquent, à en restreindre la durée ; d'autre part, une trop grande réduction de cette durée rendrait nécessaire des levées successives de travailleurs éloignés « jetant le désarroi matériel et moral dans les communautés indigènes,

brisant les liens familiaux, déterminant des conditions multipliées d'apport de maladies contagieuses, et ne fournissant qu'une main-d'œuvre inexpérimentée, éprouvée par la transplantation et substituée à une main-d'œuvre entraînée ».

Il importait donc de choisir une durée *optimum*. On en a proposé l'excellente définition que voici : « La plus courte possible eu égard à ces deux séries de faits opposés et en tenant compte, pour l'établir, de circonstances diverses : mentalité de l'indigène, besoins, densité de la collectivité à laquelle il appartient, distances auxquelles l'emploi sera effectué, valeur physique de la race réquisitionnée, coefficient individuel d'aptitude physique, nature du travail par rapport aux occupations habituelles, longueur du voyage d'aller et retour, possibilités en moyens de transport, conditions nouvelles de vie et de régime alimentaire, durée d'adaptation nécessaire pour chaque race, etc. »

Il est évident que ces conditions ne peuvent être appréciées que sur place ; et les chiffres proposés par le Bureau (60 jours dans les conditions normales de proximité et 6 mois dans celles de très grand éloignement) ne peuvent donc être considérés que comme des repères généraux ».

La Commission repoussa un amendement belge stipulant qu'eu égard au caractère complexe de la question, la durée de réquisition serait fixée chaque année par les autorités compétentes *locales* pour la période maximum normale et par les autorités *métro-*

politaines pour la période maximum exceptionnelle.

Elle adopta, par contre, celui du délégué gouvernemental britannique supprimant complètement le second paragraphe de l'article autorisant le maximum exceptionnel de durée. Par conséquent, un seul maximum était finalement admis : 60 jours.

Le délégué gouvernemental français déclara immédiatement que son Gouvernement, faisant état des réalités démographiques et géographiques, ne pourra se contenter d'une durée aussi dérisoire là où le recrutement se fait à des distances parfois considérables, notamment en Afrique.

L'Assemblée plénière, toujours en accord avec les suggestions britanniques et malgré l'appel vigoureux du délégué patronal français, qui demanda d'opérer la discrimination entre le travail obligatoire qui, en fin de compte, supprimera le travail obligatoire, et celui qui tend à le perpétuer, fit sien le point de vue de la Commission. Les travailleurs non volontaires ne devraient donc pas être employés à plus de soixante jours par période de douze mois, voyage aller et retour compris. Or, dans certaines colonies, l'A. E. F., par exemple, ces deux mois suffisent à peine aux travailleurs pour se rendre de leurs villages sur leurs chantiers.

Le texte du Bureau fixait les *heures de travail* (art. 15) à 8 par jour et 48 par semaine : à une voix seulement de majorité (45 contre 44), le groupe patronal obtint en séance plénière que la durée du travail des travailleurs forcés soit la même que

celle des travailleurs libres et qu'il en soit de même pour les prix des heures supplémentaires.

On adopta sans modification les articles 16, 17 et 18, relatifs respectivement à la rémunération des travailleurs, à la réparation des accidents du travail et à l'adaptation des travailleurs, et l'on aborda l'article 21, concernant les *cultures obligatoires*.

Une très importante discussion s'engagea à ce sujet, relativement à la dérogation prévue au § 2 autorisant, à titre d'enseignement agricole, le maintien des cultures obligatoires. La suppression de ce paragraphe fut repoussée en Commission, mais votée en séance plénière par 49 voix contre 45. Pourtant, le texte proposé par le Bureau avait été étudié très attentivement et énumérait diverses garanties de façon à rendre tout abus impossible et à limiter le bénéfice des cultures aux seules collectivités indigènes.

Le suppléant du Directeur du B. I. T. avait insisté pour le maintien de cet article dans son intégralité ; le Rapporteur était également de cet avis, et le chef du groupe ouvrier avait affirmé ne pas être opposé aux cultures obligatoires alimentaires, ni même aux cultures patriarcales, mais seulement aux cultures industrielles. Tous savaient, en effet, que les indigènes, même sous-alimentés, ne se décident jamais spontanément aux cultures libres ; que, par conséquent, ils devaient subir une certaine contrainte afin d'être en mesure, à la suite d'un enseignement agricole approprié, d'améliorer leur ration alimen-

taire. Néanmoins, c'est la suppression qui a été votée à la suite des déclarations du délégué de l'Inde (qui rapprocha ces cultures obligatoires des moyens actuellement employés par l'U. R. S. S.), et du chef du groupe ouvrier qui manifesta ses craintes de voir les profits tirés du travail indigène aller aux Puissances colonisatrices et de déterminer ainsi des crises de surproduction qui se répercutent sur les populations du monde entier (la production du caoutchouc, par exemple, a augmenté de 412 % entre 1913 et 1926).

Le délégué belge avait pourtant, dans une très remarquable intervention, réduit à néant les observations et les craintes des adversaires des cultures obligatoires. Il avait montré que l'activité agricole était insuffisante ou nulle en Afrique, d'où : famines périodiques ; faute de mines et d'industries, l'indigène ne peut améliorer sa situation que par l'agriculture. En Afrique il n'y a aucun marché de cultures alimentaires. Celles-ci sont donc destinées uniquement aux besoins de l'indigène. Seules les cultures industrielles exportables peuvent l'enrichir et assurer son bien-être ; or, l'on n'obtient aucun résultat satisfaisant par le seul fait de donner aux indigènes des terrains suffisants et de leur laisser la liberté de les cultiver sous un climat favorable.

On a donc prévu la contrainte, mais en prenant les plus grandes précautions pour éviter les insuccès et les abus : cultures faciles, interventions du Gouvernement en vue d'assurer un prix raisonnable

de vente aux produits indigènes. Par ailleurs, le caoutchouc est le produit du travail libre et non du travail obligatoire ; en assurant des bénéfices importants aux indigènes on leur permettra d'acheter des marchandises qui sont le produit du travail des ouvriers métropolitains ; les indigènes producteurs devenus consommateurs, c'est l'équilibre rétabli et la crise de surproduction conjurée.

Mais le groupe ouvrier ne s'est pas laissé convaincre par cette démonstration décisive émanant d'un colonial de science de d'expérience tel que le délégué belge, M. Leplae, professeur à l'Université de Louvain, directeur général au ministère des Colonies belge, président de l'Association Internationale d'Agriculture, démonstration appuyant le texte du Bureau, donnant par ailleurs toutes satisfactions désirables de garantie.

En outre, le porte-parole du B. I. T. n'avait pas hésité à montrer que la suppression du § 2 était susceptible de compromettre la ratification de la Convention, ce mode de travail, « appuyé au début sur une contrainte, mais humainement organisé, constituant, outre un procédé éducatif et un moyen d'amélioration de la ration alimentaire, un mode d'entraînement physiologique et de rétablissement de l'équilibre organique ». Mais les ouvriers d'Europe, qui « tissent le coton, raffinent l'huile de palmes ou d'arachides, n'ont pas voulu le comprendre, non plus que les délégués de certaines Puissances souveraines qui

craignent, sur les marchés mondiaux, la concurrence de nos produits coloniaux » (1).

Quant aux renseignements à fournir dans les Rapports annuels prescrits par l'article 408 du Traité de Versailles (art. 24), les Gouvernements de Grande-Bretagne et des Pays-Bas ont été les seuls à ne pas se montrer défavorables au projet de création d'une Commission permanente d'experts pour le travail obligatoire, qui avait fait l'objet du point 29 du questionnaire. Ceux d'Afrique du Sud, de la Belgique, de la France, de l'Inde et du Portugal s'y étant opposés, le Bureau avait seulement prévu des Rapports annuels qui seraient fournis au sujet du travail obligatoire et renvoyés à la Commission existant au titre de l'article 408 du Traité, Commission à laquelle le Conseil d'Administration pourrait, s'il l'estime opportun, adjoindre des spécialistes en matière indigène. On fit remarquer d'ailleurs qu'il s'agissait là seulement de réunir des informations et non d'instituer un contrôle international sur les États.

*
* *

La Convention ainsi élaborée fut votée, le 26 juin, par 93 voix contre 50 abstentions, dont celle de la France : nous examinerons ultérieurement les raisons qui justifient son attitude.

(1) Robert POULAIN.

*
* *

Quelle conclusion immédiate peut-on tirer de ces débats ? La Conférence Internationale du Travail s'efforce dans tous ses travaux de rechercher des terrains d'entente entre ouvriers et patrons avec le concours des Gouvernements qui sont en quelque sorte des arbitres : mais ce rôle était interdit, en ce qui concerne la question du travail obligatoire, à certains États possédant des colonies qui étaient à la fois juge et partie.

De cette situation spéciale devait résulter chez quelques-uns la « prédominance de l'intérêt particulier sur l'esprit de solidarité internationale : elle s'aggrava lors de la XIV^e Conférence par suite de la défiance manifestée par des Gouvernements que visaient certains nationalismes exacerbés ».

En outre, une majorité d'États non coloniaux, donc, totalement indifférents à la solution de la question, « perturba le jeu habituel des opinions, des influences et des votes ».

De plus, les violentes campagnes de presse déchaînées de part et d'autre ne furent pas pour apaiser les esprits. La France étant attaquée à Genève, notre représentant la défendit devant la Conférence. Pourtant on a pu écrire à ce sujet : la France, « grande personne morale dont le génie civilisateur rayonne à travers le monde », n'aurait pas dû faire figure d'attaquée, « elle qui devrait être citée en exemple ».

Les faits récemment relevés, non pas contre elle et sa tradition, qui est la plus humaine de toutes, mais contre certaines erreurs, certaines précipitations commises en son nom, n'avaient pas à être niés, puisque aussi bien ils avaient déjà été portés à la tribune du Parlement français et par conséquent devant l'opinion publique mondiale. Ils n'avaient pas à l'être, parce qu'ils *apparaissent comme des épisodes éphémères*, comme le fait des hommes et des circonstances, ce qui ne compte guère, au milieu des accumulations des générosités françaises.

Il n'en reste pas moins que le groupe ouvrier est, pour une très grande part, responsable de la tournure prise trop souvent par les débats à la XIV^e Session de la Conférence du Travail et de la non-ratification de la Convention par les Puissances coloniales : en quelques heures de discussion devant la Conférence plénière, il a bouleversé les résultats du labeur auquel s'était astreinte la Commission durant seize séances, et aussi celui de la Commission d'experts en matière de travail indigène et du Bureau lui-même, pour n'aboutir qu'à compromettre la ratification de la Convention et à *faire le jeu d'une grande Puissance dont les Dominions pesaient déjà de tout le nombre de leurs voix sur les résultats des votes* (1).

(1) M. LE NEVEU.

CHAPITRE III

LA FRANCE ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX EN FACE DU PROBLÈME DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

Nous avons examiné les efforts des organismes internationaux pour se saisir de la question du travail obligatoire, élaborer une réglementation, et tenter ensuite d'imposer la Convention ainsi établie à l'ensemble des territoires coloniaux.

Quel en a été le résultat pratique ? La France, tout d'abord, ne pourra ratifier le projet de Convention, mais elle s'est inspirée des principales dispositions votées à Genève, pour mettre au point sa réglementation du travail obligatoire.

Les débats eux-mêmes ont permis à un grand nombre de critiques de se faire jour contre le Bureau International du Travail : la plus sérieuse paraît être que les Puissances coloniales n'y sont pas écoutées comme elles devraient l'être lorsque sont discutées des questions qui les intéressent presque exclusivement. Cet inconvénient capital disparaîtrait

peut-être si une procédure différente était adoptée. D'ailleurs une réforme s'impose, semble-t-il, si l'on veut que les organismes internationaux agissent *utilement* en matière coloniale.

*
* *

I. — *La France et la « Convention du travail forcé ».*

Pourquoi la France s'est-elle abstenue de signer le texte de la résolution votée à Genève le 28 juin 1930 ? On n'a pas manqué, en France même, de critiquer cette attitude négative.

En effet, affirmaient les partisans de l'adoption, la Convention se borne à poser le *principe* de la suppression du travail forcé *dans le plus bref délai possible* : or, aucune durée n'a été fixée ; le texte dit seulement « à l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, et à l'occasion du Rapport prévu à l'article 31 ci-dessous, le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail *examinera la possibilité* de supprimer sans nouveau délai le travail obligatoire sous toutes ses formes, et décidera, s'il y a lieu, d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la Conférence ».

Ainsi, en attendant qu'une nouvelle Convention l'ait décidé, le travail obligatoire n'est pas interdit : il est réglementé et les Gouvernements signataires

s'engagent seulement à prendre toutes dispositions pour le supprimer dans le plus bref délai possible.

Cependant la règle n'est pas absolue, puisque, dès maintenant, le travail obligatoire est interdit quand il est imposé au profit des particuliers et des chefs « qui n'exercent pas des fonctions administratives ».

Pour tous les autres cas (1), le travail obligatoire est toléré « provisoirement » et l'on sait le sens large qu'il convient de donner à ce dernier mot.

C'est ainsi que le travail obligatoire peut être demandé à titre d'impôt ou pour des travaux d'intérêt public, ou même dans l'intérêt des populations : cela résulte indirectement de l'article 6 qui stipule : « Les fonctionnaires de l'Administration, *même lorsqu'ils devront encourager les populations dont ils ont la charge à s'adonner à une forme quelconque de travail*, ne devront pas exercer sur ces populations de contrainte collective ou individuelle en vue de les faire travailler pour des *particuliers, compagnies ou personnes morales privées*. »

En d'autres termes donc, le travail obligatoire demeure possible quand il sera utilisé par les autorités publiques responsables pour des travaux d'intérêt général ou dans un but éducatif. Et les partisans de la ratification ajoutent : il sera toujours possible d'imposer à des populations indigènes primitives des cultures vivrières ou économiques, à la

(1) En particulier, donc, au cas où le travail obligatoire est imposé par « des chefs qui exercent des fonctions administratives ».

condition que ce soit dans leur propre intérêt et non dans l'intérêt des « particuliers, compagnies ou personnes morales privées », à l'instar, par exemple, de ce qui a été fait en Côte d'Ivoire pour la culture du cacao, source de richesse pour les indigènes, ou en Afrique Occidentale Française dans les fermes d'expérimentation que le Gouvernement général a créées près de Bamako.

Naturellement ce travail obligatoire imposé par les autorités compétentes, sous leur responsabilité, est soumis à des règles d'application précises que la Convention prévoit dans le détail : « Seuls les adultes valides du sexe masculin, dont l'âge ne sera pas présumé inférieur à 18 ans ni supérieur à 45 ans, pourront être assujettis au travail obligatoire ; » — « Une visite médicale préalable, dans tous les cas où cela sera possible, sera passée par un médecin désigné par l'Administration », « le respect des liens conjugaux et familiaux sera garanti », « les heures normales de travail de toute personne astreinte au travail obligatoire devront être les mêmes que celles en usage pour le travail libre » ; « la période maximum pendant laquelle un individu pourra être astreint au travail obligatoire ne pourra dépasser soixante jours par période de douze mois, etc., etc... ».

Or, continuaient les partisans de la ratification, la plupart de ces règles sont dès maintenant appliquées, en fait, dans toutes les colonies françaises et généralement imposées par des textes réglementaires. Sur les chantiers mêmes du « Congo-Océan »

les mesures prises dès 1929 pour la protection sanitaire et sociale des travailleurs indigènes se réclament de ces principes : l'on remarque d'ailleurs qu'un très grand nombre de ces indigènes sont des volontaires, et, avec les récentes augmentations de salaire ajoutées à des conditions matérielles encore améliorées, l'on trouvera bientôt tout le personnel *volontaire* nécessaire.

Dans ces conditions, se demandaient les « rati-ficateurs », pour quelle raison la France avait-elle refusé à Genève sa signature ?

Ils croyaient y répondre en affirmant que « *derrière l'abstention du Gouvernement français, il y avait surtout le désir de protester contre le principe même du contrôle international, le désir de sauvegarder ce qu'on appelle encore la souveraineté coloniale* » (1).

Et ils concluaient en assurant que la France aurait tout à gagner et rien à perdre à adapter sa politique coloniale à des principes de droit public nouveaux, qu'elle a déjà acceptés officiellement par son adhésion aux organismes internationaux et qu'elle respecte en fait.

*
* *

A l'opposé, M. le Sénateur Bérenger pensait que la France avait bien fait de « mettre un frein final à certaines exagérations tendancieuses de certains

(1) M. ANTONELLI.

philanthropes du Bureau International du Travail ». La France, disait-il, était d'autant mieux placée pour le faire qu'elle a toujours été à la tête du mouvement émancipateur colonial. « C'est elle qui, en 1791, a affranchi ses colonies, en 1793, a proclamé libres les hommes de couleur ; c'est elle qui, en 1848, par le décret immortel de Schœlcher, leur a conféré les droits politiques après les droits sociaux. C'est elle qui, en 1896 et 1897, a aboli l'esclavage à *Madagascar* et au *Cambodge*. C'est elle qui, de 1911 à 1913, a promulgué le Code Métropolitain du Travail à la *Guadeloupe*, à la *Martinique* et à la *Réunion* ; c'est elle enfin qui, depuis 1918, a étendu à ses colonies d'*Afrique* et d'*Asie* les principes essentiels de la législation ouvrière européenne.

» A Genève, comme ailleurs, la France entend rester Schœlcherienne et libératrice, mais elle n'entend pas se faire dupe ou complice d'hypocrisies qui visent à compromettre l'évolution coloniale elle-même. »

Ces lignes, que M. le sénateur Bérenger publia dans un quotidien colonial, permettent de se faire une idée de l'attitude générale qu'avaient adoptée la presse et l'opinion coloniale française.

Elles correspondent également à ce que furent l'attitude du ministre des Colonies et les instructions qu'il envoya à notre délégué à Genève. Le Gouvernement français avait, en effet, accepté de participer à la Conférence avec la volonté bien arrêtée de n'autoriser le travail obligatoire que dans l'intérêt

même des indigènes. Il estimait d'ailleurs qu'il était strictement indispensable de préparer la suppression de ce travail, et, d'ici là, d'approuver et d'appliquer rigoureusement toutes mesures susceptibles de prévenir les abus.

Mais les débats de la Conférence n'avaient pas répondu à son attente.

La nécessité des cultures prescrites dans un but d'enseignement et d'éducation sur les terres des indigènes et au profit exclusif de ceux-ci n'a pas été admise malgré les expériences répétées des pays colonisateurs en démontrant les effets bienfaisants et civilisateurs.

La durée du travail obligatoire a été réduite dans une mesure telle qu'elle impose à brèves échéances des recrutements répétés, de nature à entretenir en permanence le malaise au sein des collectivités indigènes.

Enfin et surtout, la « pierre d'achoppement » de la Conférence a été la question du 2^e contingent. Comme l'a affirmé M. le Ministre Piétri, la France ne pouvait admettre que l'on assimilât cette institution à du travail obligatoire, sujet à une réglementation quelconque. On pouvait légitimement trouver surprenant que la faculté de mettre un fusil dans les mains d'une recrue nous fût reconnue et qu'on nous refusât celle de lui confier une pioche.

Le bon sens, comme aussi notre dignité nationale, se dressaient, contre cette insoutenable prétention

consacrée pourtant (à une très faible majorité) par la Conférence.

Ce sont des soldats français, « Français de France », qui ont fait une grande partie des routes et des pistes de plusieurs de nos colonies ; à notre connaissance, personne n'a jamais songé à y voir une forme de l'esclavage, et du point de vue social le plus orthodoxe, il est certain que cette conception du militaire collaborant aux travaux de la paix et à l'essor économique d'une région est particulièrement honorable.

L'institution du S. M. O. T. I. G. n'a pas besoin d'autre justification. La France, affirmait encore le Ministre, ne redoute rien d'une réglementation sévère du travail colonial. « Elle pratique le travail obligatoire dans quelques-unes de ses possessions exactement comme l'ont pratiqué et comme le pratiquent encore, dans nombre des leurs, la Belgique, l'Angleterre et la Hollande. Elle a le juste orgueil de son œuvre coloniale et elle accepte de l'étaler et d'en justifier, même devant une quarantaine d'autres Puissances qui n'ont pas un arpent de colonie et qui ne sont peut-être pas extrêmement qualifiées pour participer à ces sortes de débats.

» *Entente internationale, oui ; contrôle international, non. Des comptes rendus, des rapports annuels, pourquoi pas ?* Nous en fournissons bien sur la journée de huit heures ou sur le repos des ouvriers. Mais des inspections sur place, c'est autre chose, et ici

se pose un principe de souveraineté sur lequel nous n'entendons pas transiger. »

A cause de cela, et à cause du S. M. O. T. I. G., la France ne pouvait laisser ce débat international dévier vers des questions de souveraineté pure. C'est la raison pour laquelle, à son très vif regret, elle a dû, avec la *Belgique*, le *Portugal* et l'*Inde Britannique*, s'abstenir de signer la Convention sur le travail obligatoire.

Pourtant, désireuse de ne pas retarder l'exécution d'une réforme aussi humanitaire, et devant l'impossibilité où elle se trouvait d'adhérer au projet de Convention, la France en rendait aussitôt applicables dans ses territoires coloniaux les principales dispositions par un décret du 30 août 1930. Voici la définition que donne ce texte du travail obligatoire pour fins d'utilité publique : « Tout travail ou service exigé d'un individu, pour l'exécution duquel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré, en dehors des travaux ou services résultant de ses obligations militaires ou fiscales ou de l'exécution d'une peine de droit commun. »

Cette définition exclut donc les appels de main-d'œuvre nécessités par des cas de force majeure (tels que sinistres), par les travaux de village et aussi par l'emploi du dernier contingent de la conscription militaire. Elle supprime toute équivoque sur la nature de ce travail que, de divers côtés, l'on voulait assimiler à une forme de travail pénal.

Ce décret *synthétise* en quelque sorte les régle-

mentations de détail en vigueur dans nos colonies et en dégage les principes essentiels qui devront être observés jusqu'au moment où l'évolution des méthodes de travail permettra de renoncer à une forme de recrutement qu'il est encore indispensable de maintenir. En fixant sans attendre les conditions d'emploi des travailleurs indispensables à la réalisation des grands travaux qui permettront seuls l'élévation progressive des indigènes vers une vie meilleure, la France aura ainsi conservé la place, qu'elle n'avait jamais cessé d'occuper, à la tête des autres nations en matière colonisatrice.

Rien ne témoignait mieux de notre « loyalisme » vis-à-vis de l'esprit de Genève et de notre volonté d'*appliquer*, en matière de travail obligatoire, des directives qui sont depuis longtemps celles de la France.

« De ce qui était une pratique d'application déjà constante par les gouverneurs locaux, le décret fait une règle uniforme et impérative : interdiction rigoureuse de requérir la main-d'œuvre pour des fins privées, obligation stricte du juste salaire, des soins médicaux, de la nourriture et du couchage appropriés; tous les arrêts concernant cette main-d'œuvre soumis au visa préalable du ministre ; *enfin, dominant le tout, l'indication formelle que ces méthodes sont temporaires, et qu'on doit s'acheminer partout à la suppression aussi prochaine que possible d'un mode de travail que justifient seules les nécessités du premier établissement.* »

Cette réglementation était particulièrement opportune : complétée peu après par la loi sur l'Inspection du Travail aux Colonies, elle précédait de quelques mois le vote par le Parlement des grands emprunts coloniaux qui vont permettre de donner à nos colonies toute la prospérité dont elles sont susceptibles et, par là même, améliorer le sort des indigènes. Il est d'ailleurs probable que ces travaux qui, vont être réalisés grâce aux emprunts, ne nécessiteront pas un appel nouveau de main-d'œuvre obligatoire : cette forme de travail, même au Congo, tend à disparaître, et nous avons vu que même sur le chemin de fer *Brazzaville-Océan* qui, il y a quelques années, a usé de forts effectifs d'ouvriers réquisitionnés, nous avons aujourd'hui 1.700 à 1.800 travailleurs volontaires, sans compter les 600 ou 700 Chinois si heureusement recrutés et qui s'acclimatent parfaitement.

Les colonies semblent aujourd'hui en être au stade définitif : celui des grands travaux : « L'ingénieur vient continuer l'œuvre du soldat et du commerçant, et parachever l'œuvre grandiose entreprise depuis cinquante ans. Mais, son action implique une organisation minutieuse et tutélaire du travail. Tout doit tendre à ce but, et la France ne se laissera distancer par personne dans les voies de l'humanité et du progrès social (1). »

1) M. F. PIÉTRI.

*
* *

On voit sous quel loyal aspect s'est montrée la politique coloniale française : nous n'avons pas signé la Convention de Genève, parce qu'elle donnait lieu à trop d'impossibilités d'application et portait atteinte à nos droits de souveraineté ; parce que notre Gouvernement, tout en étant fermement décidé à supprimer le travail obligatoire partout et aussitôt qu'il sera possible, estimant que, par plusieurs de ses dispositions, la Convention élaborée par la Conférence ne répondait pas aux intérêts, tels qu'il les conçoit, des populations dont la France a la charge, — le Gouvernement français avait donc le devoir de refuser son approbation à l'accord projeté. Toutefois, voulant marquer par là son adhésion pleine et entière aux principes de cet accord, il s'est abstenu d'émettre un vote négatif, en quoi il fut suivi par les délégués de deux des principales Puissances colonisatrices d'Afrique : la *Belgique* et le *Portugal*.

*
* *

Ainsi se trouve justifiée l'attitude de la France relativement au travail obligatoire. Cela a été pour nous, une fois encore, l'occasion de montrer que, dans la poursuite de son œuvre coloniale, « la France du XX^e siècle, qui sait tenir compte des possibilités et des réalités, reste fidèle à cet esprit humanitaire,

à cet idéal qui portait l'Assemblée Constituante, dans une séance inoubliable, à décerner à Wilberforce, l'ami des Noirs, le beau titre de citoyen français ».

*
* *

II. — *Les critiques formulées contre le B. I. T. sont-elles justifiées ? Vers une méthode nouvelle.*

Les faits concernant la France ainsi éclaircis, il reste à se demander si les critiques qui, de divers côtés, se sont faites jour contre le Bureau International du Travail sont justifiées. Nous verrons ensuite que, les méthodes de travail de cet organisme *européen*, étant défectueuses quand elles sont appliquées à des questions coloniales, doivent être réformées, si l'on veut obtenir une collaboration sincère *entre les nations coloniales* et aboutir à des résultats pratiques.

*
* *

L'idéal élevé de la Société des Nations prête à cette institution de paix une auréole qui reflète son éclat sur les organismes internationaux dont le siège se dresse à l'ombre du Palais des Nations.

C'est ainsi que le Bureau International du Travail, bien que tout à fait indépendant de la Société des Nations, doit à l'étiquette « Genève » que portent ses Conférences et ses publications, une auto-

rité qu'il faut apprécier sous bien des rapports, mais que ne justifie pas toujours un esprit d'objectivité absolument scientifique. Non seulement, a-t-on fait remarquer, la direction en a une orientation politique trop partielle, mais l'organe qui doit se prononcer en dernière instance sur les rapports et les propositions du Bureau, la Conférence, a été composé de telle façon qu'il ne saurait être censé s'intéresser suffisamment aux questions mises à l'ordre du jour, ni en juger avec la compétence et le sentiment de responsabilité désirables. Ceci est surtout apparent dans le cas des affaires coloniales, qui ne sauraient intéresser directement que 8 ou 10 des 55 pays représentés ; cependant les autres ont également le droit de voter des résolutions relatives à des questions coloniales, notamment des conditions du travail indigène, sans être le moins du monde intéressés à la question, circonstance sur laquelle on a déjà plusieurs fois appelé l'attention (1), et qui constitue le reproche le plus grave que l'on puisse adresser à l'institution genevoise.

M. Maurice Ajam, ancien sous-secrétaire d'État, a signalé dans un article mordant publié par la *Dépêche Coloniale*, la tendance de plus en plus accentuée de cette institution à s'arroger le contrôle général du travail indigène dans les colonies.

(1) Paul BOURDARIE, *Le Monde Nouveau* d'août-septembre 1928, « Abus et erreurs de l'internationalisation » ; Dr R. A. FOCKEMA, *The International labour Office as an Institute of socialistic propaganda*, Dr H. COHEN DE BOER, *Het Kælie Contract te Geneve*.

M. Bernard, représentant de la *Belgique* au B. I. T., et qui passe pour un indigénophile très sincère, a protesté également contre l'ingérence exagérée du B. I. T. dans les affaires que, seuls les pays intéressés peuvent juger grâce à leur longue expérience coloniale : sans doute, par suite du développement continu de la vie internationale, l'opinion mondiale porte sur nos faits et gestes dans nos colonies la plus grande attention, et celle-ci n'aurait rien que de très naturel et de très bienfaisant, si elle s'exerçait en toute loyauté et sans arrière-pensée : il est bien évident, par exemple, que le voyage au Maroc de l'ambassadeur américain à Paris, M. Myron T. Herrick, contribua singulièrement à dissiper à travers tous les États-Unis d'absurdes diffamations répandues alors sur notre colonisation en Afrique du Nord.

Mais il n'en est pas toujours ainsi : l'activité « dévorante » du B. I. T., en particulier, n'a pas toujours été impartiale ni sérieusement renseignée. M. A. Lebrun, rapporteur du budget des Colonies au Sénat, après avoir, lui aussi, souligné le manque de compétence de certains bureaux de Genève, a signalé que nos délégués ont rapporté des débats de Genève une impression pessimiste, par l'espèce de parti pris qui semblait animer « *certaines membres de la Conférence parfaitement ignorants d'ailleurs des questions coloniales*. Il s'étonne, dans un récent discours, que des *pays qui n'ont pas de colonies* puissent être appelés à intervenir pour orienter et diriger les

efforts d'autres nations adonnées depuis longtemps à la colonisation et dont l'expérience s'est formée peu à peu par la pratique ». Et le rapporteur terminait par cet avertissement : « Il semble que si la S. D. N. veut garder tout le prestige dont elle jouit si légitimement, elle devra modérer certaines ardeurs et apporter un soin scrupuleux dans l'examen de ces problèmes délicats entre tous. »

Outre ce reproche d'incompétence générale, d'autres critiques d'inégale valeur ont été adressées au B. I. T.

L'on a soutenu que rien, dans le texte du Traité de Versailles, des Mandats, ou d'autres textes connexes, n'établit l'habilitation du B. I. T. à prendre en mains l'étude de la question du travail obligatoire ;

- Que le B. I. T. n'innove rien : les Gouvernements coloniaux l'ont depuis longtemps précédé dans la voie où il vient seulement de s'engager ;
- Que MM. Albert Thomas et Jouhaux sont les fourriers de la révolution préparée par la II^e Internationale ;
- Que la politique de B. I. T. poursuit plusieurs buts : gêner les Puissances coloniales dans l'exercice de leur action aux colonies ; substituer dans ces colonies la souveraineté internationale aux souverainetés nationales, en étendant le régime de mandats à toutes les colonies ; en préparer

ainsi le partage avec des peuples qui n'ont rien fait pour les amener au degré de développement qu'ils ont atteint ; par cette internationalisation, fournir aux indigènes une aide pour leurs revendications diverses ; les attirer par ce moyen dans les syndicats métropolitains où ils apporteront la force de leur nombre, plus de 400 millions, et celle de leurs cotisations, et dont ils deviendront les instruments dociles, les auxiliaires précieux à utiliser pour des fins politiques ; puis, fort des succès obtenus par ces moyens dans le domaine colonial, atteindre dans le domaine économique métropolitain, des conquêtes nouvelles ;

- Qu'une atmosphère d'hostilité est entretenue contre la France à Genève par les fonctionnaires permanents du B. I. T. ;
- Que le *Livre Gris* a été rédigé dans un esprit tendancieux ; sa lecture prouve que le B. I. T. a tendance à décrier notre œuvre coloniale ;
- Que la Convention du travail obligatoire est inutile, l'essentiel de cette question étant contenu dans la Convention sur l'esclavage.
- Que la Convention, enfin, aurait dû en tous cas être d'application spéciale et non générale.

*
* *

A ces critiques, on a opposé les réponses suivantes:

Sans doute, les traités de paix n'énumèrent pas les situations particulières pour lesquelles l'Organisation Internationale du Travail est compétente. Mais cela signifie simplement que le programme d'action établi dans le préambule, et que l'Organisation est chargée de réaliser, est absolument général et l'on y cite quelques situations particulières seulement à titre d'exemple. Le B. I. T. n'avait donc pas plus à être habilité à traiter la question du travail obligatoire qu'à connaître de toute autre. Quand l'Assemblée de la S. D. N. l'a invité à poursuivre les travaux entrepris sur la question dès 1921, en raison de sa participation aux débats de la Commission permanente des Mandats, et plus tard à ceux de la Commission temporaire sur l'esclavage, elle a indiqué par avance comment on pouvait répondre aux objections de cette nature : « ...Prenant acte des travaux entrepris par le B. I. T. *en accord avec la mission qui lui a été confiée* et dans le cadre de sa constitution ; considérant que ces études comprennent naturellement les problèmes du travail obligatoire... » Par conséquent, toute question de travail obligatoire à part, le travail indigène devait faire partie des attributions du B. I. T. dans les conditions normales d'extension aux indigènes des lois protectrices des travailleurs

On dit que le B. I. T. n'a pas, ou n'a que bien peu de coloniaux parmi ses fonctionnaires ? Oui, c'est vrai ; mais il n'est pas besoin de compétence coloniale spéciale, répond-on, pour effectuer un travail de dépouillement et la confrontation de textes en provenance des divers États. D'ailleurs, depuis 1926, l'étude des divers problèmes soulevés à la suite de cette confrontation a été confiée à une Commission d'experts en matière de travail indigène, qui comprend 2 Français sur 14 membres.

En outre, ajoute-t-on, « c'est le travail et la conscience dans le travail qui justifient la compétence. »

Enfin, — dernière réponse, — la Conférence est bien au moins aussi compétente que le Parlement français qui statue pourtant en dernier ressort sur toutes les grandes questions d'intérêt colonial ; elle l'est même davantage du fait que les délégués des nations non intéressées, venus à la Conférence pour participer à ses délibérations sur une question précise, doivent, à défaut de spécialisation, avoir procédé à une étude préalable (*théoriquement*).

L'on accuse aussi le B. I. T. de ne rien innover. D'abord, le fait seul de la condamnation formelle du travail obligatoire par tous les États, à son instigation, a une portée qu'il serait vain de sous-estimer. De plus, le fait par le B. I. T. de s'être saisi de la question du travail obligatoire, a certainement été un stimulant efficace dont l'action a été immédiate, sur la législation française par exemple : le décret d'août 1930 s'inspire de la Convention votée

deux mois plus tôt ; et, immédiatement après la XIV^e Conférence, le Gouverneur général Cayla élargissait, à *Madagascar*, le cadre du S.M.O.T.I.G., « par le recrutement libre de nouvelles sections de travailleurs, s'inspirant à la fois, affirme un communiqué à la presse, de l'esprit qui a présidé aux délibérations de la Conférence de Genève et des nécessités de la mise en valeur de notre empire colonial ».

Une autre marque de l'influence certaine du B. I. T. en cette matière est révélée encore dans le rapport que M. Outrey, député de Cochinchine, a établi au nom de la Commission de l'Algérie, des Colonies et Protectorats, chargée d'examiner le projet de loi portant création d'un corps d'Inspecteurs du Travail à l'Administration centrale du ministère des Colonies. M. Outrey écrit dans ce rapport : « Il y a lieu d'observer des directives générales et de déterminer la politique du ministère des Colonies, non seulement vis-à-vis des institutions propres à chacune de nos grandes possessions lointaines, mais encore vis-à-vis des grands courants d'opinion et des buts cherchés à la S. D. N. et au B. I. T., en vue d'une sorte de minimum international de protection du travail indigène dans le monde entier. »

MM. A. Thomas et Jouhaux, avons-nous dit, sont accusés d'être les « fourriers de la II^e Internationale ». On peut faire remarquer ici, avec le Dr Mazière, que le parti politique auquel ces deux hommes appartiennent est « singulièrement revenu de sa prévention contre ce qu'il appelait jadis et appelle

quelquefois encore le Colonialisme ». Son évolution s'est faite dans un sens des plus louables et de la façon la plus complète : il se *gouvernementalise*.

M. Du Vivier de Streel, dans un rapport récent au Conseil Supérieur des Colonies, signalait que le parti socialiste, dans un projet signé de 97 de ses membres, et présenté par M. Bedouce, prévoit en 7 ans la réalisation de 8.000.000.000 de travaux dans nos colonies. On peut, par ce fait, juger que la « Révolution » dont MM. Thomas et Jouhaux sont les « fourriers » ne sera nullement préjudiciable à la « plus grande France » car elle sera *canalisée*. D'ailleurs, le Bureau exécutif de l'Internationale de Moscou, dans ses réunions de décembre 1929, constatait que le B. I. T. n'était qu'une « agence réformiste de l'impérialisme mondial ».

Enfin, reste la menace de contrôle international. Sur ce point, M. Jouhaux est catégorique : « *Il faut, déclare-t-il, dans cette question plus que dans toute autre, un contrôle international s'exerçant au-dessus des intérêts particuliers, et même des intérêts nationaux... C'est une question d'intérêt humain qui se pose, et pour que cet intérêt humain reçoive satisfaction, il faut que le contrôle international soit appliqué, exercé par l'autorité internationale qui le représente ici ; quand vous aurez accepté une convention internationale, vous devrez l'accepter, représentants des Gouvernements, avec l'idée que tous les Gouvernements seront contrôlés dans leur gestion sur les indigènes et sur les colonies.* »

Ce principe mérite examen, car, si un conflit, un jour, s'élève à propos de la Convention, les arbitres ne pourront que s'en référer aux travaux préparatoires dont nous venons de donner un aperçu : M. Jouhaux veut une convention déclenchant automatiquement l'application des articles 409 et suivants du Traité de Versailles, c'est-à-dire, le contrôle par la S. D. N. des actes et de la politique des États « sur des territoires qu'ils ont pacifiés et mis en valeur de leur or et de leur sang et non avec l'or et le sang du *Guatemala* et de la *Lithuanie* ; ou de ces États de l'Amérique du Sud qui ont omis jusqu'ici de ratifier les principales conventions du travail, mais qui n'ont pas hésité, à la XIV^e Session du B. I. T., de traiter les Gouvernements de nations coloniales de négriers (1). »

Il faut bien néanmoins se faire une raison, affirment les partisans du contrôle international : celui-ci apparaît comme la conséquence logique de l'application d'une règle conventionnelle internationale : « En effet, c'est l'effort de contrôle mutuel qui porte en soi l'efficacité même des Conventions, *sous réserve qu'il soit réciproque, et exercé avec une haute impartialité par le moyen des représentants des différentes nations intéressées.* » (Il n'est donc pas question qu'il soit exercé par le B. I. T. seul.) En principe, ajoutent-ils, ce contrôle ne constituerait pas une atteinte à la souveraineté des nations, puisque la restriction à ce

(1) *Dépêche Coloniale*, du 2 juin 1930.

droit ne peut être que volontaire. Et si M. Jouhaux, d'accord avec ses principes, ne cesse de le réclamer, le *Directeur du B. I. T. a reconnu devant la Conférence que, dans l'état actuel de l'évolution des idées, le contrôle international n'est pas admissible, les conditions de réciprocité et de généralité qu'il exige ne pouvant être remplies.*

Il est d'ailleurs bon d'affirmer à nouveau, que la France ne saurait en aucun cas accepter « qu'à l'abri de conceptions humanitaires et pour certaines fins politiques, on essaie d'établir un contrôle arbitraire sur la gestion des Puissances colonisatrices par l'intermédiaire d'une sorte de Haute-Cour émanant d'un organisme dont 46 membres sur 56 n'ont aucun intérêt outre-mer. La France est prête à accepter une réglementation internationale du travail aux colonies, mais repousse toute internationalisation des colonies ; la politique traditionnelle française demeure l'intégration graduelle de nos possessions lointaines dans le sein de la mère-patrie. »

*
* *

Il est patent que le fonctionnement des organismes genevois a amené trop de frictions en matière coloniale, et pas assez de résultats pratiques. Nous avons examiné quelles critiques avaient été formulées contre le B. I. T. et avons souligné la gravité de l'une d'elles : l'incompétence générale de la Conférence Internationale du Travail en ce qui concerne le travail obligatoire.

L'on a cherché ailleurs, en outre, afin de découvrir s'il n'y avait pas des responsabilités personnelles, de mauvais ouvriers, en somme, plutôt que de mauvais outils. L'on s'est engagé dans cette voie, en France particulièrement, et l'on s'est demandé si le Gouvernement français n'avait pas sa part des responsabilités dans le demi-échec subi en juin 1930 à Genève par la « politique de collaboration des groupes » qu'essaie de pratiquer le B. I. T. Épluchant les débats, l'on a regretté que sur une question aussi importante que celle du travail obligatoire, relevant sur plus d'un point de l'autorité et de l'expérience médicales, aucun conseiller technique médical n'ait fait partie de la délégation française, pas plus que d'aucune autre délégation. L'on affirme, à l'appui de cette thèse, que, à certains points hypersensibles des débats, là où les antagonismes de doctrine et d'intérêt se sont dressés parfois avec une violence qui a imprimé à la Conférence une physiologie inaccoutumée, il eût été sage et efficace, politiquement, de transposer la discussion sur le plan technique, et notamment sur le plan sanitaire, où elle eût trouvé ces motifs d'apaisement qui lui ont fait défaut.

L'on remarque encore dans le débat sur l'article 1^{er} relatif à la fixation de la période transitoire reconnue indispensable avant la suppression complète du travail obligatoire, qu'une violente opposition se manifesta entre la délégation gouvernementale française, d'une part, et, d'autre part, la délégation ouvrière

française et le groupe ouvrier tout entier. Or, dit-on, l'élévation des arguments sur lesquels étaient étayées les deux thèses aurait dû rendre possible et aisé leur rapprochement, si le débat ne s'était pas poursuivi sur un ton d'une violence inouïe.

Tout cela est peut-être exact, mais, ce ne sont là, en somme, que des points de détails.

*
* *

En réalité, la cause profonde du fonctionnement défectueux de l'organisation du travail en matière coloniale doit être recherchée dans l'indifférence profonde de la plupart des nations qui y sont représentées : que leur importent ces discussions ? Pourquoi des Gouvernements, en matière coloniale, prendraient-ils position contre leurs ouvriers ? Pourquoi, en outre, ne rendraient-ils pas service au B. I. T., service dont il leur sera tenu compte dans d'autres affaires qui les touchent de plus près ?

Ces remarques découlent des débats eux-mêmes de la Conférence du Travail de 1930, comme on peut le voir par l'analyse suivante :

La discussion en séance plénière fut préparée par une Commission dont les 45 membres appartenaient pour la plupart à des pays plus ou moins intéressés en la matière : pays administrant des colonies, des protectorats ou des territoires sous mandat. Les décisions de la Commission au sujet des textes qui lui étaient soumis devaient donc avoir une certaine

autorité morale, puisque la compétence matérielle ne lui faisait pas défaut, bien que des considérations de politique, étrangères au sujet à l'ordre du jour, fissent sentir quelquefois leur influence fâcheuse.

Mais, après avoir été discuté en Commission, le projet devait venir devant la séance plénière, moment critique pour lui, mais, surtout, pour l'Organisation : allait-elle se révéler capable de prendre des décisions raisonnables sur un sujet touchant le cinquième seulement de ses membres ?

L'épreuve a été double : des trois questions inscrites à l'ordre du jour, une seule concernait tous les membres, c'était celle des heures de travail des employés de commerce. Les deux autres étaient d'une application restreinte, puisqu'elles concernaient les heures de travail dans les mines de charbon où, seuls, neuf États européens, principaux producteurs de charbon, étaient directement intéressés, et le travail obligatoire, de nature principalement coloniale.

La Conférence a échoué sur les deux points : échec absolu pour le travail dans les mines, puisque le projet de convention n'a pas réuni la majorité requise (les deux tiers des délégués votants), échec « virtuel » pour le travail obligatoire, puisque le projet de convention, bien que formellement adopté, ne sera pas ratifié par tous les États intéressés sans des réserves sur des points essentiels, réserves qui écarteront l'application des plus importantes décisions prises par la Conférence.

Pendant la discussion en Commission déjà, l'avant-projet du Bureau, sorte de compromis entre les opinions des Gouvernements des pays à colonies, avaient subi certains changements, qui, pour la plupart, étaient de nature à rendre plus difficile la ratification générale : il suffit de citer pour exemple celui qui se rapportait à l'emploi de la main-d'œuvre militaire pour des travaux d'intérêt général, le S. M. O. T. I. G. de *Madagascar* et de l'*A. O. F.* dont nous avons examiné le sort. Bref, ces discussions en Commission avaient mis en présence des principes irréconciliables défendus de part et d'autre avec passion, quelquefois même avec une véhémence extraordinaire, mais sans jamais dépasser les limites convenables. Ç'aurait dû être le rôle de la Conférence d'apaiser ces conflits comme cela était possible ; il lui suffisait de rétablir le texte primitif de l'avant-projet. M. Leplae, conseiller technique belge, a affirmé que *la Convention, si elle avait été adoptée telle que le Bureau l'avait proposée, aurait recueilli l'unanimité des suffrages parmi les puissances coloniales*, et M. Cayen, délégué patronal belge, rapporteur au Comité Consultatif de la main-d'œuvre indigène au Congo belge, dans une interview donnée à l'*Essor Colonial et Maritime* à son retour de la Conférence, s'est exprimé en termes analogues : « Disons-le sans détour, le projet de Convention contenu dans le *Livre Bleu*, base des travaux de la Conférence de 1930, a été établi avec la plus haute conscience par le B. I. T... Il me plaît de rendre cet

hommage à M. A. Thomas, directeur, et à son éminent collaborateur, M. Weaver, qu'ils se sont uniquement occupés de traduire en texte de Convention les réponses des Gouvernements coloniaux. Il eût suffi de simples retouches de détail pour que les pays coloniaux puissent approuver sans réserve et appliquer sans difficulté le projet de Convention du Bureau. »

Or, que vit-on en séance plénière ? Des délégués gouvernementaux (France, Belgique, Portugal et Inde) proposaient six amendements : ils furent tous repoussés. Le groupe ouvrier en proposait neuf, dont sept furent adoptés. Ces chiffres ont une éloquence que tout commentaire affaiblirait. Ils indiquent que les délégués, représentant des intérêts non touchés par le projet de Convention, se sont laissés guider par le groupe ouvrier et, systématiquement, ont refusé de tenir compte des déclarations des représentants qualifiés des Puissances coloniales. C'est précisément l'idée que nous avançons tout à l'heure et à laquelle nous ramène le logique enchaînement des faits.

C'est aussi la leçon qui se dégage de l'étude plus approfondie des amendements et des votes. Prenons deux exemples : en premier lieu, les amendements ouvriers qui furent rejetés se rapportaient à des questions au sujet desquelles même les délégués les plus ignorants en matière coloniale pouvaient se croire compétents : l'un visait à introduire, au lieu de principe de l'égalité entre travailleurs non volontaires et travailleurs libres, la journée de huit heures

pour le travail obligatoire ; l'autre voulait reconnaître aux travailleurs contraints le droit de « négocier » au sujet des plaintes qu'ils auraient à formuler contre les conditions du travail, mot qui fit penser au droit d'association et aux syndicats ouvriers. Les délégués gouvernementaux des pays non coloniaux étaient sur un terrain qui leur semblait familier. Pour tous les autres amendements, ils ne pouvaient au contraire que se laisser guider par leurs sympathies ou leurs impressions ; et à ce propos, le délégué gouvernemental néerlandais pouvait affirmer sans crainte de contradiction que « *pas un sur dix n'avait lu le rapport de la Commission*, l'allure des travaux à la Conférence rendant cette lecture matériellement impossible ». On peut aisément s'imaginer à quoi cela peut mener. Un second exemple : le groupe ouvrier fit adopter un amendement à l'article 5, stipulant que les clauses des concessions autorisant le travail obligatoire pour produire ou recueillir des produits pour les concessionnaires devraient être rescindées aussitôt que possible après la date de la ratification. Le Rapporteur fit observer que l'on demandait ainsi aux Gouvernements de refuser de remplir leurs obligations contractuelles, mais cet argument n'empêcha pas les délégués des Gouvernements de quatorze pays de voter pour l'amendement.

Comme nous l'avons dit, les amendements des représentants gouvernementaux furent tous repoussés. Le délégué de l'Inde déclara que, par suite du rejet des deux amendements visant des cas spéciaux

à son pays, la Convention était inacceptable. En ce qui concerne les délégués gouvernementaux belge, français et portugais, bien qu'ayant la possibilité d'accepter formellement la Convention quitte à écarter, en application de l'article 421 du Traité de Versailles, toutes les dispositions jugées indésirables, ils ne laissèrent subsister aucun doute : *la Convention telle qu'elle est sortie des décisions de la Conférence* ne serait pas appliquée dans leurs colonies.

*
* *

Quelle a donc été, en somme, le résultat tangible et direct de quatre années de travaux préparatoires, et de plusieurs semaines de discussion aux Conférences de 1929 et de 1930 ? Le nombre des journées de travail obligatoire n'en a pas été diminué, du moins pas du fait de l'application de la Convention.

C'était la première fois qu'en matière coloniale avait l'occasion de se manifester cette collaboration universelle à laquelle visent les statuts de l'Organisation Internationale du Travail. Or, nous en avons été bien loin ; les délégués des pays qui n'étaient pas directement intéressés n'ont pas montré

envers les Puissances coloniales la déférence à laquelle celles-ci étaient en droit de s'attendre ; peut-être — on l'a soutenu — la faute en est-elle aux Puissances coloniales elles-mêmes qui, pour être respectées, auraient dû commencer par se respecter elles-mêmes et réaliser un « front unique » pour appuyer ensemble des revendications raisonnables.

Une conclusion s'impose en ce qui concerne l'Organisation du Travail : *il faut chercher une autre procédure pour les questions n'intéressant qu'un petit nombre de ses membres.*

Dans un discours qui fut prononcé le 23 juin 1930, M. A. Thomas, Directeur du Bureau, a indiqué une solution possible : offrir, au moyen d'une procédure « auxiliaire », consistant en des conférences spéciales consultatives, la possibilité de tracer les grandes lignes de la Convention que les États directement ou particulièrement intéressés croient utile et juste, et qui serait alors, *l'accord étant établi au préalable*, soumises à l'appréciation et au vote de la Conférence.

Peut-être, selon une suggestion de M. Moresco, ne sera-t-il pas même nécessaire de créer un nouvel organisme : « Le premier essai d'une Conférence technique préparatoire, celle concernant les heures de travail dans les mines de charbon, n'a pas porté de fruits appréciables. Sans innover, la Conférence possède déjà dans ses Commissions le moyen d'assurer aux intérêts et connaissances spéciaux une prépondérance équitable ; il ne s'agit que de composer le

personnel de ces Commissions avec le soin nécessaire et d'empêcher une récidive de ce qui s'est passé à la Conférence de cette année, où les décisions d'un organisme plus ou moins compétent furent modifiées sur un grand nombre de points par l'organisme incompetent constitué par la Conférence en séance plénière. »

Ce qui revient à dire que la Conférence plénière aurait un rôle analogue à celui de la Chambre Haute de certains Parlements où les élus du Suffrage Universel ont seuls le droit de légiférer et d'amender, le Sénat se bornant à accepter ou rejeter en bloc le projet de loi tel qu'il lui est soumis.

Il est hors de doute que les délégués des pays non coloniaux sont incompetents à se prononcer sur des questions de détail concernant le travail obligatoire. Les Gouvernements de ces pays s'en sont d'ailleurs rendu compte puisqu'ils n'ont pas répondu, pour la plupart, aux questions du *Livre Rouge*.

Pour le vote des Conventions, si les délégués des pays non intéressés s'abstiennent de voter, le quorum n'est pas atteint et la Conférence ne peut aboutir. Ils doivent donc se faire une opinion sur la question, nécessaire et suffisante pour dire simplement : oui ou non, et cela serait possible en leur fournissant un rapport bien documenté et bien rédigé, qu'ils aient le temps de lire. Toutes les nations participeraient ainsi *au vote* des Conventions ; il y aurait une sorte de parallélisme entre le fonctionnement du B. I. T. et de la S. D. N.

La S. D. N. est en effet organisée de façon à permettre aux États de second et de troisième ordre de coopérer avec les grandes nations sur le terrain politique aussi bien que juridique. La S. D. N., il ne faut pas l'oublier, a introduit dans la vie internationale une coopération sur la base de l'égalité, mais *une égalité qui fût véritable*, c'est-à-dire qui, en donnant certains droits aux États qui n'étaient pas de grands États, laissait cependant ces derniers en possession d'une influence prépondérante. *L'égalité des États n'est en effet qu'une égalité juridique et, pour que cette égalité soit absolue, il faut précisément que sur d'autres terrains que le juridique, sur l'économique et sur le politique, il y ait des inégalités.*

Comme l'a très justement fait remarquer M. de Lapradelle, ce serait une erreur du même ordre, après avoir laissé vivre la Société des États sous l'autorité presque exclusive d'un certain nombre de grandes Puissances, de la faire vivre en sens opposé, sous l'autorité de l'ensemble des États, sans aucune espèce de préférence ou de privilège pour les plus grands. Ces mots « préférence » et « privilège » sont nécessaires pour marquer les situations particulières, mais ils sont malheureux, parce qu'ils semblent donner naissance à une application de l'inégalité tandis qu'ils ne font au contraire que traduire par des inégalités apparentes une *véritable égalité qui demande qu'à des responsabilités et à des situations différentes correspondent des influences proportionnées*. Cette proportion de l'influence à l'autorité et à l'expé-

rience et surtout à la *responsabilité* est affirmée par le pacte de la S. D. N., qui établit le dédoublement de l'organe : le Conseil où n'entraient à l'origine qu'une majorité de grandes Puissances, et où toutes les décisions se prennent à l'unanimité, et l'Assemblée qui est le corps social de la S. D. N., où tous les membres de la Société sont représentés.

Il importerait qu'il soit fait application des mêmes principes en ce qui concerne le B. I. T.

L'on réconcilierait ainsi « le principe de l'universalité de l'Organisation Internationale du Travail avec les exigences de la réalité coloniale et les responsabilités des États coloniaux ».

Si l'on n'y arrivait pas, des conventions pourraient toujours être votées sur des questions coloniales, mais *en fait* le B. I. T. resterait en marge de la vie coloniale et n'exercerait aucune influence réelle.

Ce serait fort bien ainsi, dirent certains ; mais cette opinion serait erronée ; à la condition de trouver une méthode acceptable et une procédure réellement juste, Genève peut contribuer dans la plus large mesure à établir entre les peuples coloniaux et métropolitains un esprit de conciliation sincère et de collaboration féconde.

La S. D. N. est en effet organisée de façon à permettre aux États de second et de troisième ordre de coopérer avec les grandes nations sur le terrain politique aussi bien que juridique. La S. D. N., il ne faut pas l'oublier, a introduit dans la vie internationale une coopération sur la base de l'égalité, mais *une égalité qui fût véritable*, c'est-à-dire qui, en donnant certains droits aux États qui n'étaient pas de grands États, laissait cependant ces derniers en possession d'une influence prépondérante. *L'égalité des États n'est en effet qu'une égalité juridique et, pour que cette égalité soit absolue, il faut précisément que sur d'autres terrains que le juridique, sur l'économique et sur le politique, il y ait des inégalités.*

Comme l'a très justement fait remarquer M. de Lapradelle, ce serait une erreur du même ordre, après avoir laissé vivre la Société des États sous l'autorité presque exclusive d'un certain nombre de grandes Puissances, de la faire vivre en sens opposé, sous l'autorité de l'ensemble des États, sans aucune espèce de préférence ou de privilège pour les plus grands. Ces mots « préférence » et « privilège » sont nécessaires pour marquer les situations particulières, mais ils sont malheureux, parce qu'ils semblent donner naissance à une application de l'inégalité tandis qu'ils ne font au contraire que traduire par des inégalités apparentes une *véritable égalité qui demande qu'à des responsabilités et à des situations différentes correspondent des influences proportionnées*. Cette proportion de l'influence à l'autorité et à l'expé-

rience et surtout à la *responsabilité* est affirmée par le pacte de la S. D. N., qui établit le dédoublement de l'organe : le Conseil où n'entraient à l'origine qu'une majorité de grandes Puissances, et où toutes les décisions se prennent à l'unanimité, et l'Assemblée qui est le corps social de la S. D. N., où tous les membres de la Société sont représentés.

Il importerait qu'il soit fait application des mêmes principes en ce qui concerne le B. I. T.

L'on réconcilierait ainsi « le principe de l'universalité de l'Organisation Internationale du Travail avec les exigences de la réalité coloniale et les responsabilités des États coloniaux ».

Si l'on n'y arrivait pas, des conventions pourraient toujours être votées sur des questions coloniales, mais *en fait* le B. I. T. resterait en marge de la vie coloniale et n'exercerait aucune influence réelle.

Ce serait fort bien ainsi, dirent certains ; mais cette opinion serait erronée ; à la condition de trouver une méthode acceptable et une procédure réellement juste, Genève peut contribuer dans la plus large mesure à établir entre les peuples coloniaux et métropolitains un esprit de conciliation sincère et de collaboration féconde.

point mort ». C'est à la solution de ce problème, si délicat et si complexe, du travail aux colonies, que sont aujourd'hui consacrés les efforts de tous les coloniaux.

Voici par exemple le livre récent, intitulé *Les grands problèmes coloniaux*, où M. Hardy étudie sous un jour nouveau l'ensemble des questions coloniales. Deux réflexions dominent cet ouvrage :

1^o Il y a actuellement dans les colonies un problème qui dépasse tout ; c'est le « problème humain ». C'est-à-dire qu'il n'y a pas, en matière de colonisation, d'autre difficulté que cette rencontre brusque de civilisations humaines, qui n'ont ni les mêmes principes ni les mêmes buts, ni les mêmes caractéristiques et dont les différences s'aggravent encore du fait qu'elles établissent entre elles ce qui peut le moins les unir : l'intérêt matériel.

2^o M. Hardy ajoute plus loin : Kipling parle quelque part du « fardeau de l'homme blanc » (*White man's burden*), expression qui désigne, selon lui, la lourde responsabilité qu'assument les populations civilisées quand elles se chargent de coloniser, c'est-à-dire d'adopter des populations indigènes dont elles entreprennent de faire l'éducation. C'est un formidable programme que celui des nations européennes : exercer une sorte de *tutelle* sur les populations indigènes. Problème redoutable, car ces Noirs grandissant demanderont toujours un peu plus de liberté. La marche vers l'indépendance est une loi naturelle, car il y a, pour les peuples comme pour les individus,

un certain âge de majorité au delà duquel « le contrôle, d'un côté, l'obéissance, de l'autre, deviennent des états de violence qui ne peuvent pas durer longtemps ».

Nous sommes évidemment loin de la vieille conception selon laquelle une colonie était un *domaine*, comme un champ ou une mine, sans aucune personnalité morale. La colonisation doit acheminer les populations indigènes vers une vie économique et sociale consciente d'elle-même, c'est-à-dire « sûre de ses possibilités, fidèle à ses responsabilités ».

Des erreurs, des abus ont été commis, aux dépens de ceux dont on s'efforce d'assurer le mieux-être et l'évolution. Mais si la perfection était tellement facile, on pourrait se demander pourquoi, aux États-Unis d'Amérique, chez un grand peuple qui a une conception très haute de son idéal et de sa mission civilisatrice, les Indiens restent parqués dans leurs réserves, et les Noirs demeurent soumis, en pratique sinon en théorie, à de nombreuses restrictions vexatoires, et où la Loi de Lynch est encore l'*ultima ratio* dans les rapports entre Blancs et hommes de couleur. Et il serait aisé de trouver dans beaucoup d'autres pays des exemples semblables, d'autochtones étant encore sur un pied de « choquante inégalité » avec les descendants de leurs conquérants, restés les maîtres.

*
* *

En présence de difficultés qui paraissent insurmontables par d'autres moyens, l'on a eu recours, en Afrique, à la main-d'œuvre contrainte. C'est là un fait qu'il est inutile de nier : il n'y avait pas, en effet, à avoir honte d'employer la force tant les buts à atteindre étaient raisonnables et d'intérêt général. C'est ce qu'exprimait en ces termes l'auteur de *Batouala*, René Maran : « *Je ne suis pas contre la force qui s'avoue, je suis contre la force qui se défile, qui se camoufle, contre la force menteuse, qui essaie de présenter un visage autre que le sien. Mais je ne déteste pas la force, car la force peut s'appeler franchise et l'on préfère toujours les personnes franches aux personnes fuyantes qui cachent toute leur pensée et dont les mots sont nuageux.* »

On a pu dire que c'était là un parallèle saisissant de deux politiques : celle de la Grande-Bretagne, faisant appliquer les réformes par les autres avant de les appliquer elle-même, quand il semble n'y avoir plus de danger à le faire ; et celle de la France, toute imprégnée d'idées d'humanité depuis des siècles, selon une tradition qui s'est poursuivie à travers le temps jusqu'à nos jours et non pas brusquement née, comme on pourrait le croire parfois, du Pacte de la Société des Nations.

Nous avons montré trop sommairement quel était le sort misérable des indigènes d'un pays indépendant

comme le Libéria. La comparaison avec notre attitude vis-à-vis de nos Noirs est toute en notre faveur : notre politique indigène s'efforce actuellement de sauver les races et l'on semble bien être sur la bonne voie pour y parvenir. Ceux qui en doutent sont ceux qui relèvent les fautes ou les erreurs, les isolent, les dégagent de l'ambiance, les grossissent à plaisir et les font apparaître comme les faits saillants de notre œuvre coloniale. De là à conclure, allant hâtivement du particulier au général, à la faillite de notre système de colonisation, il n'y a qu'un pas, vite franchi par certains.

La doctrine coloniale constante, et particulièrement haute de notre pays, témoigne que la France colonisatrice, riche de l'expérience d'un long passé peut, en bien des lieux, servir d'exemple et de guide aux autres. En tout cas, selon l'expression de M. le Gouverneur Général Merlin, « elle se suffit à elle-même et n'a besoin ni des conseils ni des avis de personne, encore moins de peuples, pleins de zèle officieux qui, n'ayant pas de colonies ou n'en ayant conquis que depuis quelques années à peine, ne semblent pas encore qualifiés pour prétendre en la matière à une autorité qui s'impose ».

A coup sûr il ne faut pas avoir honte de recevoir du prochain d'utiles leçons. C'est s'enrichir que d'emprunter à autrui ce qui nous manque et un faux amour-propre ne doit pas nous empêcher de profiter des expériences des autres. Si Genève n'était que le lieu géographique où se concertent les bonnes

volontés internationales, il ne serait pas déshonorant de recevoir des indications de Genève.

Aussi la France a-t-elle participé aux Conférences du B. I. T. de 1929 et de 1930. Pourtant, nous étions avertis que la « Colonisation française serait particulièrement mise en cause » (1). C'était là un symptôme peu encourageant, et ce n'était pas le seul : Le *Livre Gris* a pu encourir le reproche d'être un « réquisitoire » puisqu'en 336 pages il n'y a *pas une ligne* qui permette de justifier l'emploi qui a pu être fait de la main-d'œuvre contrainte, ou même de constater que cet emploi était inévitable. De même on a pu écrire que l'analyse des réponses des États au questionnaire n'est pas le reflet exact des documents gouvernementaux (2).

En outre, malgré un excellent exposé de M. le député Diagne, plein de bon sens, et de compréhension des véritables intérêts en jeu, notre thèse fut condamnée par 27 voix de majorité. Nous avons vu que cet échec était dû à l'attitude du Gouvernement britannique, suivi par une majorité de nations n'ayant aucun intérêt, aucune expérience, aucune responsabilité coloniales. Ainsi que l'a dit en des termes excellents M. le Gouverneur Julien « en attendant que le bon sens et l'esprit d'équité aient fait place, dans les aréopages internationaux, à celui d'une exégèse étriquée et tendancieuse, le Gouvernement français a pris, à la date du 21 août 1930, un décret

(1) *L'Atelier*, de mars 1929, article de M. JOUHAUX.

(2) *La Quinzaine Coloniale*, article de M. LE NEVEU.

qui replace la question sur le terrain national et lui donne le véritable statut qu'elle comporte. »

Quels ont été les résultats pratiques de ces discussions internationales ? Une Convention que ratifieront sans doute avec beaucoup de satisfaction les pays qui ne doivent pas l'appliquer et qui « trouveront peut-être l'occasion de s'inscrire enfin au palmarès des ratifications », mais que ne pourront ratifier les « *pays coloniaux, pour autant qu'ils entendent se conformer à l'esprit et à la lettre de l'accord qu'on leur soumet* » (1).

On estime que le moment n'est pas encore venu d'établir une législation internationale du travail pour tous les pays d'Europe, à plus forte raison cela est-il vrai pour les colonies. S'il y a des matières qui se prêtent à une réglementation internationale ou qui ne peuvent recevoir de solution rationnelle que sur le plan international, il n'y a pas la moindre objection à une intervention internationale dans ces matières. Encore faut-il que les Puissances, qui discutent les Conventions ou les Traités à intervenir, ne subissent pas de pression extérieure et aient une pleine connaissance du sujet.

Ces idées furent émises lors des discussions de la XX^e Session de l'Institut Colonial International, tenue à Bruxelles en juin 1929. La conclusion dégagée des débats fut la suivante : *il n'y a place, dans l'état actuel des choses, pour des accords internationaux*

(1) Interview du major CAYEN (la *Quinzaine Coloniale*, 25 juillet 1930).

que dans une mesure limitée et entre Puissances coloniales.

Il ne s'agit pas là d'une motion de défiance à l'égard du B. I. T. et de ses dirigeants, mais d'une conclusion à retenir pour que la « leçon des sessions de la Conférence Internationale du Travail ne soit pas perdue ».

Il est d'ailleurs à craindre que les organismes de Genève ne se laissent influencer à l'avenir par des réclamations, pétitions et factums analogues à ceux qui inondent le Service des Mandats. On sait que ces documents tendancieux sont examinés avec la plus scrupuleuse attention et, le plus souvent, rejetés par la Commission comme non fondés et sans qu'aient pu être ou identifiés leurs signataires, ou établis les faits allégués. Il faut souhaiter que le B. I. T. ne prête pas une oreille trop attentive au flot de revendications et de récriminations qui ne manquera pas de le submerger s'il s'y prête.

*
* *

Pour terminer, il ne faut pas craindre de répéter que des fautes ont été commises en Afrique et ailleurs par nous, colonisateurs européens. Nous avons essayé parfois d'entraîner brutalement, sans ménagement, dans le sillage de notre civilisation des peuplades dont les conceptions de vie sont diamétralement opposées aux nôtres. Nous leur avons imposé

tout d'abord les charges de notre civilisation plus encore peut-être que ses avantages ; nous avons rompu avec leurs coutumes traditionnelles, nous avons provoqué le brassage et le mélange entre elles de tribus sans contact étroit avant notre arrivée, sans prendre garde que tout cela provoquait fatalement une crise sociale profonde.

Cette crise s'est produite. Il a été impossible à ces races de civilisation inférieure de s'adapter en trois ou quatre dizaines d'années aux coutumes et aux institutions de la race supérieure. Elles ont fléchi, se sont affaissées, se sont dissociées et ce phénomène se traduit, à l'heure actuelle notamment, par une diminution progressive de la population noire.

Rien ne sert d'ajouter des pages à la littérature humanitaire internationale. « L'attendrissement des grandes âmes, disait déjà M. Lucien Hubert en 1901, est respectable, mais le ressort des actions humaines demeure l'intérêt. Or, je prétends que l'intérêt des peuples européens leur commande de sauvegarder la race Noire.

» Le sol africain, inhospitalier au Blanc, ne peut être civilisé et aménagé que par les races qu'il a enfantées. Entre ce monde nouveau et notre ancienne civilisation, l'humanité noire reste l'indispensable intermédiaire. Ici, la loi d'association s'impose aux races comme aux individus. Le Blanc sera le cerveau qui conçoit, le Noir sera le bras qui exécute.

L'isolement, l'ignorance mutuelle, c'était la torpeur : l'éviction serait la mort ; la coopération sera le progrès et la vie (1). »

VU : *Le Doyen,*
H. BERTHELEMY.

VU : *Le Président,*
MAUNIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris ,
S. CHARLETY.

(1) L. HUBERT, Réponse à un article de la *Liberté* du 3 juillet 1901.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Auteurs.

- ANTONETTI. — *Discours au Conseil de Gouvernement* (Session de novembre 1930), Brazzaville, 1931.
- AUGAGNEUR. — *Erreurs et brutalités coloniales*, Paris, Ed. Montaigne, 1927.
- AURIC. — *L'Avenir du Congo et le Congo-Océan*, Paris, Picart, 1929.
- BEAULIEU (P.). — *De la colonisation chez les peuples modernes*, Paris, Alcan, 1908.
- BLONDEL (Ch.). — *La mentalité primitive*, Paris, Delamain, 1926.
- BOUSSENOT. — *La construction du Congo-Océan*, Paris, 1929.
- BUELL. — *The Native Problem in Africa* (2 vol.), New York, Mac Millan, 1928.
- DEWAVRIR, DELIBERT et HOUDART. — *Comment mettre en valeur notre domaine colonial*, Paris, Rivière, 1901.
- DOUCET (R.). — *Les colonies françaises, leur avenir économique*, Paris, Dubois et Bauer, 1921.
- *Commentaires sur la colonisation*, Paris, Larose, 1926.
- GIDE. — *Voyage au Congo ; Retour du Tchad*, Paris, 1927 et 1928.
- GIRAULT (A.). — *Principes de colonisation et législation coloniales*, Paris, Tenin, 1922.
- HARMAND (J.). — *Domination et colonisation*, Paris, Flammarion, 1910.
- JULIEN. — *Madagascar*, Paris, 1931.
- LÉVY-BRUHL (L.). — *La mentalité primitive*, Paris, Alcan, 1923.
- LONDRES (A.). — *Terre d'ébène*, Paris, 1929.
- POULAINE (R.). — *Étapes Africaines*, Paris, 1930.

II. — Documents et périodiques,

Annales Coloniales, Paris, années 1928 à 1931.

Annuaire de documentation coloniale comparée, Bruxelles, 1929.

Bulletin du Comité de l'Afrique Française, Paris, années 1927 à 1931.

Bulletin des Missions, juin-octobre 1929 (Abbaye de Saint-André);

Bulletin économique de l'A. E. F. — Paris, années 1929, 1930 et 1931

Bureau International du Travail :

1. Travail forcé (*Livre gris*), Genève 1929 ;

2. Travail forcé (*Livre rouge*), Genève 1929 ;

3. Travail forcé (*Livre bleu*), Genève, 1930.

Cahiers Coloniaux de l'Institut Colonial de Marseille (Marseille, années⁸ 1929 et 1930.)

Cahiers des Droits de l'homme, Paris, 1927.

Chronique Coloniale (La), années 1928 à 1931.

Congo-Bruxelles, années 1929 à 1931.

Correspondant (Le), Paris, numéro du 10 avril 1905.

Dépêche Coloniale (La), années 1928 à 1931.

Dossiers de l'Action Populaire, Paris, N° du 15 août 1929.

Europe Nouvelle, Paris, N° du 14 juin 1930.

France-Export, Paris, N° d'octobre-novembre 1930.

Gazette Coloniale (La), Paris, années 1929 à 1931.

Information Sociale (L'), Paris, N° du 2 septembre 1929.

Institut Colonial International, Bruxelles, compte rendu de la session de 1929.

Monde Colonial Illustré (Le), Paris, N° de novembre 1929.

Orientation économique et financière, Paris, N° du 13 septembre 1930.

Presse Coloniale Illustrée (La), Paris, N° de mars 1930.

Quinzaine Coloniale (La), années 1928 à 1931.

Rapport de M. du Vivier de Streel au Conseil Supérieur des Colonies, Paris, 1930.

Revue Apologétique, Paris, N° d'août 1929.

Revue Hebdomadaire, Paris, années 1924 à 1930.

Revue d'Hygiène, Paris, années 1922 et 1930.

Revue Internationale du Travail, Genève, années 1926 à 1931.

Revue du Pacifique, Paris, année 1930.

Revue des Vivants, Paris, N° de janvier 1930.

Semaine Coloniale, Paris, N° spécial 1929.

Société des Nations. *Rapport de la Commission Internationale d'enquête au Libéria*, Genève, décembre 1930.

Sphère, Paris, année 1930.

Sud-Ouest Économique, Bordeaux, septembre 1930.

Temps Colonial (Le), Paris, années 1927 à 1931.

Vie (La), Paris, années 1928 à 1931.

Vie Technique et Industrielle (La), Paris, N° spécial de 1927.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Aperçu historique.....	1
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Le travail obligatoire et la mise en valeur des territoires africains. Données actuelles ; solutions futures....</i>	9
<i>Titre Premier : Le travail obligatoire dans quelques terri- toires africains</i>	17
<i>Chapitre premier : Le travail obligatoire en A. E. F.</i>	
I. Travail obligatoire dans des buts d'intérêt public.....	19
II. Travail obligatoire dans l'intérêt des parti- culiers	34
III. Conclusion	36
<i>Chapitre II : Le travail obligatoire au Kenya et au Tan- ganyika Britanniques.</i>	
I. Travail obligatoire pour fins d'intérêt public général et local.....	38
II. Travail obligatoire dans l'intérêt des parti- culiers	44
III. Conclusion	50
<i>Chapitre III : Le travail obligatoire dans une « Répu- blique Indépendante » Le Libéria.....</i>	52
I. Esclavage et conditions enalogues.....	54

II. Travail obligatoire.....	60
a) Pour le compte de l'État.....	62
b) Pour le compte des particuliers ; l'ingérence américaine.....	66
c) Conclusion.....	74
III La Société des Nations et le Libéria.....	77
<i>Titre II</i> : Politique et travail indigènes.....	83
Données générales du problème.....	83
<i>Chapitre premier</i> : Le problème humain est primordial pour notre avenir colonial.....	87
<i>Chapitre II</i> : Recherche des fondements scientifiques d'une politique indigène soucieuse de donner au pro- blème de la main-d'œuvre une autre solution que celle du travail obligatoire.....	102
1) Base essentielle : connaissance approfondie des indigènes.....	102
2) Second élément fondamental : Le problème de l'éducation.....	110
3) Le problème sanitaire.....	119
4) Un gros écueil à éviter : les déracinés.....	135
5) Conclusion.....	142
 SECONDE PARTIE — <i>La Société des Nations et le travail forcé</i>	145
Internationalisation de la question du travail obligatoire.....	147
<i>Chapitre premier</i> . — La Société des Nations et le travail obligatoire de 1919 à 1929.....	152
I. — Les premières manifestations de l'activité internationale, le « Livre Gris ».....	152
II. — L'action internationale en 1929.....	178
<i>Chapitre II</i> . — L'activité internationale en 1930, le « Livre Bleu » et la Convention sur le travail obli- gatoire.....	187

TABLE DES MATIÈRES	285
I. Le « Livre Bleu » et l'opinion coloniale française.	187
II. La question du travail obligatoire à la XIV ^e Session de la Conférence Internationale du travail	206
<i>Chapitre III.</i> — La France et les organismes internationaux en face du problème du travail obligatoire.	234
I. La France et la Convention du travail forcé ...	235
II. Les critiques formulées contre le B. I. T. sont-elles justifiées ? Vers une méthode nouvelle..	246
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	268



